UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2009

UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2009

Siège du Secrétariat Général de la Commission Bancaire à Abidjan (Côte d'Ivoire)

UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

COMMISSION BANCAIRE

Abidjan, le 06 juillet 2010

Le Président

En 2009, la crise économique internationale a contribué, à travers le ralentissement de la demande mondiale et des flux d'entrée de capitaux, à atténuer les espoirs de renforcement de la croissance dans les pays membres de l'UEMOA.

Dans ce contexte, le système bancaire communautaire a enregistré un ralentissement sensible du rythme de progression des crédits à la clientèle, ramené, en variation annuelle, de 14,3% à 9,4% entre décembre 2008 et décembre 2009.

Sur la base du diagnostic des effets de la crise et des concertations menées avec la profession bancaire sur l'ensemble des places de l'Union, la Banque Centrale a ajusté l'utilisation de ses instruments de politique monétaire, de manière à maintenir un niveau optimal de la liquidité et à soutenir le système bancaire dans son rôle d'accompagnement de l'action budgétaire des Etats et des politiques d'endettement et d'investissement publics.

Tenant compte des défis mis en lumière par la récente crise financière internationale et eu égard à la dynamique d'intégration croissante des marchés de capitaux de l'UMOA, les Autorités monétaires et de contrôle ont élaboré et mis en place un cadre formel de concertation, à travers le Comité de Stabilité Financière regroupant la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale, la Commission Régionale de Contrôle des Assurances ainsi que les représentants des Ministres chargés des Finances des pays membres.

Pour le secteur bancaire, cette démarche s'avère d'ores et déjà amplement justifiée par les enjeux de la surveillance macro-prudentielle, au regard par exemple du rôle majeur des souscriptions des établissements de crédit sur le marché primaire des titres, ou encore du développement des produits de bancassurance.

La Commission Bancaire a poursuivi parallèlement ses efforts de consolidation des relations de coopération avec les Autorités de contrôle homologues, dans un contexte de diversification des liens de capitaux des établissements installés dans l'UMOA. A ce titre, elle se félicite de la conclusion, le 29 mai 2009, d'une convention de coopération avec la Banque Centrale du Maroc, ainsi que de l'intensification des échanges avec la Banque Centrale du Nigeria, qui devrait aboutir incessamment à une formalisation dans un cadre similaire.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a accentué le suivi de la mise en œuvre, par les établissements de crédit, de la mesure de relèvement du capital social minimum des banques et établissements financiers adoptée en septembre 2007 par le Conseil des Ministres de l'UMOA. L'Autorité de contrôle a ainsi entretenu des échanges actifs sur le sujet avec les dirigeants et actionnaires des établissements assujettis et adopté des mesures administratives à l'endroit de certains de ces derniers, au regard des plans d'actions qu'ils ont été tenus d'élaborer au titre de la première phase de cet important chantier.

Sur son initiative, le Conseil des Ministres de l'Union a également entrepris d'étudier toutes les mesures complémentaires individuelles et collectives susceptibles d'accompagner le respect de l'échéance impérative du 31 décembre 2010 fixée pour cette première phase. Conformément à l'esprit de la décision des Autorités de l'Union, cette étape devrait faire apparaître un système bancaire communautaire encore plus solide et à même de répondre plus efficacement aux défis de l'accroissement de l'offre de services financiers et de l'accélération de la croissance.

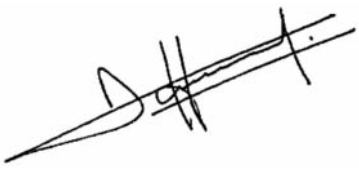
En 2010 également, la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, adoptée par les hautes Autorités de l'Union, entre en vigueur. Elle instaure, au titre de la supervision bancaire, des règles nouvelles visant notamment à renforcer les compétences de la Commission Bancaire, à assurer une protection accrue des déposants et à maintenir l'intégrité du système bancaire.

La réforme renforce de ce fait la prise en compte des principes fondamentaux édictés par le Comité de Bâle pour une supervision bancaire efficace, ainsi que la disposition de notre zone à mettre en œuvre les orientations du nouvel Accord de capital (Bâle 2). Les dirigeants des établissements de crédit sont ainsi interpellés à agir plus vigoureusement en vue de l'amélioration de leur gouvernance par le renforcement de leurs dispositifs de maîtrise des risques, d'adéquation des fonds propres et de promotion de la transparence des informations et des services.

L'occasion est donc offerte d'inviter tous les acteurs du système bancaire à participer à la mise en œuvre réussie de cette réforme et à confirmer leur rôle privilégié de vecteur de l'approfondissement de l'intégration monétaire et économique, appelé de nos vœux pour mieux répondre aux aspirations de nos populations au développement.

Philippe-Henri DACOURY-TABLEY

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,



Président de la Commission
Bancaire de l'UMOA

Philippe-Henri DACOURY-TABLEY

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE AU 31 DECEMBRE 2009

Président : M. Philippe-Henri DACOURY-TABLEY
Gouverneur de la BCEAO

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS	MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
Mme Viviane HOUENOU KANEHO Directrice des Affaires Monétaires et Financières au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin	**M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA** Magistrat – Bénin
M. Moumounou GNANKAMBARY Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina	**M. Kouka Célestin ZALLE** Ancien Directeur National de la BCEAO - Burkina
M. Lami BLE Directeur Général Adjoint - Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire	**Mme Nestore Marie-Louise OBOUDOU** Juriste, Inspecteur Général des Services Fiscaux - Côte d'Ivoire
M. Emmanuel Benito Santos COSTA Directeur de la Monnaie, du Crédit et du Marché Financier Régional au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau	**M. Ousmane SIDIBE** Inspecteur Commercial - Mali
Mme SIDIBE Zamilatou CISSE Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère des Finances du Mali	**M. Ibrahim KOUSSOU** Inspecteur du Trésor - Niger
M. Ibrahim GARBA Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger	**M. Mamadou Abdoulaye SOW** Economiste, Inspecteur Principal du Trésor - Sénégal
Mme Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal	**Mme Kafui Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON** Juriste, Consultante – Togo
Mme Ahéba JOHNSON Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo	**M. Jean BONNARDIN** Médiateur de la Banque de France - France
M. Yves CHARPENTIER Conseiller Financier pour l'Afrique – Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi de la France	

Secrétaire Général : **M. Charles Luanga KI-ZERBO**

RESUME

En 2009, l'activité économique dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) s'est ressentie des effets de la crise financière et économique internationale qui a entraîné un repli de l'activité dans les secteurs tournés vers l'extérieur, la faiblesse des cours de la plupart des produits d'exportation et une baisse des flux de ressources. Il s'y ajoute la persistance de la crise énergétique dans plusieurs pays. Dans ce contexte, la croissance des pays membres de l'UMOA a reculé à 2,8%, en 2009, contre une réalisation de 3,8% en 2008. Cependant, la situation monétaire d'ensemble est demeurée stable et la situation des finances publiques a bénéficié des mesures conjoncturelles actives. La résorption des arriérés intérieurs des Etats s'est ainsi amplifiée.

Le paysage bancaire a enregistré une légère augmentation du nombre d'établissements de crédit agréés de 116 à 118 unités, soit 99 banques et 19 établissements financiers dont 3 succursales. Le total des bilans de ces institutions s'est accru de 12,4% sur l'année, passant de 10.219 Mds à 11.489 Mds. Parallèlement, le nombre de points d'accès du système bancaire a continué de s'accroître, le nombre de guichets et celui de comptes augmentant respectivement de 127 et de 334.461.

Les emplois nets ont augmenté de 10,2%, pour atteindre 8.987 Mds. Les crédits à la clientèle en constituent la principale composante, à hauteur de 73,6%. Le risque de contrepartie demeure ainsi prépondérant dans le portefeuille des établissements de crédit, dont la qualité s'est légèrement améliorée. Ainsi, le taux brut de dégradation a reculé de 19,2% en 2008 à 17,1% en 2009, tandis que le taux net s'est légèrement accru passant de 7,1% à 7,4%, à la suite d'une baisse relative du taux de couverture des créances en souffrance par des provisions.

Les ressources collectées se sont également accrues de 14,2%, après 10,7% en 2008. Elles sont chiffrées à 10.125 Mds, dont 83,3% de dépôts et emprunts à la clientèle. La part des dépôts à terme est ressortie à 50,8% contre 49,2% en 2008. Le niveau des fonds propres nets bénéficie des entrées en activité et d'un effort de capitalisation de certaines unités notamment dans le cadre de la mesure de relèvement du capital social minimum. Aussi, les fonds propres ont-ils atteint globalement 997 Mds, contre 774 Mds un an auparavant.

Les établissements de crédit ont préservé leur rentabilité durant l'année 2009. En effet, le résultat brut d'exploitation s'est légèrement accru de 0,7% pour s'établir à 260 Mds contre 258 Mds un an auparavant, en liaison notamment avec la diminution de 17,3% des dotations aux amortissements et des provisions nettes sur immobilisations. Le coefficient net d'exploitation se dégrade néanmoins, en atteignant 72,8% contre 69,8% en 2008.

Au plan prudentiel, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union, est demeuré proche de 12%, pour un minimum de 8% pour chaque établissement pris individuellement. A fin 2009, trente (30) établissements de crédit ne respectent pas ce ratio contre vingt (20) en 2008. Les annonces de relèvement du capital social et de reconstitution concomitante des fonds propres permettent d'anticiper une amélioration prochaine de ce ratio. Dans le cadre de la surveillance prudentielle renforcée, la Commission Bancaire a pris les mesures qu'appelle la situation de certains établissements. La mise en œuvre de mesures administratives ou disciplinaires a été ainsi requise contre trente-sept (37) établissements, après constat d'infractions à la réglementation bancaire.

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire poursuit les actions de coopération, en vue d'une meilleure réactivité, concernant notamment les implications transfrontières de l'activité

bancaire. Il poursuit, également, les efforts entrepris pour le renforcement de la supervision sur base consolidée et la prise en compte des exigences d'un contrôle plus axé sur les risques. Une attention particulière est par ailleurs accordée à la préparation des défis liés à l'entrée en vigueur de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO et la mise en œuvre de la décision de relèvement du capital social minimum applicable aux établissements de crédit.

SOMMAIRE

PAGES

I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE **13**

1 - Environnement économique et financier des pays de l'UMOA 13

2 - Evolution du cadre légal et réglementaire 17

II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA **21**

1 - Paysage bancaire 21

2 - Evolution de l'activité et des résultats 29

III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT **41**

1 - Fonctionnement de la Commission Bancaire et du Secrétariat Général 41

2 - Suivi du dispositif prudentiel 50

3 - Actes et mesures 54

IV – ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION **63**

1 – Groupes régionaux de superviseurs 63

2 – Autres rencontres 64

CONCLUSION **67**

LISTE DES ENCADRES

Encadré n°1 : Innovations apportées à l'exercice et la surveillance de l'activité bancaire par la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO 18

Encadré n°2 : Concentration du marché bancaire de l'UMOA selon l'indice d'Herfindahl-Hirschmann 25

Encadré n°3 : L'évolution du portefeuille des titres dans le bilan des établissements de crédit 33

Encadré n°4 : Orientations privilégiées par les banques en matière de crédit 39

Encadré n°5 : Typologie des risques opérationnels des banques 48

Encadré n°6 : Stabilité financière et coopération entre les superviseurs du système financier de l'UMOA 66

ANNEXES **69**

I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2009, l'activité économique dans les Etats membres de l'UMOA s'est ressentie des effets de la crise financière et économique internationale…

En 2009, l'activité économique dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) s'est ressentie des effets de la crise financière et économique internationale qui, à travers le ralentissement de la demande étrangère, a entraîné un repli de l'activité dans les secteurs tournés vers l'extérieur, la faiblesse des cours de la plupart des produits d'exportation et une baisse des flux de capitaux.

…le taux de croissance du PIB dans l'Union recule à 2,8%.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), en termes réels, est estimé à 2,8% pour l'année 2009, contre une réalisation de 3,8% en 2008. Cette contre-performance est imputable à l'ensemble des pays de l'Union à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Togo qui bénéficient de la poursuite de la normalisation du climat socio-politique et de l'amélioration des relations financières extérieures. Dans les autres pays, le recul observé par rapport à 2008, est lié à la faiblesse des cours des produits de base exportés, au reflux du commerce extérieur, à l'impact des aléas climatiques sur les récoltes de la campagne agricole 2009/2010 ainsi qu'à la crise energétique. En particulier, le Niger enregistrerait une contraction de 1,2% de l'activité économique en 2009, sous l'effet des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010.

Tableau n°1 : Taux de croissance réelle du PIB dans les Etats membres de l'UEMOA

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2008	5,0%	5,2%	2,3%	3,2%	5,0%	9,3%	2,3%	2,4%	3,8%
2009	2,7%	3,2%	3,8%	2,9%	4,4%	-1,2%	1,5%	3,1%	2,8%

Source : BCEAO

1. 1. EVOLUTION DE LA PRODUCTION

Les données disponibles indiquent une progression modérée des récoltes, après une précédente campagne particulièrement favorable. Les données provisoires de la campagne agricole 2009/2010 font ressortir une augmentation des récoltes de l'ensemble des cultures de rente, à l'exception du niébé, de la banane, de l'ananas et du sésame.

La production vivrière a regressé de 1,4% en 2009.

La production vivrière de la campagne 2009/2010 a regressé de 1,4% par rapport à la précédente campagne en raison des évolutions enregistrées au Niger, au Sénégal et au Burkina, où les conditions climatiques ont induits une

baisse des récoltes respectivement de 35,2%, 27,5% et 16,8%. Les plus importantes augmentations sont associées à la bonne tenue de la production de riz et de maïs au Mali, des tubercules en Guinée-Bissau et au Bénin. Au Togo, l'accroissement de 8,0% résulte d'un rattrapage après les inondations de la campagne précédente. Au titre des cultures d'exportation, la production de coton-graine de l'Union s'est inscrite en baisse de 2,6%, en rapport avec la chute de la récolte de 9,9% au Bénin et de 9,1% au Burkina. Au Mali et en Côte d'Ivoire, la production connaîtrait une augmentation de 17,6% et 11,9% respectivement.

La production de cacao au cours de la campagne 2009/2010, essentiellement réalisée en Côte d'Ivoire, s'inscrirait en hausse de 6,8% par rapport à la campagne précédente. Les quantités produites de café seraient, quant à elles, en accroissement de 100,3% en liaison avec l'amélioration des conditions sécuritaires dans les zones de production. En ce qui concerne la noix de cajou, sa production, principalement en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau connaîtrait une croissance de 9,7%.

La production industrielle des pays de l'UEMOA en 2009 s'est inscrite en baisse comparativement à 2008. L'indice calculé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a enregistré une contraction de 0,7%, en liaison principalement avec le reflux de l'activité dans la branche des industries manufacturières. Ces dernières ont été fortement affectées par les contre-performances des unités d'égrenage de coton, en rapport avec la faible production de coton de la campagne agricole 2008/2009. Les baisses observées ont, toutefois, été atténuées par les hausses de 5,7% de la production de la branche « Electricité, eau et gaz » et de 0,9% de celle des industries extractives. En effet, la production de pétrole en Côte d'Ivoire s'est accrue de 3,4% en s'établissant à 17,3 millions de barils et celle d'uranium au Niger a augmenté de 5,5% en ressortant à 3.242,4 tonnes. Les productions de phosphates et d'or se sont confortées respectivement de 10,9% et de 6,3%. La hausse de la production d'or est imputable aux progressions enregistrées au Burkina et en Côte d'Ivoire, celles au Mali et au Niger se contractant respectivement de 12,5% et 23,1%.

L'activité a également reculé dans les bâtiments et travaux publics en 2009.

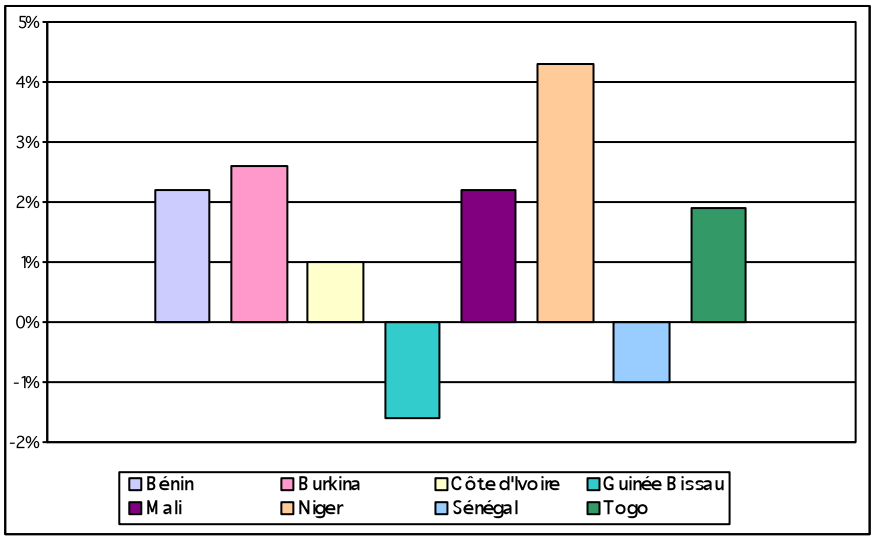
La conjoncture s'est cependant améliorée dans les services marchands. Elle a été bien orientée dans tous les Etats, à l'exception du Togo où elle est ressortie en recul. Toutefois, l'activité commerciale s'est tassée, d'une année à l'autre, en 2009. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, calculé par la BCEAO, s'est replié, en moyenne, de 4,4% sur l'ensemble de l'année 2009 contre une progression de 10,0% en 2008.

1.2. EVOLUTION DES PRIX

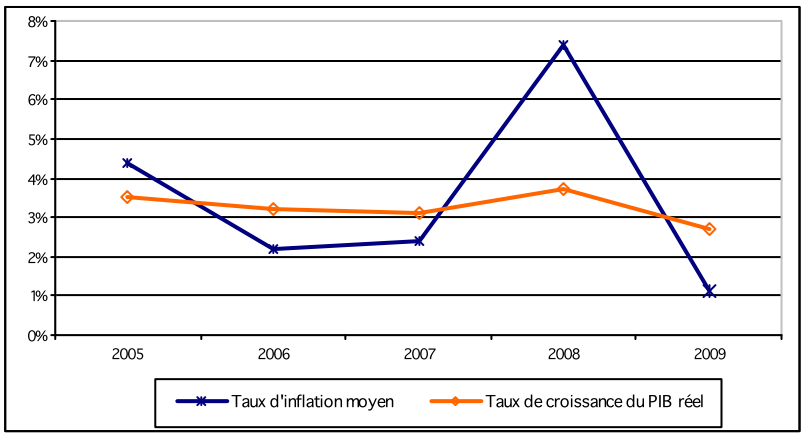
Le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA est ressorti à 1,1% en 2009, contre 7,4% en 2008.

L'inflation s'est inscrite en baisse sensible au cours de l'année 2009, poursuivant ainsi la tendance observée depuis le troisième trimestre de l'année 2008. Le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA est ressorti à 1,1% en 2009 contre 7,4% en 2008. Le taux d'inflation en moyenne annuelle a cependant été supérieur à 2,0% au Bénin, au Burkina, au Mali et au Niger.

Graphique n° 1
Evolution moyenne des prix par pays en 2009



Graphique n° 2
Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation dans l'Union



1.3. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE

La situation financière des Etats s'est améliorée.

Les données disponibles laissent apparaître une détente relative en 2009 des pressions sur la trésorerie publique dans tous les Etats à l'exception de la Guinée-Bissau.

Certes, les recettes budgétaires n'ont progressé que de 2,7% par rapport aux réalisations de l'année 2008. Dans le même temps, les dépenses totales ont progressé de 10,8% en 2009, en raison de la hausse aussi bien des dépenses en capital que des dépenses courantes. Le déficit budgétaire, hors dons, qui en découle est ressorti à 6,3% du PIB, en détérioration de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2008.

Les contraintes financières des Etats membres de l'Union ont cependant été atténuées par le niveau relativement important des dons reçus des partenaires au développement, en soutien aux programmes économiques, et par la mise à la disposition des pays de la contre-valeur en francs CFA des allocations exceptionnelles de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) effectuées par le Fonds Monétaire International (FMI) en août 2009, en réponse à la crise financière internationale.

Le profil des agrégats monétaires a été caractérisé par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires et une hausse du crédit intérieur. En particulier, l'encours des crédits à l'économie a enregistré une progression de 8,7% d'une année à l'autre, du fait notamment de l'accroissement des mises en place de prêts et d'avances de trésorerie en faveur des entreprises opérant dans les secteurs de l'agro-industrie, des hydrocarbures, des mines et des télécommunications. Toutefois, un ralentissement sensible de la hausse des crédits à l'économie a été constaté pour la première fois depuis 2004.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2008, la base monétaire s'est renforcée de 14,8%, en se situant à 4.689,5 milliards à fin décembre 2009, en raison principalement de la progression de la circulation fiduciaire et des réserves des banques.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs sont ressortis en baisse au cours de l'année 2009, en dépit d'une augmentation du volume des transactions. En particulier, les deux indices de référence, le BRVM10 et le BRVM composite, ont fléchi respectivement de 66,2% et 65,1% par rapport à leur niveau de fin décembre 2008, notamment du fait du retrait de fonds d'investissement étrangers. La capitalisation boursière totale a connu une régression de 13,5% en 2009. Cette évolution est imputable au repli de 15,9% de la capitalisation sur le marché des actions, légèrement atténué par la hausse de 1,7% enregistrée sur le marché des obligations.

2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

L'année 2009 a été principalement marquée par la poursuite de la ratification des textes relatifs à la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO adoptés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'Union en janvier 2007.

Ainsi, la Convention régissant la Commission Bancaire a été ratifiée par les Etats du Burkina, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo et les instruments de ratification ont été transmis à l'Etat du Sénégal.

La nouvelle Convention régissant la Commission Bancaire a été ratifiée et les instruments de ratification ont été transmis à l'Etat du Sénégal, en qualité d'Etat dépositaire...

La loi-cadre portant réglementation bancaire a été adoptée, promulguée et publiée au journal officiel dans tous les Etats membres, à l'exception du Bénin.

La loi uniforme relative aux entreprises d'investissement à capital fixe dans l'UEMOA n'avait pas encore été adoptée au Burkina, en Guinée-Bissau et au Niger.

La loi uniforme relative aux sanctions portant sur les infractions en matière de chèque, carte bancaire et autres procédés de paiement électronique a été adoptée au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

La loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UMOA a été adoptée au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo.

...et la loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UMOA a été adoptée au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo.

Enfin, au titre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, à l'exception de la Guinée-Bissau, tous les Etats membres de l'UMOA disposent d'une Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) opérationnelle.

Encadre n° 1 : INNOVATIONS APPORTEES A L'EXERCICE ET LA SURVEILLANCE DE L'ACTIVITE BANCAIRE PAR LA REFORME INSTITUTIONNELLE DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

Au cours des trois dernières décennies, l'environnement international et régional a été marqué par de profondes mutations des conditions d'exercice des missions des régulateurs et superviseurs bancaires ainsi que par l'adoption de codes internationaux de bonnes pratiques.

En vue de faire face à ces évolutions et aux défis futurs, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA a adopté lors de son 11ème sommet du 20 janvier 2007, une réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Au titre de la supervision bancaire, la réforme instaure des règles nouvelles visant notamment à renforcer les compétences de la Commission Bancaire, à assurer une protection accrue des déposants et à maintenir l'intégrité du système bancaire. Ces changements portent sur le cadre d'exercice de l'activité bancaire et les dispositions de surveillance des établissements de crédit.

I- Principales innovations liées au cadre d'exercice de l'activité des établissements de crédit

Définition des banques et établissements financiers

Le développement des services bancaires a rendu nécessaire l'adoption d'une nouvelle définition des banques et établissements financiers, désignés sous le terme générique d' « établissement de crédit », ainsi que des opérations de banque. En outre, il est établi une liste exhaustive des "opérations connexes" que les établissements de crédit sont autorisés à effectuer.

Forme juridique des établissements de crédit

Les nouvelles dispositions indiquent que les établissements de crédit ne peuvent adopter la forme de société unipersonnelle. Par ailleurs, obligation leur est faite d'avoir leur siège social dans l'UMOA. L'implantation de succursales de banques étrangères est donc exclue.

Condition de nationalité

Tout en réaffirmant le principe de la condition de nationalité d'un Etat de l'UMOA pour les dirigeants des établissements de crédit, les nouvelles prescriptions exigent un diplôme minimum (maîtrise ou un diplôme équivalent) et une expérience professionnelle avérée (5 ans au moins dans le domaine bancaire, financier ou dans tout autre domaine jugé compatible avec les fonctions envisagées) des candidats à l'obtention d'une dérogation.

Tenue de la comptabilité et contrôle des comptes

L'établissement des comptes combinés institués par le Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) est rendu obligatoire.

La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à trois (3) ans. Par ailleurs, il est exigé des banques, des établissements financiers faisant publiquement appel à l'épargne ainsi que des établissements financiers ne faisant pas publiquement appel à l'épargne, mais dont le total de bilan atteint un certain seuil, la désignation d'au moins deux commissaires aux comptes et de deux suppléants.

Système de garantie des dépôts bancaires

L'adhésion des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts est instituée afin de renforcer la protection des déposants.

Contrôle des systèmes financiers décentralisés

Il est conféré à la Commission Bancaire et à la Banque Centrale, le pouvoir de contrôle des systèmes fi-

nanciers décentralisés. La Commission Bancaire est de ce fait habilitée à prononcer des sanctions disciplinaires et pécuniaires à l'encontre de ces institutions.

Organisation des procédures collectives d'apurement du passif

Au regard du rôle particulier des établissements de crédit dans le fonctionnement des paiements et le financement des économies, l'ouverture des procédures collectives d'apurement du passif (règlement préventif, redressement judiciaire et de liquidation des biens) à l'égard d'un établissement de crédit est subordonnée à l'avis conforme de la Commission Bancaire. En cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation des biens à l'égard d'un établissement de crédit, la Commission Bancaire prend une décision pour le retrait de l'agrément et la mise en liquidation dudit établissement. Le Ministre chargé des Finances nomme un liquidateur qui procède à la liquidation du fonds de commerce de l'établissement. Ce dernier assiste le syndic dans la liquidation des autres éléments du patrimoine de la personne morale.

Sanctions disciplinaires, pécuniaires et pénales

Le régime des sanctions disciplinaires applicables aux établissements de crédit est renforcé par des sanctions pécuniaires, en vue d'amener les établissements de crédit à prendre, dans les délais appropriés, les mesures de redressement recommandées par la Commission Bancaire. Les sommes sont recouvrées par la Banque Centrale pour le compte du Trésor public. Par ailleurs, il est procédé au relèvement des montants des amendes, en vue d'accroître leur effet dissuasif. Enfin, la Banque Centrale est désormais habilitée à se constituer partie civile, en vue de faire appliquer effectivement les sanctions pénales prévues.

Nomination d'un administrateur provisoire et d'un liquidateur

La décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation, est désormais prononcée par la Commission Bancaire. Le Ministre des Finances est chargé de la nomination de l'administrateur provisoire ou du liquidateur dans un délai de sept (7) jours, à compter de la date de réception de la décision de la Commission Bancaire.

La levée ou la prorogation de la durée du mandat de l'administrateur provisoire sont prononcées dans les mêmes formes.

Par ailleurs, les conditions d'exercice de la mission de l'administrateur provisoire sont précisées par l'indication, dans l'acte de nomination, de ses attributions générales et spécifiques, de sa rémunération, de sa responsabilité, de la durée de son mandat et, le cas échéant, de l'institution d'une structure de contrôle de son activité.

II- Principales innovations relatives au dispositif de surveillance des établissements de crédit

Le Ministre des Finances

Le Ministre des Finances conserve ses principales attributions, à l'exception de celles relatives à la fixation du capital minimum des établissements financiers à caractère bancaire et à la décision de mise sous administration provisoire ou en liquidation d'un établissement de crédit, qui ressortissent respectivement, désormais, du Conseil des Ministres de l'UMOA et de la Commission Bancaire.

La Banque Centrale

Les attributions de la Banque Centrale englobent la définition des instruments et des règles de la politique du crédit applicables aux établissements de crédit ainsi que des modalités de fixation des normes prudentielles individuelles applicables aux établissements de crédit, le classement des établissements financiers à caractère bancaire en diverses catégories en fonction des opérations de banque qu'ils sont habilités à effectuer, la définition de la forme juridique que doivent prendre ces établissements fi-

nanciers et le contrôle des systèmes financiers décentralisés. Par ailleurs, l'autorisation à donner par les Autorités nationales à un établissement financier à caractère bancaire pour lui permettre de recevoir des fonds du public est subordonnée à l'avis conforme de la Banque Centrale.

La Commission Bancaire

Au titre des nouvelles compétences, la Commission Bancaire est habilitée à prononcer des sanctions disciplinaires pour les infractions, non plus seulement à la réglementation bancaire, mais à toutes les autres législations applicables aux établissements de crédit. Elle a le pouvoir de fixer des normes prudentielles individuelles aux établissements de crédit selon leur situation, dans le cadre fixé par la Banque Centrale.

Par ailleurs, la réforme institue formellement des dispositions consacrées par la pratique, à savoir l'audition simple des dirigeants, la mise sous surveillance rapprochée des établissements de crédit ainsi que le principe de reconnaissance générale permettant aux dirigeants ayant obtenu la dérogation à la condition de nationalité pour exercer dans un pays donné de l'Union de ne plus solliciter une nouvelle autorisation lorsqu'ils changent de fonction, d'établissement ou de pays.

Enfin, des aménagements spécifiques portent notamment sur :

- l'avis préalable du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO pour la modification par le Conseil des Ministres de la Convention régissant la Commission Bancaire ;
- l'extension des incompatibilités de fonctions édictées pour les membres de la Commission Bancaire nommés par le Conseil des Ministres à ceux représentant les Etats ;
- le principe d'un renouvellement partiel, par tirage au sort, des membres de la Commission Bancaire nommés par le Conseil des Ministres, afin d'assurer une rotation progressive ;
- la participation du Président de la Commission Bancaire à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour exprimer l'avis de la Commission Bancaire sur les points de l'ordre du jour qui la concernent ;
- l'habilitation formelle de la Commission Bancaire à conclure des conventions de coopération avec d'autres Autorités de contrôle du secteur financier.

II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA

1. PAYSAGE BANCAIRE

99 banques et 19 établissements financiers bénéficient d'un agrément à fin 2009.

L'effectif des établissements de crédit agréés a augmenté de deux unités, pour s'établir à 118 (99 banques et 19 établissements financiers, dont 3 succursales) contre 116 en 2008 (96 banques et 20 établissements financiers).

Cette évolution résulte d'une part de l'agrément de quatre (4) banques soit deux (2) en Côte d'Ivoire (Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Côte d'Ivoire et Caisse Nationale des Caisses d'Epargne) et deux (2) au Sénégal (United Bank for Africa et Crédit International) et d'autre part, du retrait d'agrément d'une (1) banque (Banque Agricole et Commerciale du Burkina, absorbée par ECOBANK au Burkina) et d'un (1) établissement financier (Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales au Niger).

Ainsi, la répartition des établissements de crédit agréés par pays se présente comme suit :

TABLEAU N° 2
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES PAR PAYS

Pays	Banques	Etablissements financiers	Total
Bénin	12	1	**13**
Burkina	11	5	**16**
Côte d'Ivoire	20	3	**23**
Guinée-Bissau	4	-	**4**
Mali	13	4	**17**
Niger	10	1	**11**
Sénégal	18	3	**21**
Togo	11	2	**13**
Total	**99**	**19**	**118**

Au 31 décembre 2009, trois (3) établissements de crédit agréés n'avaient pas démarré leurs activités.

1.1. ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

TABLEAU N° 3 : REPARTITION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE PAR PAYS

Pays	Nombre d'établissements en activité			Cumul bilans en M. FCFA	Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs du personnel
	Banques	Etablisse-ments financiers	Total					
Bénin	12	1	13	1 465 616	12,8%	143	491 148	1 870
Burkina	11	5	16	1 302 315	11,3%	183	559 265	2 370
Côte d'Ivoire	18	2	20	3 132 549	27,3%	308	918 865	4 747
Guinée-Bissau	4	-	4	77 478	0,7%	16	32 615	220
Mali	13	3	16	1 583 810	13,8%	250	822 350	2 733
Niger	10	1	11	526 571	4,6%	64	185 014	823
Sénégal	16	3	19	2 667 287	23,2%	286	750 678	3 065
Togo	11	2	13	732 903	6,4%	135	720 613	1 375
UMOA	**95**	**17**	**112**	**11 488 529**	**100,0%**	**1 385**	**4 480 548**	**17 203**

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA
(**) Agences, bureaux et points de vente

Sous l'effet de la fusion-absorption de la Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) et de l'arrêt des activités de la Société Malienne de Financement (SOMAFI), du Fonds de Garantie des Coopératives Café-Cacao (FGCCC) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT), le nombre d'établissements de crédit opérant dans l'Union a baissé de quatre (4) unités, ressortant ainsi à 112 unités à fin décembre 2009 (95 banques et 17 établissements financiers dont 3 succursales).

Au terme de l'exercice 2009, les établissements de crédit de l'Union affichent un total des bilans de 11.489 Mds, soit une augmentation de 12,4% par rapport à fin décembre 2008. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des actifs dans tous les pays (+14,4% au Bénin, +16,3% au Burkina, +7,0% en Côte d'Ivoire, +15,7% en Guinée-Bissau, +23,2% au Mali, +20,1% au Niger, +8,8% au Sénégal, +13,1% au Togo).

Le réseau bancaire (agences, bureaux et points de vente) s'est étoffé de 10,1%, pour atteindre 1.385 unités. Il s'est élargi dans l'ensemble des Etats de l'Union. Les augmentations sont comprises dans une fourchette allant de 1 guichet au Niger et au Togo à 32 au Mali.

Le nombre d'agents employés par le système bancaire de l'Union a continué de s'accroître pour atteindre 17.203 personnes, avec un rythme moins important que celui de l'exercice 2008 (6,2% contre 11,2%). L'effectif du personnel cadre, en hausse de 400 agents, représente 37,6% de cette population.

Le nombre de comptes de la clientèle a affiché une progression de 8,1%, pour atteindre 4.480.548. Les comptes de particuliers ont augmenté de 8,3% contre 39,1% un an auparavant et ceux détenus par les personnes morales de 5,2% contre 18,3% précédemment.

1.2. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DU BILAN

TABLEAU N° 4 : REPARTITION DES ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DU BILAN

Taille du bilan (en Mds de F.CFA)	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs du personnel
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA				
- Supérieur à 100 (banques uniquement)	4	6	8	-	6	3	8	3	38	79,1%	985	3 443 114	12 155
- Entre 50 et 100 (banques uniquement)	4	2	4	-	4	1	2	3	20	12,2%	147	362 242	2 080
- Inférieure à 50	5	8	8	4	6	7	9	7	54	8,7%	253	675 192	2 968
. Banques	4	3	6	4	3	6	6	5	37	7,5%	203	669 445	2 705
. Etablissements financiers	1	5	2	-	3	1	3	2	17	1,1%	50	5 747	263
Total	**13**	**16**	**20**	**4**	**16**	**11**	**19**	**13**	**112**	**100,0%**	**1 385**	**4 480 548**	**17 203**

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

Pour les besoins de l'analyse, les établissements de crédit de l'Union sont classés, en fonction de la taille de leur bilan, en trois catégories : grands pour un total des bilans supérieur à 100 Mds, moyens pour un total compris entre 50 Mds et 100 Mds et petits pour un total inférieur à 50 Mds.

Au 31 décembre 2009, le paysage bancaire se composait ainsi de 38 grandes banques, 20 banques moyennes et 54 établissements de petite taille.

Le paysage bancaire est constitué de 38 grandes banques, 20 banques moyennes et 54 établissements de petite taille.

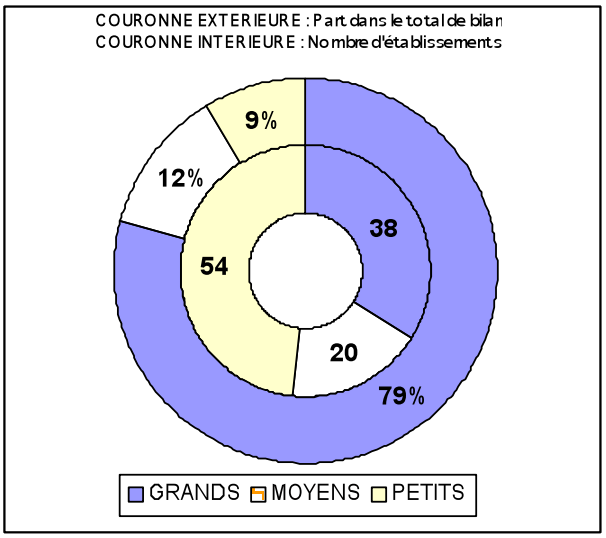
L'effectif des grandes banques s'est étoffé de cinq (5) unités. Elle concentrent 79,1% des actifs de l'Union, et couvrent 71,1% du réseau d'agences, 76,8% des comptes bancaires et 70,7% des effectifs.

Les banques de taille moyenne, dont le nombre s'est encore replié de 2 unités, détiennent 12,2% des actifs du système bancaire, contre 14,8% précédemment. Elles cumulent 10,6% des implantations, 8,1% des comptes de la clientèle et 12,1% des effectifs des établissements de l'Union.

Les petits établissements, dont le nombre ressort à 54 contre 61 en 2008, détiennent 8,7% des actifs avec 18,3% des implantations, 15,1% des comptes bancaires et 17,3% des effectifs.

GRAPHIQUE N° 3

REPARTITION DU TOTAL DE BILAN ET DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SELON LA CATEGORIE



1.3. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON LA NATURE DES ACTIVITES

TABLEAU N° 5 : REPARTITION DES ETABLISSEMENTS PAR SPECIALITE

Activités principales	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA				
Banques	**12**	**11**	**18**	**4**	**13**	**10**	**16**	**11**	**95**	**98,9%**	**1.335**	**4.474.801**	**16.940**
- Généralistes	10	9	15	3	9	8	12	10	76	90,5%	1.202	3.931.533	15.109
- Spécialistes	2	2	3	1	4	2	4	1	19	8,4%	133	543.268	1.831
. agriculture	-	-	1	-	1	-	1	-	3	3,1%	58	235.68	587
. habitat	1	1	1	-	1	1	1	-	6	3,2%	30	241.168	526
. Microfinance	1	1	1	1	2	1	2	1	10	2,1%	45	66.332	718
Etablissements financiers	**1**	**5**	**2**	**-**	**3**	**1**	**3**	**2**	**17**	**1,1%**	**50**	**5.747**	**263**
- Vente à crédit	-	1	-	-	-	-	1	-	2	0,0%	30	5.623	82
- Financement de vente à crédit et/ou crédit-bail	1	4	2	-	2	-	2	-	11	0,8%	17	124	157
- Capital-risque et fonds de garantie ou de mobilisation de l'épargne	-	-	-	-	1	1	-	2	4	0,3%	3	0	24

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA
(**) Agences, bureaux et points de vente

Au 31 décembre 2009, les quatre-vingt-quinze (95) banques en activité se répartissent en soixante-seize (76) établissements généralistes ou à vocation universelle et dix-neuf (19) unités spécialisées notamment dans le financement de l'agriculture (3), de l'habitat (6) et dans la microfinance (10). Les parts cumulées de ces deux catégories dans le total des actifs des établissements de crédit de l'Union sont de 90,5% et 8,4% respectivement. Ces banques cumulent 86,8% et 9,6% des agences et bureaux, concentrent 90,1% et 8,9% des emplois du système bancaire et couvrent 87,7% et 12,1% des comptes de la clientèle.

Les dix-sept (17) établissements financiers, regroupés, en fonction de la nature de leur agrément, en trois principales catégories, détiennent 1,1% du marché, 3,6% des implantations et 1,5% des effectifs du personnel.

Encadre n° 2 : CONCENTRATION DU MARCHE BANCAIRE DE L'UMOA SELON L'INDICE D'HERFINDAHL-HIRSCHMANN (I. H. H.)

Le marché bancaire de l'UMOA est caractérisé notamment sur le période récente, par des opérations de fusion absorption et le développement de groupes bancaires au plan régional. A fin décembre 2009, sept (7) groupes principaux dominent ce marché. Ils représentent 67,4% des crédits et 67,3% des dépôts. Dans ce contexte, l'examen du degré de concentration du secteur bancaire par pays et pour toute l'Union ainsi que l'analyse des incidences des récentes opérations de cession apparaissent utiles.

I - Rappel méthodologique

Les études de concentration au sein d'un secteur économique font souvent référence à l'Indice d'Herfindahl - Hirschmann, en abrégé IHH. Ce dernier est utilisé comme un indicateur du pouvoir de marché ou de la concurrence qui s'exerce entre entreprises. Il se calcule en additionnant les carrés des parts de marché (généralement multipliées par 100) de toutes les entreprises du secteur concerné selon la formule suivante :

$$IHH = \sum_{i=1}^{n} s_i^2$$

où **S_i désigne la part de marché de l'entreprise**

***n* le nombre total des entreprises du secteur**

Plus l'IHH d'un marché est élevé, plus la production est concentrée entre un petit nombre d'entreprises revêtant ainsi des risques de situations d'oligopole. L'IHH est utilisé également en variation, pour mesurer les effets potentiels d'une opération de concentration. On distingue habituellement trois zones :

- IHH inférieur à 1.000 : secteur peu concentré ;
- IHH compris entre 1.000 et 2.000, avec un delta inférieur à 150 : zone intermédiaire, pouvant présenter des risques, notamment lorsque l'une des parties à l'opération détient, avant la concentration, une part de marché supérieure ou égale à 50% ou qu'une ou plusieurs parties à l'opération sont des entreprises innovantes importantes ;
- IHH supérieur à 2.000, avec un delta supérieur à 150: zone de risques importants.

II - Analyse des indices globaux de concentration

Il a été procédé au calcul de l'IHH des huit places de l'Union et de l'Union pris comme une entité à partir d'une population de quatre-vingt-dix-sept (97) banques en activité, sur la base de leurs états financiers provisoires au 31 décembre 2008. Les montants du total du bilan, des dépôts et des crédits ont servi de référence.

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
Indice bilan	1.866	1.210	994	3.434	1.344	1.739	1.495	1.564	729
Indice dépôts	1.742	1.263	995	3.436	1.492	1.875	1.523	1.666	721
Indice crédits	1.741	1.158	1.067	3.611	1.222	1.665	1.522	1.711	773

Les résultats suggèrent que la concentration au sein du secteur bancaire est très élevée en Guinée-Bissau et plutôt faible en Côte d'Ivoire, quel que soit le critère retenu. Elle est moyenne dans les autres Etats de l'Union, mais affiche plus d'intensité au Bénin, au Niger et au Togo en termes de total du bilan et par rapport au total des crédits.

Dans l'UMOA, prise globalement, la concentration est relativement faible.

III - Incidences des cessions récentes dans l'UMOA

1) Cas du Sénégal

SENEGAL	Bilan	Dépôts	Crédits
IHH avant cession	1.495	1.523	1.522
IHH après cession	1.785	1.769	1.803
DELTA IHH	290	246	281

La cession des participations du groupe Crédit Agricole dans le capital de Crédit du Sénégal (CDS) à CBAO Groupe Attijariwafa Bank, fait passer la concentration à 1 785 avec un delta variant entre 290 et 246, selon le critère retenu.

2) Cas du Burkina

BURKINA	Bilan	Dépôts	Crédits
IHH avant cession	1.210	1.263	1.158
IHH après cession	1.428	1.460	1.418
DELTA IHH	218	197	260

En tenant compte de l'acquisition de la Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) par le groupe Ecobank, la concentration ressort à 1.428. La variation de l'IHH se situe selon les critères à 197, 218 et 260, au-dessus du seuil de 150.

Au niveau de l'UMOA, l'IHH reste inférieur à 1.000.

En définitive, les effets de concentration au sein du secteur bancaire, bien que présents, semblent rester encore relativement mesurés tant au niveau des Etats que dans l'Union prise globalement. En outre, les possibilités d'entrée de nouveaux acteurs indiquent un pouvoir de contestation des parts de marché acquises.

1.4. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON L'AFFILIATION A UN GROUPE

TABLEAU N° 6 : PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES

Groupe	Nombre d'établissements	Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes de la clientèle	Effectifs
Ecobank (ETI)	8	14,8%	216	825 632	2 537
Société Générale	4	12,9%	119	466 689	1 976
BOA GROUP	8	10,7%	103	361 074	1 240
dont Ets financiers	2	0,3%	2	0	18
ATTIJARIWAFA BANK	4	10,3%	141	646 725	1 373
BNP Paribas	5	8,5%	95	288 752	1 473
AFG	7	5,5%	145	223 429	1 228
United Bank for Africa (UBA)	3	2,6%	51	175 923	770
Total	**39**	**65,3%**	**870**	**2 988 224**	**10 597**
dont Ets financiers	2	0,3%	2	-	18

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA
(**) Agences, bureaux et points de vente

Plusieurs groupes bancaires, de dimension internationale ou régionale, opèrent dans la zone.

Le paysage bancaire de l'Union reste marqué par la présence de sept (7) groupes principaux que sont : Ecobank (ETI), la Société Générale, Bank Of Africa (BOA Group), Attijariwafa Bank, BNP Paribas, Atlantic Financial Group (AFG) et United Bank for Africa (UBA).

Leur influence s'étend à la quasi-totalité des pays de l'UMOA et concerne 39 établissements de crédit sur les 112 en activité. Ils concentrent 65,3% du total des bilans, 62,8% des guichets, emploient 61,6% des agents et détiennent 66,7% des comptes de la clientèle.

Le groupe Ecobank, avec 14,8% des actifs totaux contre 13,2% précédemment, demeure le groupe le plus important en terme d'actifs. Il est présent dans tous les Etats de l'Union et détient désormais 15,6% du réseau, 18,4% des comptes de la clientèle ainsi que 14,7% des effectifs.

La Société Générale occupe la deuxième place avec une part des actifs totaux quasiment stable à 12,9%. Elle dispose de filiales dans quatre (4) pays de l'Union, totalise 8,6% des guichets, 10,4% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 11,5% des salariés. Deux (2) des trois (3) plus grands établissements de l'Union, par la taille de bilan, font partie de ce groupe.

Le groupe BOA, avec un nombre d'unités stabilisé à huit (6 banques et 2 établissements financiers), demeure au troisième rang. Il est présent dans six pays de l'Union et concentre 10,7% du total des bilans, 7,4% des guichets, 8,1% des comptes bancaires de la clientèle et 7,2% des agents.

Le groupe Attijariwafa Bank, à la suite de l'opération de prise contrôle des deux filiales de IUB Holding (Groupe Crédit Agricole) en Côte d'Ivoire et au Sénégal, a consolidé sa position dans le paysage bancaire de l'Union en cumulant désormais 10,3% des actifs totaux. Constitué de quatre (4) unités dont l'une est le deuxième plus grand établissement de l'Union en terme de total bilan, il couvre 10,2% du réseau, 14,4% des comptes-clientèle et 8,0% des salariés du secteur.

BNP Paribas a perdu 0,9 point de pourcentage de part de marché et ne représente plus que 8,5% du total des bilans de l'Union contre 9,4% précédemment. Avec cinq (5) unités présentes dans cinq (5) pays, le groupe détient 6,9% des guichets, 6,4% des comptes de la clientèle et 8,6% des salariés.

Avec 5,5% de part de marché, le groupe AFG est implanté dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau et concentre 10,5% du réseau, 5,0% des comptes-clientèle et 7,1% des salariés du secteur.

Le démarrage des activités de sa filiale du Sénégal porte le nombre d'unités du groupe UBA à trois (3). Il concentre 2,6% des actifs totaux, couvre 3,7% du réseau, 3,9% des comptes de la clientèle et 4,5% des salariés.

Dix (10) autres groupes, de moindre envergure (moins de 2% des actifs, chacun) font également partie du paysage bancaire : Banque Sahelo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC), Libyan Foreign Bank (LFB), CITI, Banque Régionale de Solidarité (BRS), Banque Islamique de Développement (BID), Financial BC SA, COFIPA, Standard Chartered Bank BV, Access Bank Plc et Alios Finance (SAFCA). Ensemble, ils contrôlent 31 établissements de crédit de l'Union, totalisent 8,8% des actifs, détiennent 9,5% des implantations, 3,4% des comptes-clientèle et emploient 13,1% des effectifs.

En somme, dix-sept (17) groupes bancaires opèrent dans l'Union. Ils contrôlent soixante-dix (70) établissements de crédit dont trois (3) succursales, disposent de 74,0% des parts de marché, 72,3% des implantations, 70,1% des comptes de la clientèle et emploient 74,7% des effectifs.

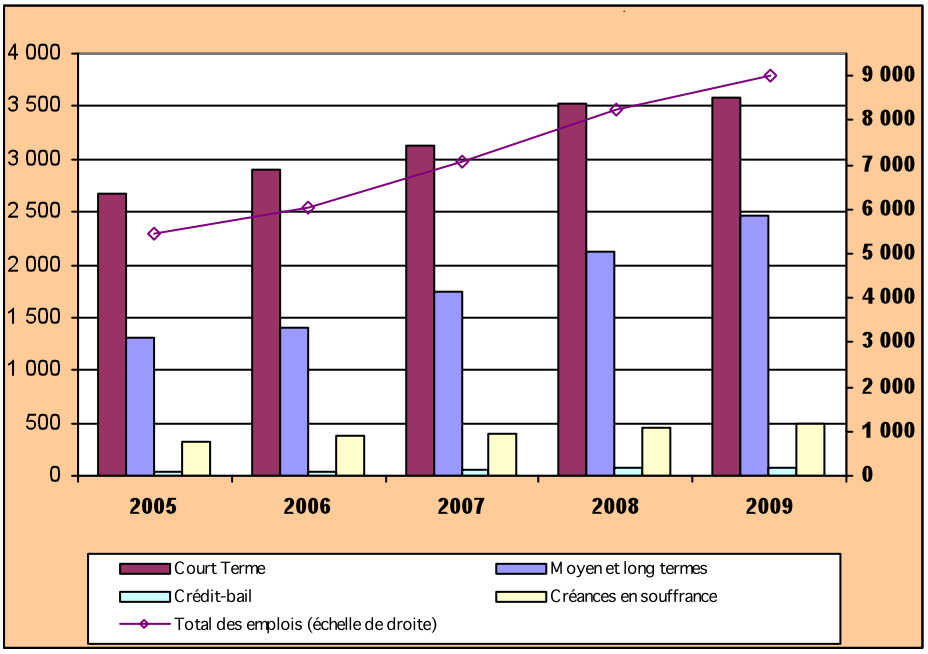
2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS (*)

2.1. EMPLOIS

GRAPHIQUE N° 4

UMOA : EVOLUTION DES EMPLOIS (en Mds de FCFA)

(2009 : données provisoires)



Les emplois nets du système bancaire de l'UMOA se sont consolidés de 10,2% contre 15,5% en 2008, pour s'établir à 8.987 Mds.

Les emplois nets de l'Union se sont consolidés de 10,2% pour s'établir à 8.987 Mds..

Les parts des banques de moyenne et petite tailles ont régressé respectivement de 14,8% et 10,0% à 11,8% et 8,3%, au profit des grandes banques, dont la proportion a été portée à 79,9%, contre 75,2% un an auparavant.

Au terme de l'année 2009, la plus forte contribution à l'accroissement des emplois revient aux établissements de crédit du Mali, avec une part de 22,2% dans la hausse totale, contre 7,4% en 2008.

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 8,9% pour se fixer à 6.613 Mds, leur quote-part dans les emplois enregistrant une légère baisse de 0,9 point de pourcentage pour ressortir à 73,6%. Les grandes banques en concentrent 79,4%, tandis que la part des établissements de taille moyenne diminue à 11,8% contre 15,1% en 2008. Les encours des établissements de petite taille représentent 8,8% du total des crédits octroyés à la clientèle, soit 582 Mds.

Les crédits à la clientèle se sont accrus de 8,9% pour se fixer à 6.613 Mds, dont...

Les crédits à court terme se renforcent de 4,3% en s'établissant à 3.591 Mds, contre une hausse de 9,8% en 2008. Les crédits de campagne, après une chute de 16,5% l'année précédente, se sont redressés de 13,5% pour contribuer à cette hausse. La hausse des crédits à court terme est perceptible dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Sénégal (-1,8%).

(*) : Une analyse de l'évolution de l'activité et des résultats du système bancaire par pays est accessible sur le site INTERNET « www.bceao.int »

Les encours à court terme bénéficient essentiellement aux secteurs du commerce, des restaurants et hôtels (40%), aux industries manufacturières (19,1%) et aux services fournis à la collectivité (12,4%).

Les crédits à moyen terme se situent à 2.207 Mds, soit un accroissement de 15,3% contre 21,8% un an auparavant. Seuls les établissements de grande et petite tailles participent à la hausse avec respectivement 117,6% et 3,1%. Ces encours restent principalement détenus par les établissements du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, à hauteur de 33,8% et 31,6% respectivement contre 30,2% et 24,3% en 2008.

Les crédits à long terme se situent à 255 Mds, enregistrant une croissance de 20,2% contre 25,1% un an auparavant. La part des grandes banques a diminué de 76,5% à 70,0%, en dépit de la progression de 10,0% des encours détenus par cette catégorie. Les financements accordés par les banques de taille moyenne représentent une proportion de 13,3% contre 17,2% en 2008, tandis que ceux accordés par les banques de petite taille représentent 16,7% contre 6,3% un an auparavant.

Les crédits à moyen et long termes, dont les poids relatif dans le total des crédits s'est consolidé de 21,5% en 2008 à 33,3% en 2009, sont principalement affectés aux services fournis aux collectivités (27,5%), aux transports, entrepôts et communications (21,0%) et aux commerces, restaurants et hôtels (18,7%).

Les engagement de crédit-bail se sont réduits de 0,3%, pour s'établir à 70,3 Mds. Ils sont portés par les établissements de petite et de grande tailles respectivement à hauteur de 53,9% et de 46,1%. Ces financements demeurent majoritairement octroyés en Côte d'Ivoire à hauteur de 68,1% du total, contre 69,4% en 2008.

TABLEAU N° 7
QUALITE DU PORTEFEUILLE
SELON LA TAILLE DES ETABLISSEMENTS

(en pourcentage)

	GRANDS	MOYENS	PETITS	UMOA
Taux brut de dégradation	16,1	23,5	17,9	17,1
Taux net de dégradation	6,6	10,3	10,9	7,4
Taux de provisionnement	63,4	62,4	43,7	61,5

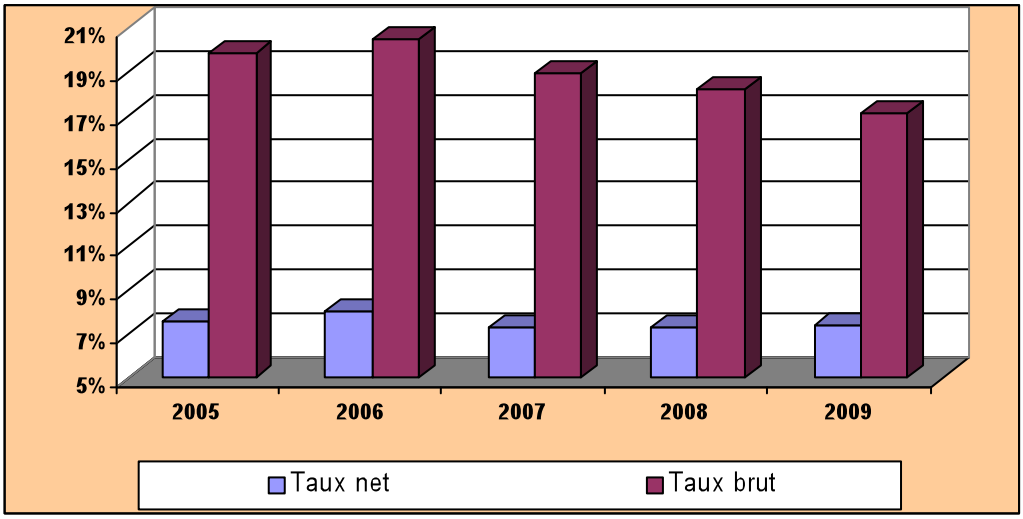
...488 Mds de créances en soffrance, en augmentation de 14%.

Poursuivant la tendance haussière observée un an auparavant, l'encours des créances en souffrance nettes augmente de 14,0% en se fixant à 488 Mds, contre une croissance de 9,0% l'année précédente. Cette dégradation est principalement liée à la situation des établissements de crédit du Mali, du Sénégal et du Niger, où les montants concernés ont augmenté respectivement de 31,3%, 13,1% et 60,9%. En revanche, une baisse est observée au Bénin (-4,8%).

GRAPHIQUE N° 5

TAUX DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE

(2009 : données provisoires)



Le taux brut de dégradation du portefeuille poursuit son amélioration en enregistrant une régression de 2,1 points pour s'établir à 17,1%. Le Mali, le Burkina et le Sénégal affichent les pourcentages les plus élevés de l'Union avec respectivement 22,6%, 18,3% et 18,0%. Le taux de provisionnement est apparu en baisse, en passant de 68% à 61,5% à fin décembre 2009 (données provisoires), se traduisant ainsi par une quasi-stabilité du taux net de dégradation qui varie de 7,1% à 7,4%.

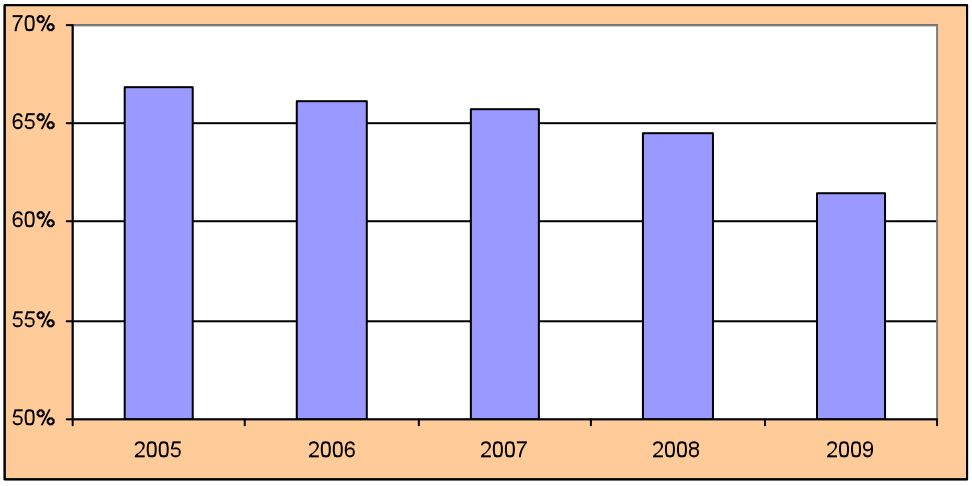
Le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 17,1% en moyenne, en amélioration de 2,1 points.

Le recul du taux de provisionnement est dû essentiellement au volume des impayés ou immobilisés qui s'est accru de 21,2% pour s'établir à 257 Mds.

GRAPHIQUE N° 6

TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE

(2009 : données provisoires)



Les titres de placement se sont renforcés de 12,8% pour atteindre 1.145 Mds, contre une hausse de 13,6% en 2008. Ils sont détenus à hauteur de 85,4% par les établissements de grande taille de l'Union.

Les immobilisations financières progressent de 44,8% pour s'établir à 386 Mds. Ces actifs sont principalement détenus par les banques de la Côte d'Ivoire à hauteur de 29,4%.

Les autres immobilisations augmentent de 4,8% pour se fixer à 486 Mds.

TABLEAU N° 8
UTILISATIONS DE CREDIT DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activité	Décembre 2006	Décembre 2007	Décembre 2008	Décembre 2009
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	3%	7%	3%
Industries extractives	1%	1%	1%	1%
Industries manufacturières	21%	20%	18%	18%
Electricité, gaz, eau	3%	4%	3%	3%
Bâtiments, travaux publics	5%	5%	4%	5%
Commerces, restaurants, hôtels	39%	37%	33%	33%
Transports, entrepôts et communications	10%	12%	12%	13%
Assurances, immobiliers, services aux entreprises	6%	5%	5%	6%
Services divers	12%	13%	17%	17%
TOTAL	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Source : BCEAO

Encadre n° 3 : L'EVOLUTION DU PORTEFEUILLE DES TITRES DANS LE BILAN DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Selon l'instruction n° 94-10 de la BCEAO relative à la comptabilisation et l'évaluation des titres détenus par les établissements de crédit, les titres sont les valeurs mobilières émises dans les pays membres de l'UMOA ainsi qu'à l'étranger, les bons du Trésor et autres titres négociables émis dans les pays de l'Union ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger et d'une manière générale, toutes les créances autres que les bons de caisse, représentées par un titre négociable sur un marché. Comptablement, ils sont enregistrés soit comme titres de placement, soit en immobilisations financières. Les intentions de détention peuvent induire un classement différent du même titre, selon le souscripteur.

En effet, les titres de placement sont des titres à revenu fixe ou variable détenus en contrepartie d'un placement temporaire de trésorerie. Figurent également dans cette catégorie, les titres à revenu fixe acquis en vue d'une détention jusqu'à leur échéance mais qui, faute de financement adéquat, ne peuvent être classés en titres d'investissement.

Les immobilisations financières comprennent les parts dans les entreprises liées, les titres de participation, les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, les titres d'investissement, les prêts ou titres subordonnés à terme et les dotations des succursales à l'étranger.

Sur la base des données provisoires au 31 décembre 2009, les titres de placement se sont accrus de 12,8% par rapport à l'année précédente pour s'établir à 1.148 milliards. Ils représentent 10% des emplois des établissements de crédit, comme en fin d'année 2008 et sont portés essentiellement par les banques du Sénégal (28,8%), de la Côte d'Ivoire (19,9%), du Bénin (19,3%), du Burkina (13,6%) et du Mali (10,1%).
Les placements portent sur les souscriptions de titres d'émetteurs privés, des bons du Trésor et des bons et obligations d'émetteurs institutionnels, principalement la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et accessoirement la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), la Société Financière Internationale (SFI) et l'Agence Française pour le Développement (AFD), et enfin d'autres titres à revenu fixe résultant notamment de consolidations d'engagements des Etats. Les souscriptions de titres à revenu variable s'avèrent marginales. Les produits générés par ces titres sont ressortis à 63 milliards en 2009, représentant 8,2% du produit net bancaire généré au niveau de l'Union.

Les immobilisations financières des banques de l'Union se sont accrues de 119 milliards pour se fixer à 386 milliards en 2009. Cette évolution est imputable notamment au Togo (+90 milliards), à la Côte d'Ivoire (+27 milliards), au Niger (+9 milliards) et au Burkina (+8 milliards). La part relative de ces immobilisations est demeurée cependant stable à 3% du total des emplois des banques sur les deux dernières années. Ces immobilisations sont concentrées à hauteur de 29,4% en Côte d'Ivoire, 24,3% au Togo, 13,5% au Burkina, 13,2% au Mali et 10,2% au Sénégal.

Les titres d'investissement recouvrent notamment les souscriptions aux emprunts obligataires des Etats de l'Union. Les titres ou prêts subordonnés à terme couvrent essentiellement les prêts consentis à des banques du même groupe en activité dans un autre pays de l'Union.

Les produits sur immobilisations financières se sont accrus de 44,3% par rapport à 2008, en s'établissant à 15 milliards et ont représenté 2% du produit net bancaire de l'Union.

La hausse des titres dans le bilan des banques a été favorisée notamment par l'accroissement notable des émissions sur le marché primaire, notamment celles des Etats. En effet, les émissions de titres de créances négociables sur le marché monétaire ont plus que doublé, en s'établissant à 945 milliards en 2009 contre 433 milliards une année auparavant. Sur le marché financier, les obligations émises par les Trésors publics, les institutions financières et les entreprises privées de l'Union se sont accrues de 52,1% pour ressortir à 259 milliards en 2009.

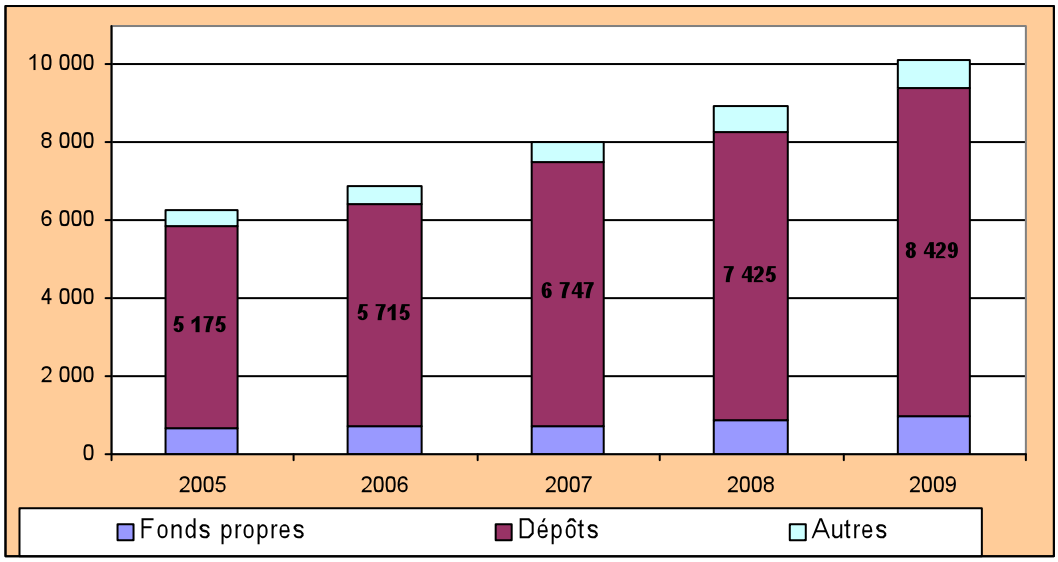
Parmi les défis soulevés par le poids des portefeuilles de titres dans les emplois des établissements de crédit figurent les contraintes de refinancement et de valorisation liées à l'étroitesse du marché secondaire, les contraintes de division de risques par ligne d'émission et par émetteur, notamment du fait de la faible diversité des investisseurs sur le marché ainsi que quelques risques de retards de remboursement à l'échéance des titres. Par ailleurs, il convient de relever la faiblesse notable du volume de titres émis sur le marché, figurant au passif des établissements de crédit.

2.2. RESSOURCES

GRAPHIQUE N° 7

EVOLUTION DES RESSOURCES (en Mds de FCFA)

(2009 : données provisoires)



Les ressources, évaluées à 10.125 Mds, comprennent notamment 8.429 Mds de dépôts et emprunts

Les ressources des établissements de crédit de l'Union ont atteint 10.125 Mds, soit une progression de 14,2% représentant un volume de 1.000 Mds, favorisée par la contribution des banques de grande taille qui est de 79,9%.

Les dépôts et emprunts ressortent à 8.429 Mds à fin décembre 2009, après une progression annuelle de 13,5%. Les grandes banques en détiennent 80,7%, tandis que les établissements de petite et moyenne tailles en concentrent respectivement 7,3% et 12,0%.

Les dépôts à vue se sont accrus de 9,9% contre 8,9% en 2008, pour s'établir à 4.144 Mds, tandis que les ressources à terme augmentent de 17,3% pour se fixer à 4.285 Mds.

...997 Mds de fonds propres nets

Les fonds propres nets, principalement à la faveur de la décision de relèvement du capital social des établissements de crédit et d'opérations de restructuration financière, sont évalués à 997 Mds contre 774 Mds un an auparavant, soit une croissance de 28,9% portée à 64% par les établissements de grande taille. Cet accroissement s'observe au niveau de tous les pays de l'Union. Les contributions les plus importantes sont localisées en Côte d'Ivoire (32,2%), au Mali (23,2%), au Bénin (12,1%), au Sénégal (11,8%) et au Burkina (10,2%).

Les fonds propres assurent ainsi la couverture des emplois bruts à hauteur de 10,2%, contre 8,5% en 2008.

Les **ressources diverses** se sont accrues de 4,4% pour s'établir à 698 Mds, contre 21,2% un an auparavant.

2.3. TRESORERIE

La **trésorerie** dégagée par le système bancaire, excédentaire de 1.138 Mds contre 714 Mds en 2008, affiche une forte progression de 424 Mds après le creusement qui avait été observé l'année précédente. Cette reconstitution est liée à une augmentation observée dans tous les pays, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Niger. Les avoirs en caisse représentent 29,1% de l'excédent total, le reliquat étant détenu en comptes auprès de l'Institut d'émission ou chez les correspondants.

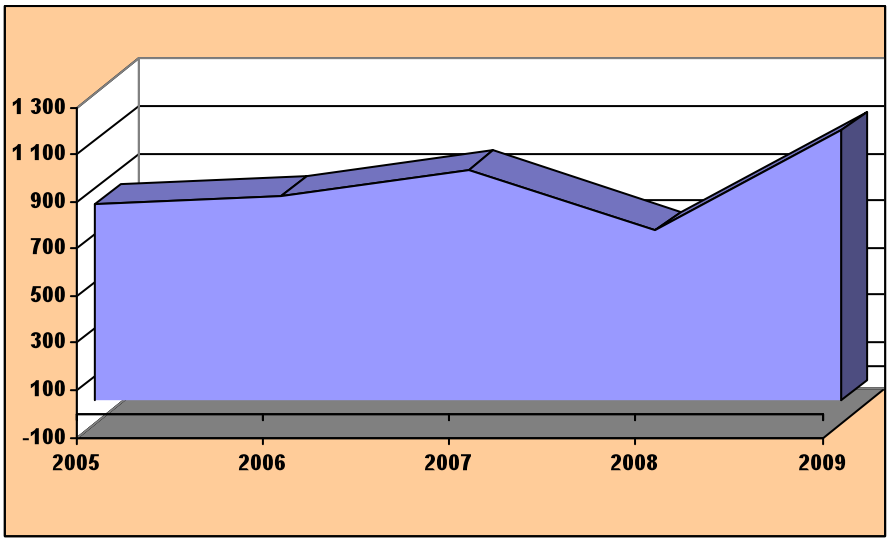
L'excédent net de trésorerie se situe 1.138 Mds, soit une progression de 59,5%.

La **position extérieure nette** s'est faiblement appréciée en passant de 204 Mds à 223 Mds, du fait notamment des améliorations observées principalement au niveau du système bancaire du Burkina (23 Mds), du Bénin (13 Mds) et du Sénégal (12 Mds).

GRAPHIQUE N° 8

EVOLUTION DE LA TRESORERIE (en Mds de FCFA)

(2009 : données provisoires)

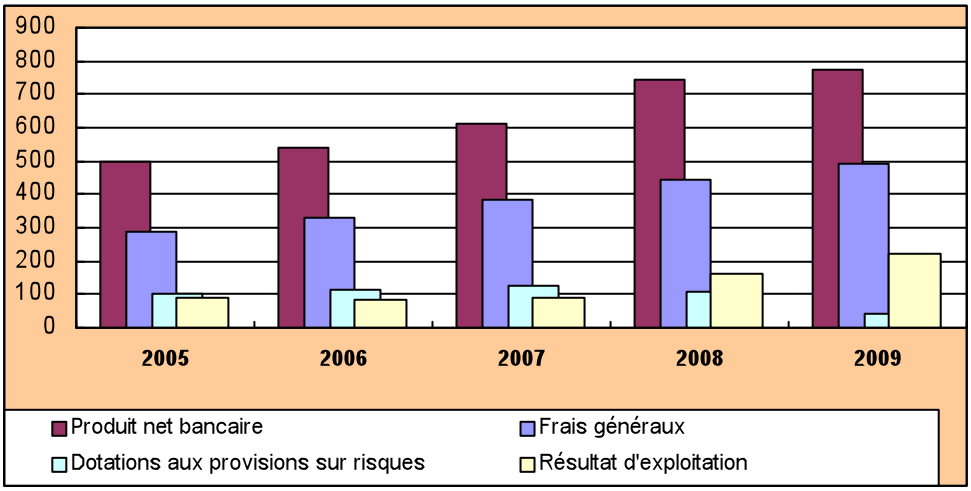


2.4. RESULTAT

GRAPHIQUE N° 9

FORMATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION (en Mds de FCFA)

(2009 : données provisoires)



Le produit net bancaire s'est accru de 4,6% en 2009.

Le **produit net bancaire (PNB)** de l'Union s'est accru de 4,6% contre 21,4% en 2008, pour ressortir à 775 Mds. Cette évolution provient principalement de la hausse des produits bancaires de 82 Mds, atténuée par celle de 48 Mds des charges correspondantes.

La part des établissements de grande taille s'est renforcée de 6,1 points de pourcentage, en s'établissant à 80,4% du PNB total, au détriment de celles des établissements de petite et moyenne tailles, dont les contributions ont été ramenées respectivement de 11,4% et 14,3% à 7,8% et 11,9%.

Les opérations de trésorerie dégagent une charge nette de 24 Mds en 2009 contre 10 Mds en 2008, en liaison à part égale, avec la baisse de la rémunération obtenue par les établissements excédentaires et le renchérissement des ressources empruntées.

Le produit net des opérations avec la clientèle, y compris le crédit-bail, enregistre une hausse de 10,2% pour ressortir à 623 Mds, soit 80,4% du produit net bancaire contre 75,5% en 2008, reflétant l'expansion des crédits. Pour sa part, la moyenne des taux de base bancaire poursuit une lente décrue de 14 points de base en 2009, après 95 points de base en 2008 pour se fixer à 8,26%.

La marge sur les opérations avec la clientèle est apparue quasiment stable à 10,4%, contre 10,6% en 2008, en liaison avec le taux de rendement moyen des crédits de 12,6% et un coût des comptes créditeurs de 2,2%.

Les opérations de change, avec un excédent de 64 Mds en 2009 contre 66 Mds en 2008, apportent une contribution en léger recul de 8,9% à 8,2% à la formation du PNB.

Les opérations de hors-bilan font ressortir un produit net de 36 Mds, soit 4,7% du PNB total.

Le produit global d'exploitation enregistre une augmentation de 4,4% pour ressortir à 808 Mds, bénéficiant ainsi de l'accroissement du PNB.

La quasi-stagnation du résultat brut d'exploitation, en 2009 reflète une dégradation du coefficient net d'exploitation de 69,8% à 72,8%, sous l'effet notamment d'une augmentation des frais généraux par agent de 27,9 Mds à 58,7 Mds, conjuguée à une expansion du nombre d'agences de près 130 unités.

Le résultat d'exploitation a plus que triplé pour atteindre 223 Mds, malgré l'augmentation des frais généraux de 43 Mds.

Le résultat d'exploitation ressortirait à 223 Mds contre 63 Mds en 2008. Cette évolution refléterait une hausse de 34 Mds du produit global d'exploitation et d'un repli de 11 Mds des provisions nettes sur risques.

L'effort net de provisionnement fléchit en effet à titre provisoire de 60,3 points de pourcentage pour se fixer à 15,7%.

Le bénéfice net provisoire est évalué à 171 Mds.

Le **résultat net provisoire** ressort ainsi bénéficiaire de 171 Mds contre 17 Mds à titre définitif pour l'exercice 2008. Il est excédentaire dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau. Le résultat net se décompose en 220 Mds de profits et 49 Mds de pertes.

GRAPHIQUE N° 10

EVOLUTION DU TAUX DE MARGE

(2009 : données provisoires)

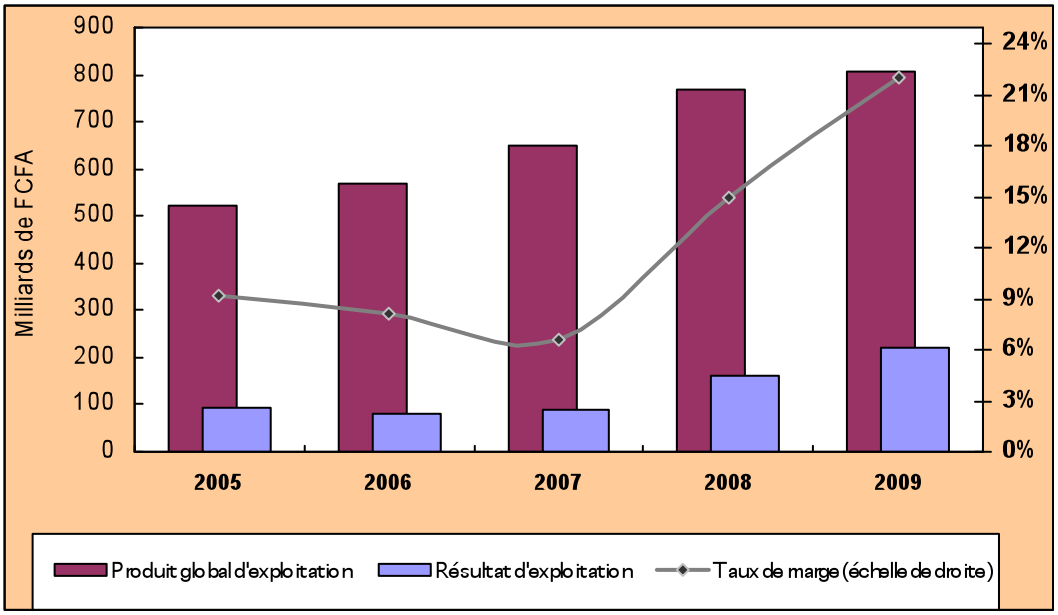


TABLEAU N° 9
UMOA : SITUATION RESUMEE

(Montants en M. FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATIONS 2008-2009 Montants	VARIATIONS 2008-2009 %
EMPLOIS / RESSOURCES				
EMPLOIS NETS (1+2)	**8 153 681**	**8 987 041**	**833 360**	**10,2%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**6 070 804**	**6 612 722**	**541 918**	**8,9%**
a) Crédits à court terme	3 443 183	3 590 580	147 397	4,3%
b) Crédits à moyen terme	1 914 009	2 207 012	292 123	15,3%
c) Crédits à long terme	211 697	254 755	42 858	20,2%
d) Opérations de crédit-bail	72 558	72 341	-217	-0,3%
e) Crédits en souffrance	428 277	488 034	59 757	14,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**2 082 877**	**2 374 319**	**291 442**	**14,0%**
a) Titres de placement	1 014 528	1 144 752	130 224	12,8%
b) Immobilisations financières	266 310	385 632	119 322	44,8%
c) Autres immobilisations	463 445	485 774	22 329	4,8%
d) Divers	338 594	358 161	19 567	5,8%
RESSOURCES (1+2+3)	**8 867 209**	**10 124 827**	**1 257 618**	**14,2%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**7 424 877**	**8 429 304**	**1 004 427**	**13,5%**
a) A vue	3 771 092	4 144 445	373 353	9,9%
b) A terme	3 653 785	4 284 859	631 074	17,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**773 686**	**997 448**	**223 762**	**28,9%**
a) Capital, dotations & réserves	637 345	857 440	220 095	34,5%
b) Autres	136 341	140 008	3 667	2,7%
3. AUTRES RESSOURCES	**668 646**	**698 075**	**29 429**	**4,4%**
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	**713 528**	**1 137 786**	**424 258**	**59,5%**
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-10 237	-24 339	-14 102	137,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	551 609	609 496	57 887	10,5%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	76 666	72 658	-3 708	-4,8%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES	7 747	13 194	5 447	70,3%
OPERATIONS DIVERSES	115 072	103 697	-11 375	-9,9%
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	**740 837**	**774 906**	**34 069**	**4,6%**
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	32 625	32 544	-281	-0,9%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	**773 662**	**807 450**	**33 788**	**4,4%**
FRAIS GENERAUX	-451 221	-494 274	-43 053	9,5%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-64 860	-53 666	11 194	-17,3%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**257 581**	**259 510**	**1 929**	**0,7%**
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-198 362	-41 365	156 997	-79,1%
REINTEGRAT° INTERETS S/ CREANCES EN SOUFFRANCE	3 343	4 343	1 000	29,9%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	**62 562**	**222 488**	**159 926**	**255,6%**
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	9 155	-4 197	-13 352	-145,8%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-9 134	-4 306	4 828	-52,9%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-45 142	-42 812	2 330	-5,2%
5. RESULTAT	**17 441**	**171 173**	**153 732**	**881,4%**
RATIOS CARACTERISTIQUES				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	**7,1%**	**7,4%**	**0,3**	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	**68,0%**	**61,5%**	**-6,6**	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX *Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes*	**80,7%**	**76,6%**	**-4,1**	
MARGE GLOBALE *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	**8,0%**	**7,5%**	**-0,4**	
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	**69,8%**	**72,8%**	**3,0**	
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	**2,4%**	**22,1%**	**19,7**	
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	**1,9%**	**14,8%**	**12,9**	

(*) Données provisoires

Encadre n° 4 : ORIENTATIONS PRIVILEGIEES PAR LES BANQUES EN MATIERE DE CREDIT

La distribution de crédit repose sur des instruments et règles visant à combiner la préservation de la qualité du portefeuille et l'extension de l'offre de services, dans un environnement bancaire plus concurrentiel.

Les banques de l'UMOA exercent principalement le métier de la banque de détail, finançant les entreprises industrielles et commerciales, les professionnels et les particuliers sur la base de produits ciblés mais pas spécialisés. Une concentration des encours individuels est observée sur les sociétés exportatrices, les grands importateurs et distributeurs, les grandes entreprises publiques, l'Etat et ses démembrements.

Les interventions sont essentiellement à court terme, sous la forme de découverts, d'escomptes et de crédit de campagne. Les crédits à moyen terme sont prioritairement orientés vers le financement des projets d'investissement et ceux à long terme, vers l'acquisition de l'habitat.

Sur la base des seuils déclaratifs de centralisation des risques de la Banque Centrale, au 31 décembre 2009, les crédits à court terme ont augmenté de 5,0% en glissement annuel. Ils atteignent 3.739 milliards contre 3.563 milliards au 31 décembre 2008. Cette évolution se reflète dans la plupart des secteurs d'activité : Commerce (+154 milliards), BTP (+72 milliards), Assurance et Banque (+57 milliards), Transports et Communications (+31 milliards), Electricité, Eau, Gaz (+15 milliards), Services (+9 milliards), Industrie Extractive (+2 milliards). En revanche, les financements à court terme des secteurs de l'Agriculture et de l'Industrie Manufacturière sont apparus en repli respectivement de 58,2% (-163,5 milliards) et de 0,1% (-541 millions). Ces replis ont été observés principalement au Burkina, au Mali et au Sénégal.

Ces évolutions maintiennent pour l'essentiel la hiérarchie des secteurs bénéficiaires de crédits, avec, à fin 2009, 39,9% des concours en faveur du commerce de gros et de détail, 19,1% pour l'industrie manufacturière, 12,3% pour les services à la collectivité et aux particuliers, 9,9% pour les transports et communications, 6,5% pour le bâtiment et les travaux publics. Le reliquat est alloué aux secteurs d'Assurance et Banque (5,9%), Agriculture (3,2%), Electricité, Gaz et Eau (2,2%) et Industries Extractives (0,8%).

Les crédits à moyen et long termes déclarés augmentent de 32,7% en glissement annuel pour atteindre 1.658 milliards en 2009. Cette évolution est imputable à tous les secteurs d'activité, notamment ceux des transports et communications (+133 Mds), des services à la collectivité et aux particuliers (+119 Mds) et de l'industrie manufacturière (+109 Mds), à l'exception du secteur de l'agriculture dont l'encours des crédits octroyés en 2009 accuse un net repli à 38 milliards en 2009 contre 103 milliards l'année précédente. Il convient de relever à cet égard, le poids antérieur des restructurations de queues de campagne, les financements agricoles courants épousant habituellement le cycle à court terme de la production.

L'octroi de crédits directs à la clientèle est relayé par une souscription plus marquée du système bancaire aux titres émis sur les marchés monétaire et financier, notamment par les Etats. Entre 2005 et 2009, les titres de placement sont ainsi passés d'une proportion de 10,7% à 17,3% du montant des crédits à la clientèle dans le portefeuille des banques.

III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL

1.1. ROLE ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

La Commission Bancaire assure la surveillance des établissements de crédit de l'Union.

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de la surveillance des banques et établissements financiers sur le territoire des huit Etats membres de l'Union, en vue de préserver un fonctionnement harmonieux du système bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Depuis l'entrée en vigueur le 1er avril 2010 des textes de la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, les pouvoirs de la Commission lui sont désormais conférés par la Convention du 6 avril 2007 et par une nouvelle loi-cadre portant réglementation bancaire, adoptée dans chacun des Etats membres.

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend en outre deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, en raison de leur compétence, pour une période de trois (3) ans renouvelable deux (2) fois par tirage au sort.

Les membres de la Commission Bancaire ne peuvent exercer aucune fonction rémunérée ou non dans un établissement de crédit, ni recevoir aucune rémunération directe ou indirecte, d'une banque ou d'un établissement financier. Ils sont tenus au secret professionnel, de même que les personnes qui concourent à son fonctionnement, et ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite civile ou pénale pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Elle tient des sessions selon une périodicité trimestrielle.

La Commission Bancaire se réunit en session quatre (4) fois par an à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Le cadre juridique définit clairement les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que les responsabilités :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;

- de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;

- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de décisions, après avis simple ou conforme de la Commission Bancaire.

La Commission fonde son action sur les textes réglementaires en vigueur

Ainsi, outre les lois et règlements de portée générale applicables aux sociétés commerciales ou régissant les relations commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit et fondent l'action de la Commission Bancaire :

- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;

- la loi-cadre portant réglementation bancaire adoptée par chacun des Etats membres de l'Union ;

- le dispositif prudentiel, qui fixe notamment les exigences en matière d'adéquation des fonds propres, en rapport avec les risques portés par les établissements de crédit. Ce dispositif s'inspire notamment des règles ressortant de l'Accord de capital de Bâle de 1988 ;

- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB), qui revêt un caractère uniforme et obligatoire ;

- le règlement communautaire sur les relations financières extérieures ;

- la loi-cadre portant définition et répression de l'usure ;

- la loi uniforme sur les instruments de paiement ;

- le règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;

- la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;

- la loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;

- les instructions, circulaires et avis pris en application des textes de base.

Les attributions de la Commission Bancaire recouvrent les compétences suivantes :

- émission d'avis conformes pour l'agrément des établissements de crédit ;

- contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et droit de requérir de ces derniers, toutes informations utiles, le secret professionnel ne lui étant pas opposable ;

- prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;

- prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;

- prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;

- approbation et retrait de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;

- émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, notamment les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc ;

- élaboration de circulaires tendant à préciser les modalités d'application des textes de base de la profession.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles ne peuvent être frappées de recours que devant le Conseil des Ministres de l'Union.

1.2. ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire est assuré par la Banque Centrale.

La Commission Bancaire dispose d'un Secrétariat Général, assuré par la Banque Centrale, qui met à sa disposition les ressources humaines, matérielles et financières pour conduire les tâches relatives à l'agrément et à la surveillance permanente des établissements en activité dans l'Union. La surveillance bancaire profite également de nombreuses synergies avec les activités des autres Structures de la Banque Centrale, notamment la Direction des Etablissements de Crédit et de Microfinance, la Direction de la Stabilité Financière et la Direction de l'Inspection et des Audits au titre des services centraux, ainsi que les Directions Nationales présentes dans chaque Etat membre.

Au terme de l'exercice 2009, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à quatre vingt-seize (96), contre cent neuf (109) à fin décembre 2008. Le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et son Adjoint, de quarante-un (41) cadres supérieurs, de quinze (15) cadres moyens et de trente-quatre (34) agents non cadres.

L'organisation du Secrétariat Général, réaménagée aux termes d'une décision du Gouverneur de la BCEAO en date du 29 décembre 2008, est articulée autour des Structures suivantes : la Direction de l'Administration et de l'Informatique, le Contrôle des Opérations, la Direction de l'Inspection des Etablissements de Crédit et de Microfinance (DIECM), le Conseil Juridique et la Direction des Etudes et de la Surveillance (DES).

La Commission Bancaire fait procéder, par son Secrétariat Général, à des contrôles sur pièces et sur place auprès des établissements de crédit et des SFD afin de s'assurer du respect des dispositions qui leur sont applicables.
Le Secrétariat Général est, en outre, chargé de veiller à l'exécution des décisions et recommandations de la Commission Bancaire.

1.2.1. Le contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces est assuré principalement par la DES subdivisée en deux Services (le Service de la Surveillance et le Service des Etudes et des Relations Extérieures) qui recouvrent les activités de suivi individuel et permanent des établissements de crédit d'une part ainsi que les études, les relations extérieures et la gestion de la documentation et des archives d'autre part.

A fin 2009, l'effectif des agents affectés à la DES ressortait à dix-neuf (19) cadres et trois (3) agents non cadre, contre un effectif total de vingt-cinq (25) personnes un an auparavant.

Le contrôle sur pièces se base sur l'analyse des états de reporting et d'autres sources d'informations.

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, ainsi que des données comptables et financières remises sur support magnétique, aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB). A l'issue de contrôles de cohérence et de vraisemblance, ces données sont validées et alimentent une base dédiée.

Les contrôleurs exploitent également les rapports de vérification sur place des établissements de crédit, les rapports d'audits externes, les rapports périodiques produits au titre du contrôle interne et de la révision du portefeuille, de la lutte contre le blanchiment de capitaux, du suivi de la surveillance rapprochée décidée, le cas échéant, par la Commission Bancaire ou de l'administration provisoire.

Ils utilisent en outre les informations pertinentes recueillies auprès des établissements assujettis ou d'autres sources telles que les commissaires aux comptes, la BCEAO, les services officiels chargés des questions économiques et financières, les Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers (APBEF) et les autres Autorités de contrôle.

Le Conseil Juridique, dirigé par le Conseiller Juridique du Secrétaire Général et auquel deux (2) cadres supérieurs sont affectés, veille tout particulièrement à la formalisation des décisions de la Commission Bancaire et au respect, par les établissements de crédit, des dispositions administratives de la loi bancaire, notamment la condition de nationalité des dirigeants et l'approbation de la désignation des commissaires aux comptes.

Les données collectées permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des banques et établissements financiers. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire dans l'UMOA.

Les résultats de ces travaux permettent d'actualiser les dossiers individuels des établissements, présentés à chaque session trimestrielle de la Commission Bancaire pour décision, avis ou information, selon le cas.

Enfin, le contrôle sur pièces est susceptible de mettre également en évidence des signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore, d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

1.2.2. Le contrôle sur place

Le contrôle sur place s'appuie sur un programme annuel de vérification des établissements de crédit agréés.

La DIECM assure le contrôle sur place, sur la base d'un programme annuel approuvé par le Président de la Commission Bancaire, tenant compte de la nécessité de procéder à des évaluations régulières au sein de chaque établissement de crédit. Ce programme est adapté en cours d'année, en fonction de préoccupations particulières relevées par le contrôle sur pièces, la Commission Bancaire ou son Président.

En 2009, les vérifications ont été conduites par cinq (5) équipes placées chacune sous la responsabilité d'un Chef de mission, avec un effectif dédié de dix-neuf (19) cadres appuyés, lors de certains des contrôles, par quatre (4) cadres de la DES .

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation, notamment prudentielle, la qualité de la gestion et les pers-

pectives des établissements de crédit. Ils permettent aussi d'évaluer le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficience des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons-mères et aux filiales des établissements assujettis. Elles ont un caractère global, ponctuel ou thématique.

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un établissement.

Les vérifications ponctuelles ou ciblées, quant à elles, couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

36 vérifications sur place ont été effectuées en 2009.

Au cours de l'année 2009, trente-six (36) vérifications ont été effectuées (23 globales dont 1 holding, 9 ponctuelles et 4 missions d'évaluation). Ces contrôles ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite, présentant les principales conclusions des vérifications et qui invitent les établissements de crédit concernés à prendre les mesures correctives requises.

Les conclusions des vérifications sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

Dans l'optique d'une prise en compte plus explicite du profil des risques, la méthodologie de supervision a été réorientée vers l'identification des principaux risques auxquels les établissements de crédit sont exposés et l'évaluation des fonds propres nécessaires à leur couverture. A cet égard, le plan des rapports de vérification a été remanié à compter de l'exercice 2009, en vue de permettre une meilleure identification et évaluation des principaux risques. Les prochaines étapes visent une plus grande formalisation du suivi de la prise en compte des recommandations des missions et un meilleur ciblage des contrôles et des décisions de la Commission Bancaire en fonction du profil de risques.

Les vérifications effectuées au cours de l'exercice 2009 ont permis de relever les domaines dans lesquels les établissements de crédit doivent accroître leurs efforts notamment à travers une formalisation accrue des systèmes administratif, informatique et comptable par la mise en œuvre et à jour de procédures validées, de clarification des attributions des structures, comités et organes en vue d'améliorer la gouvernance ainsi que de mise en œuvre efficiente des recommandations formulées par les audits et la Commission Bancaire.

De manière spécifique, les systèmes d'information et comptable sont marqués par l'absence d'intégration complète des logiciels d'exploitation, de plan de continuité et de site de secours ainsi que des défaillances dans les dispositifs de sécurité, générant des risques opérationnels significatifs. Il a été également

noté dans des réseaux bancaires internationaux, une délocalisation à l'extérieur de l'UEMOA du système informatique des filiales, notamment du logiciel de gestion bancaire, sans toutefois qu'un dispositif de secours local ne soit toujours prévu pour les cas d'indisponibilité des liaisons externes.

Sur le plan prudentiel, des cas de non-respect des normes prudentielles sont relevés en raison notamment d'insuffisances des fonds propres, obérés par une politique de distribution soutenue de dividendes ou une faiblesse des performances de l'activité se traduisant par des résultats déficitaires ainsi qu'à la non maîtrise des risques de contrepartie.

Les diligences requises en vue du respect des dispositions du règlement n°09/98/CM/UEMOA relatif aux relations financières extérieures concernant, notamment les transferts hors-UEMOA, la réglementation des changes ainsi que l'ouverture et la tenue des comptes en devises ne sont également pas respectées par certains établissements de crédit.

La mise en oeuvre du plan d'action pour la promotion de la bancarisation dans l'UEMOA, arrêté lors des journées de concertation régionale y dédiées à Dakar en 2007 n'est pas encore probante, les banques ne respectant pas scrupuleusement leurs engagements, particulièrement ceux induisant une incidence financière. Il s'agit notamment de la suppression des frais de tenue de compte sur les comptes d'épargne et des commissions de rejet prélevées au bénéficiaire du chèque, de la promotion auprès de la clientèle des systèmes de paiement dans l'UMOA comme moyens plus avantageux en terme de célérité et de coût ainsi que du caractère fixe des commissions de transferts intra-UEMOA.

1.2.3. Autres activités

Lors de sa session ordinaire du 17 septembre 2007, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé de relever le capital social minimum applicable aux banques et établissements financiers assujettis respectivement à 10 milliards de FCFA et à 3 milliards de FCFA. Dans ce cadre, par Avis n°01/2007/RB du 02 novembre 2007, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a précisé les différentes phases de l'opération.

Dans une première étape, le capital social minimum a été porté à 5 milliards de FCFA pour les banques et à 1 milliard de FCFA pour les établissements financiers, à compter du 1er janvier 2008. Les établissements de crédit en activité doivent se conformer à ces seuils au plus tard le 31 décembre 2010. A cet effet, ils étaient tenus de communiquer, entre autres, à la Commission Bancaire, au plus tard le 30 juin 2008, un plan d'actions assorti d'un chronogramme indiquant les mesures à prendre par les dirigeants pour se conformer à la décision.

Aussi, dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre de la mesure de relèvement du capital social minimum des banques et établissements financiers, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a-t-il reçu en audience, du 19 au 29 octobre 2009 et le 18 novembre 2009, les dirigeants et représentants d'actionnaires de trente-quatre (34) établissements de crédit de l'UMOA. Ces rencontres visaient à recueillir des précisions sur les plans d'action élaborés par les établissements assujettis, notamment le calendrier de renforcement des fonds propres ainsi que les actions entreprises ou envisagées en vue du respect de la réglementation prudentielle. Ces rencontres ont été organisées, en exécution du mandat qui a été donné par la Commission Bancaire à son Président, lors de sa session du 24 juin 2009.

Les échanges permanents avec la profession ont également concerné les représentants de douze (12) autres établissements de crédit reçus en audience. Les préoccupations de l'Autorité de contrôle relatives à la situation individuelle de ces établissements ont été abordées, ainsi que ses attentes en termes de conformité aux réglementations régissant leurs activités.

Dans le cadre de la dynamisation des actions visant au renforcement de la supervision bancaire et de la stabilité du système financier, le Secrétariat Général a participé à plusieurs rencontres régionales et internationales.

Le Secrétariat Général a pris part également à la réunion de restitution et de validation des travaux du Comité ad hoc des membres de la Commission Bancaire sur l'amélioration du cadre d'exercice et de surveillance des établissements de crédit le 23 juin 2009 à Dakar ainsi qu'à la mission conjointe (BCEAO/Ministère chargé des Finances) de vérification effectuée auprès de l'Union Nationale de Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (UNACOOPEC-Côte d'Ivoire).

Encadre n° 5 : Typologie des risques opérationnels des banques

La définition du risque opérationnel des banques et la méthodologie pour l'évaluation du risque opérationnel à couvrir par les fonds propres à l'échelle internationale méritent d'être rappelées avant d'évoquer la spécificité des établissements de crédit de l'UMOA.

I - Définition du risque opérationnel

Le Comité de Bâle sur la Supervision Bancaire définit le risque opérationnel comme celui de pertes directes ou indirectes dues à une inadéquation ou à une défaillance des procédures, des personnes et des systèmes internes. Il a retenu une classification qui concerne les sept catégories d'évènements suivants pouvant induire des pertes opérationnelles :

1. fraude interne découlant par exemple, d'informations inexactes, de falsifications, de vols commis par un employé et de délit d'initié ;

2. fraude externe : il s'agit notamment des hold-up, des faux en écriture et des dommages dus au piratage informatique ;

3. pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail : par exemple, demandes d'indemnisation de travailleurs, violation des règles de santé et de sécurité des employés, activités syndicales, plaintes pour discrimination et responsabilité civile en général ;

4. opérations liées aux clients, produits et pratiques commerciales : par exemple, violation de l'obligation fiduciaire, utilisation frauduleuse d'informations confidentielles sur la clientèle, opérations boursières suspectes pour le compte de la banque, blanchiment d'argent et vente de produits non autorisés ;

5. dommages aux actifs corporels tels que les actes de terrorisme, vandalisme, séismes, incendies et inondations ;

6. dysfonctionnement de l'activité et des systèmes : par exemple, pannes de matériel et de logiciel informatique, problèmes de télécommunications et pannes d'électricité ;

7. exécution et gestion des processus : par exemple, erreur d'enregistrement des données, défaillances dans la gestion des sûretés, lacunes dans la documentation juridique, erreur d'accès aux comptes de la clientèle et défaillances des fournisseurs ou conflits avec eux.

Cette définition inclut le risque juridique. Elle exclut toutefois, le risque de réputation (risque de perte résultant d'une atteinte à la réputation de l'institution bancaire) et le risque stratégique (risque de perte résultant d'une mauvaise décision stratégique).

II - Evaluation du risque opérationnel

Pour évaluer l'exposition d'un établissement de crédit aux risques opérationnels, le Comité de Bâle a retenu, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme du ratio international de solvabilité, dite « Bâle II », trois approches par ordre croissant de complexité et de sensibilité au risque :

1. l'approche de base, consistant en un calcul forfaitaire (α = 15 %) des exigences en fonds propres réglementaires (KBIA), sur la base du produit net bancaire (PNB) moyen des trois derniers exercices : KBIA = α * PNB ;

2. l'approche standard, consistant, pour chaque ligne de métiers de la banque (*), en un calcul forfaitaire (β = 12 % à 18 %, selon les huit lignes définies) des exigences en fonds propres réglementaire (KSTA), sur la base du PNB moyen enregistré sur ces lignes de métier au cours des trois derniers exercices : $KSTA = \Sigma (\beta^{1-x} * PNB^{1-x})$

3. l'approche avancée, consistant en un calcul des exigences en fonds propres réglementaires (KAMA) s'appuyant sur le modèle interne de mesure des risques opérationnels développé par la banque et validé par l'Autorité de contrôle.

III - Spécificité des établissements de crédit installés dans l'UMOA

Dans l'UMOA, les banques et établissements financiers sont exposés à divers risques opérationnels qui proviennent généralement de faiblesses au niveau du gouvernement d'entreprise, du système d'information, de la comptabilité et de la gestion des risques. En outre surviennent également des risques juridiques.

Ainsi, les risques opérationnels courants peuvent être reliés, en amont, au défaut de mise en œuvre de règles déontologiques formelles, de procédures internes de lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi qu'à l'absence de tableau de bord et de reporting. Il s'y ajoute, le défaut de couverture de tous les compartiments de la gestion par le contrôle interne et les défaillances des contrôles de premier niveau.

Au sein des systèmes d'information, les risques opérationnels résultent essentiellement de l'indisponibilité d'outils de surveillance du réseau, l'absence de liaisons de secours et de sauvegarde. En outre, il a été relevé l'absence de schéma directeur de développement des outils, une maîtrise insuffisante de l'utilisation des progiciels bancaires ainsi que des insuffisances dans les dispositifs de protection et de maintenance des équipements.

S'agissant de la tenue de la comptabilité, les risques opérationnels sont généralement induits par des pistes d'audit inefficaces, l'inadéquation des procédures comptables et de traitement automatisé des données, une analyse insuffisante des comptes et l'exercice de tâches incompatibles.

Les risques opérationnels liés à la gestion des risques naissent notamment du non-respect des délégations de pouvoirs et des procédures internes de crédit.

Les risques juridiques sont induits généralement par les lacunes liées à la formalisation des conventions de crédits et de garanties.

Conformément aux bonnes pratiques internationales, les établissements de crédit de l'UMOA doivent élaborer et mettre en place des outils et techniques adaptés d'identification, de mesure, de communication interne et externe et de contrôle des risques opérationnels.

---

*(*) : **Lignes de métier** : Financement d'entreprise, Activités de marché, Banque de détail, Banque commerciale, Paiements et règlements, Gestion d'actifs, Courtage de détail, Fonctions d'agent.*

2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Le dispositif prudentiel, arrêté par le Conseil des Ministres de l'UMOA en juin 1999 et entré en vigueur le 1er janvier 2000, vise principalement deux objectifs :

- renforcer la solvabilité et la stabilité du système bancaire ;

- assurer une protection accrue des déposants, dans un contexte de libéralisation des activités monétaires, bancaires et financières.

Les règles ainsi édictées, mises en harmonie avec les définitions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, prennent également en compte les prescriptions du Comité de Bâle, sur l'appréciation des risques et des engagements du système bancaire, au titre de l'Accord de capital de 1988.

Selon les chiffres communiqués par les établissements de crédit, au terme de l'exercice 2009, la situation prudentielle des quatre-vingt quinze (95) banques et dix-sept (17) établissements financiers en activité se présente comme suit.

2.1. SITUATION PRUDENTIELLE DES BANQUES

2.1.1. Normes de solvabilité

Trois principales normes sont utilisées pour apprécier la solvabilité des banques de l'Union : la représentation du capital minimum, les règles de couverture des risques et de limitation des immobilisations et participations, en liaison avec le niveau des fonds propres réglementaires de chaque établissement.

a) Représentation du capital minimum

Cette norme exige des établissements de crédit de l'Union, qu'ils détiennent à tout moment des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum légal de 5 Mds ou fixé dans la décision d'agrément.

Au 31 décembre 2009, cinquante (50) banques, représentant 81,3% des dépôts, respectaient cette règle. Il est à relever que les établissements de crédit sont tenus de respecter les nouvelles normes de 5 Mds pour les banques et 1 Md pour les établissements financiers au plus tard le 31 décembre 2010.

b) Couverture des risques

Le nombre de banques se conformant à cette règle a sensiblement régressé. En effet, soixante-neuf (69) banques sur quatre-vingt-quinze (95) contre quatre-vingt (80) banques sur quatre-vingt-dix-sept (97) en 2008, satisfont à la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, fixée à un seuil de 8%. Elles représentent 72,6% des banques en activité et concentrent 83,3% des dépôts collectés par le système bancaire.

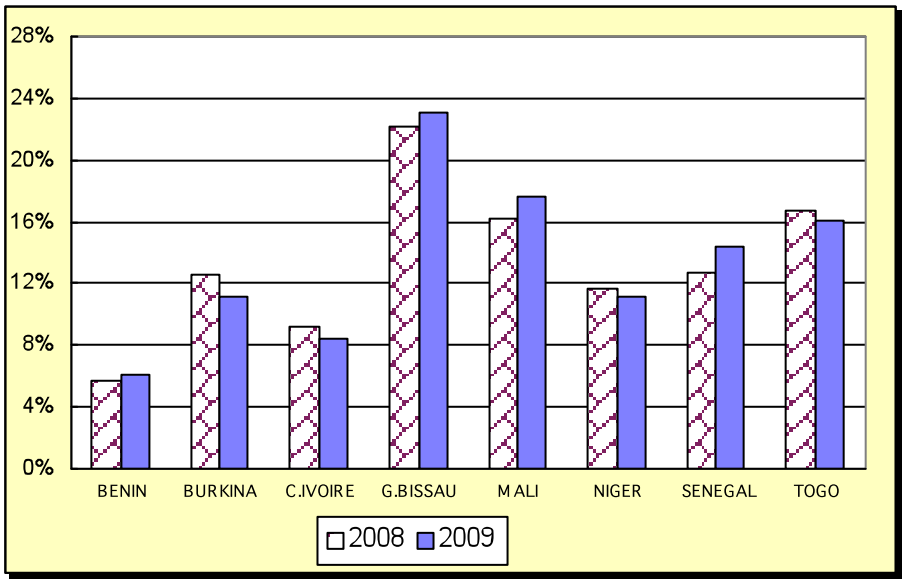
Le ratio de solvabilité des banques ressort à 11,7% en moyenne

Le ratio de solvabilité moyen des banques de l'Union ressort à 11,7% contre 11,9% en 2008.

TABLEAU N° 10
REPARTITION DU RATIO DE COUVERTURE DES RISQUES DES BANQUES DE L'UNION

	NOMBRE DE BANQUES	RISQUES PONDERES	DEPOTS
<8%	26	15,7%	16,8%
>=8% et <16%	39	61,4%	55,8%
>=16%	30	23%	27,4%
TOTAL	**95**	**100%**	**100%**

GRAPHIQUE N° 11
RATIO MOYEN DE SOLVABILITE PAR PAYS



c) Limitation des immobilisations et participations

Cette norme vise notamment à s'assurer que les banques financent leurs actifs immobilisés sur des ressources propres.

Soixante-huit (68) banques représentant 84,1% des dépôts étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations au niveau de leurs fonds propres effectifs.

2.1.2. Autres normes prudentielles

Les autres normes prudentielles portent principalement sur le plafonnement des risques individuels, la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, la couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables, la liquidité et la structure du portefeuille.

a) Limitation des engagements sur une même signature

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leurs fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature. Cinquante-trois (53) banques représentant 72,0% des dépôts, soit 55,8% du total, contre 58,8% un an plus tôt, respectent cette norme.

b) Limitation du volume global des risques individuels

Le dispositif prudentiel fait obligation aux banques et établissements financiers de limiter, à huit fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres. Le pourcentage de banques respectant cette norme est en baisse, s'établissant à 75,8%, soit soixante-douze (72) banques, contre 79 banques soit 81,4% en 2008. Ils concentrent 88,9% des dépôts.

c) Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Soixante-six (66) banques, correspondant à 69,5% des banques en activité respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

d) Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 75% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit. A fin décembre 2009, 53,7% des banques en activité se conforment à cette exigence, contre 53% un an plus tôt.

e) Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques d'illiquidité à très court terme du système bancaire cette norme requiert des banques des disponibilités suffisantes ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois mois pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité. A fin décembre 2009, soixante-trois (63) banques concentrant 82,7% des dépôts satisfont à cette exigence, contre 66 banques un an plus tôt.

f) Ratio de structure du portefeuille

Ce ratio s'appuie sur le dispositif des accords de classement de la Banque Centrale, l'objectif final étant d'inciter les banques à détenir des actifs sains pouvant servir de support aux refinancements de la Banque Centrale et de mettre à leur disposition un outil de suivi qualitatif de leur portefeuille de crédit. Ainsi, les établissements de crédit sont tenus de respecter la règle fixant un rapport minimal de 60% entre les encours sains de crédits bénéficiant d'accords de classement de la Banque Centrale et le volume total de leur portefeuille. A fin décembre 2009, deux (2) banques respectent ce ratio, soit une de plus qu'en 2008.

TABLEAU N° 11 : RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles					
Nombre de Banques	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Coefficient de liquidité	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (12)	6	7	7	6	7	8	7	7	1
Burkina (11)	6	7	8	6	9	8	8	7	-
Côte d'Ivoire (18)	9	10	11	7	12	10	9	12	
Guinée Bissau (4)	-	3	3	3	3	3	3	3	-
Mali (13)	10	12	11	8	12	11	8	10	-
Niger (10)	5	7	8	6	7	6	3	5	-
Sénégal (16)	10	14	14	11	14	14	10	12	1
Togo (11)	4		6	6	8	6	3	7	-
UMOA (95)	**50**	**69**	**68**	**53**	**72**	**66**	**51**	**63**	**2**

2.2. SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

La situation des établissements financiers, au regard des dispositions prudentielles qui leur sont applicables, s'est sensiblement détériorée par rapport au 31 décembre 2008.

Il ressort des états communiqués par les établissements financiers que cinq (5) sur dix-sept (17) respectent la règle de représentation du capital minimum, treize (13) satisfont à la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, quatorze (14) sont en règle vis-à-vis de la norme de limitation des immobilisations et des participations, quatorze (14) respectent la norme de limitation des engagements sur une même signature, treize (13) se conforment à la règle de limitation du volume global des risques individuels, douze (12) respectent la norme de limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, quinze (15) se conforment à l'exigence de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables et deux (2) établissements financiers respectent le ratio de structure de portefeuille (cf. tableau n° 28).

Il convient de noter que :

- le ratio de structure du portefeuille ne s'applique pas à six (6) établissements, en raison de la nature de leur activité de vente à crédit, de garantie ou d'investissement à capital fixe ;

- un (1) établissement, exerçant l'activité de capital-risque et de capital-investissement, n'est pas soumis aux normes de couverture des risques et de limitation des immobilisations et participations ;

- la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel n'est pas applicable à deux (2) établissements spécialisés dans les opérations de garantie ;

- aucun établissement financier n'est assujetti au coefficient de liquidité, à l'exception de la SAFCA ALIOS FINANCE.

TABLEAU N° 12

RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles				
Nombre d'établissements financiers	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (1)	1	1	1	1	1	1	1	-
Burkina (5)	2	4	4	4	4	4	5	2
Côte d'Ivoire (2)	-	1	1	1	1	2	1	-
Guinée Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (3)	-	2	2	2	1	2	2	-
Niger (1)	1	1	1	1	1	1	1	-
Sénégal (3)	-	3	3	3	3	2	3	-
Togo (2)	1	1	2	2	2	-	2	-
UMOA (17)	**5**	**13**	**14**	**14**	**13**	**12**	**15**	**2**

3. ACTES ET MESURES DE L'ANNEE

Au cours de l'exercice 2009, la Commission Bancaire a tenu quatre sessions trimestrielles :

- le 24 mars à Abidjan, en Côte d'Ivoire ;
- le 24 juin à Dakar, au Sénégal ;
- le 21 septembre à Lomé, au Togo ;
- le 14 décembre à Cotonou, au Bénin.

Les modifications suivantes ont été enregistrées au sein du collège des membres représentant les Etats :

- au titre de la France, M. Serge TOMASI a été remplacé par M. Yves CHARPENTIER, Conseiller Financier pour l'Afrique au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi représentant la France au sein de la Commission Bancaire depuis la session de juin 2009 ;

- au titre de la République du Mali, Mme SIDIBE Zamilatou CISSE, nommée en qualité de Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, a représenté le Mali au sein de la Commission Bancaire depuis la session de septembre 2009, en remplacement de M. Aboubacar Alhousseyni TOURE.

Le collège des membres de la Commission Bancaire nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale a connu d'importants changements liés à la limitation du nombre de mandats autorisé. Les nominations ont tenu compte essentiellement des critères d'expérience et de compétences en matière bancaire, élargies aux disciplines juridique, fiscale, comptable, financière et économique, dans un souci de diversification des expertises au sein de la Commission Bancaire. Ainsi, la Commission Bancaire enregistre l'arrivée pour un mandat de trois (3) ans, des personnes désignées ci-après :

• M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA, magistrat ayant exercé de hautes fonctions au sein du Ministère de la Justice au Bénin.

• M. Kouka Célestin ZALLE a été Directeur National de la BCEAO pour le Burkina de 1999 à 2005, date à laquelle il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite. Il a par ailleurs exercé de 1998 à 1999 les fonctions de Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Burkina (CNCA-B), actuelle Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB).

• Mme Nestore Marie-Louise OBOUDOU a été Inspecteur Général des Services Fiscaux de Côte d'Ivoire de 1996 à 2003. Elle a également été Directeur de l'Administration Générale et des Affaires Juridiques à la Direction Générale des Impôts de 1990 à 1993.

• M. Mamadou Abdoulaye SOW a été Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor de 2000 à 2008 et Ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget de 2008 à 2009. Il a été également membre du Conseil d'Administration de plusieurs établissements de crédit au Sénégal.

• Mme Kafui Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON a été Ministre du Bien-être social, des Droits de l'Homme et de la Solidarité Nationale en 1991. Elle a également été consultante auprès d'institutions des Nations Unies et de l'Union Européenne, puis membre du Conseil d'Administration de diverses organisations. Mme ADJAMAGBO-JOHNSON exerce actuellement les fonctions de Coordinatrice du Bureau Régional de "Women in Law and Development in Africa (WILDAF)" à Lomé.

A chacune de ses sessions, la Commission Bancaire a eu connaissance de la situation individuelle des établissements de crédit de l'Union et pris les décisions présentées ci-après, en application des textes légaux et réglementaires.

3.1. MESURES ADMINISTRATIVES

Rappel de l'article 22 de l'annexe à la convention du 24 avril 1990

« Lorsque la Commission Bancaire constate qu'une banque ou un établissement financier a manqué aux règles de bonne conduite de la profession, compromis son équilibre financier ou pratiqué une gestion anormale sur le territoire d'un Etat membre ou ne remplit plus les conditions requises pour l'agrément, elle peut, après en avoir informé le Ministre des Finances dudit Etat, adresser à la banque ou à l'établissement financier :

- soit une mise en garde ;

- soit une injonction à l'effet notamment de prendre, dans un délai déterminé, les mesures de redressement nécessaires ou toutes mesures conservatoires qu'elle juge appropriées ou de faire procéder à un audit externe.»

La Commission Bancaire a prononcé seize (16) mises en garde.

La Commission Bancaire a prononcé seize (16) mises en garde en 2009 contre aucun en 2008. Ainsi, une banque du Bénin, deux du Burkina, trois de la Côte d'Ivoire, deux de la Guinée-Bissau, trois du Mali, une du Niger, deux du Sénégal et deux du Togo ont reçu une mise en garde pour absence de production de plan d'actions dans le délai requis par l'avis n°01/2007/RB du 2 novembre 2007 de la BCEAO, relatif à la décision de relèvement du capital social minimum de banques et établissements financiers. Les dirigeants de ces banques ont été appelés à prendre les dispositions nécessaires pour transmettre un plan d'actions crédible dûment validé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Dans le même contexte de relèvement du capital social minimum, la Commission Bancaire a servi seize (16) injonctions en 2009, contre deux (2) en 2008. Ainsi, trois banques du Bénin, trois du Burkina, trois de la Côte d'Ivoire, une du Mali, une du Niger, quatre du Sénégal et une du Togo ont reçu une injonction, à l'effet de ne pas distribuer de dividendes au titre des exercices 2009 et 2010 et de suspendre l'octroi de nouveaux prêts aux principaux actionnaires, administrateurs, dirigeants et autres personnes visées par l'article 35 de la loi bancaire, jusqu'à nouvel ordre.

3.2. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Rappel de l'article 23 de l'annexe à la convention de 1990

« *Lorsque la Commission Bancaire constate une infraction à la réglementation bancaire sur le territoire d'un Etat membre, elle en informe le Ministre des Finances de cet Etat et, sans préjudice des sanctions pénales ou autres encourues, prononce une ou plusieurs des sanctions disciplinaires suivantes :*

- l'avertissement ;

- le blâme ;

- la suspension ou l'interdiction de tout ou partie des opérations ;

- toutes autres limitations dans l'exercice de la profession ;

- la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables ;

- le retrait d'agrément.»

La Commission Bancaire a convoqué en audition, les dirigeants de neuf (9) banques et de deux (2) établissements financiers conformément à la procédure prescrite par l'article 25 de l'annexe à la convention relative à sa création dispose «Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée par la Commission Bancaire, sans que l'intéressé, personne physique ou morale, ait été entendu ou dûment convoqué ou invité à présenter ses observations par écrit à la Commission Bancaire. Il peut se faire assister par un Représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers ou tout autre défenseur de son choix.».

Les procédures ouvertes ont abouti au prononcé de 4 blâmes et un (1) retrait d'agrément.

Ces procédures disciplinaires ont abouti au prononcé de quatre (4) blâmes et un (1) retrait d'agrément d'un établissement financier. Les blâmes ont été motivés par le non-respect de la norme de représentation du capital minimum, une exploitation peu rentable, la non satisfaction des termes de l'injonction donnée et l'absence de correction satisfaisante des lacunes relevées à l'issue de vérifications sur place. Le retrait d'agrément a été prononcé au regard de la situation extrêmement préoccupante de l'établissement dont la

3.3. AVIS DONNES AUX MINISTRES CHARGES DES FINANCES

3.3.1. Avis simples

3.3.1.1. Retrait d'agrément

Rappel de l'article 12 de la loi cadre portant réglementation bancaire

« Le retrait d'agrément, à la demande de la banque ou de l'établissement financier intéressé ou lorsqu'il est constaté que ladite banque ou ledit établissement financier n'exerce aucune activité depuis au moins un an, est prononcé par arrêté du Ministre des Finances, après avis de la Commission Bancaire.

Le retrait d'agrément pour infraction à la réglementation bancaire est prononcé dans les conditions prévues à l'article 47.

Le retrait d'agrément est constaté par la radiation de la liste des banques ou de celle des établissements financiers.»

En 2009, la Commission a donné un (1) avis favorable pour le retrait de l'agrément d'un établissement financier au Niger à la demande des dirigeants.
La Commission Bancaire avait, à sa session de septembre 2009, sursis à statuer sur la demande d'agrément introduite par une société dans l'attente de la communication d'informations complémentaires relatives à l'évolution récente de la situation de la maison mère.

3.3.1.2. Administration provisoire

Rappel de l'article 26 de l'annexe à la convention portant création de la Commission Bancaire

« La Commission Bancaire peut proposer au Ministre des Finances la nomination d'un administrateur provisoire, avec tous pouvoirs nécessaires à l'administration, à la direction et à la gérance d'une banque ou d'un établissement financier :

- soit à la demande des dirigeants lorsqu'ils estiment ne plus être en mesure d'exercer normalement leurs fonctions ;

- soit lorsqu'elle constate que la gestion ne peut plus être assurée dans des conditions normales ;

- soit lorsqu'elle a prononcé, en vertu de l'article 23, la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables d'une infraction à la réglementation bancaire. »

La Commission Bancaire a émis deux (2) avis favorables à la demande de prorogation de la durée de l'administration provisoire d'une banque au Togo, respectivement du 6 février au 30 septembre 2009 puis du 1er octobre 2009 au 31 mars 2010.

Par ailleurs, elle a proposé au Ministre de l'Economie et des Finances du Niger, la prorogation de la durée de l'administration provisoire d'une banque.

3.3.2. Avis conformes

3.3.2.1. Dérogation à la condition de nationalité des dirigeants

Rappel de l'article 14 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

« Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité ( ) ou celle d'un pays membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine, à moins qu'il ne jouisse, en vertu d'une convention d'établissement, d'une assimilation aux ressortissants ( ). Le Ministre des Finances peut accorder, sur avis conforme de la Commission Bancaire, des dérogations individuelles aux dispositions du présent article.»

26 avis conformes favorables à la condition de nationalité ont été délivrés.

Le Président de la Commission Bancaire, dans le cadre de la délégation de pouvoirs, a rendu au cours de l'année 2009, vingt-six (26) avis contre trente-huit (38) l'année précédente, afin de permettre à des non-ressortissants de l'Union d'occuper dix-sept (17) postes d'administrateur et treize (13) postes de dirigeant. Le Président de la Commission Bancaire a également émis un avis conforme défavorable à la demande de dérogation à la condition de nationalité introduite par une banque en Côte d'Ivoire.

TABLEAU N° 13

REPARTITION PAR PAYS DES DEROGATIONS A LA CONDITION DE NATIONALITE OCTROYEES EN 2009

ETAT	NOMBRE D'AVIS EMIS	FONCTIONS EXERCEES		NATIONALITES
		Administrateur	Dirigeant	
BENIN	8	5	4	4 Français, 1 Centrafricain et 3 Nigérians
BURKINA	1	-	1	1 français
COTE D'IVOIRE	6	5	1	1 Américain, 2 Français et 3 Nigérians
GUINEE-BISSAU	-	-	-	-
MALI	3	3	1	3 Marocains
NIGER	4	1	3	1 Libyen, 2 Marocains et 1 Tchadien
SENEGAL	1	1	2	1 Indien, 2 Kenyans
TOGO	3	2	1	2 Français et 1 Tchadien
UMOA	**26**	**17**	**13**	9 Français, 1 Centrafricain, 6 Nigerians, 1 Libyen, 5 Marocains, 2 Tchadiens, 1 Américain et 1 Indien

Ces avis ont été émis pour permettre l'exercice de fonctions d'administrateur ou de dirigeant au sein de banques dont le capital est majoritairement détenu notamment par des groupes français, nigérian, marocain ou libyen.

3.3.2.2. Modification de l'actionnariat, fusion par absorption, changement de dénomination sociale

Rappel des articles 29, 30 et 31 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

Article 29 : *« Sont subordonnées à l'autorisation préalable du Ministre des Finances, les opérations relatives aux banques et établissements financiers ayant leur siège social en ( ) :*

- toute modification de la forme juridique, de la dénomination ou raison sociale ou du nom commercial ;

- tout transfert du siège social à l'Etranger ;

- toute opération de fusion par absorption ou création d'une société nouvelle ou scission ;

- toute dissolution anticipée ;

- toute prise ou cession de participation qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans la banque ou l'établissement financier ou d'abaisser ces participations au-dessous de ces seuils… » ;

Article 30 : *«… - toute cession par une banque ou un établissement financier de plus de 20% de son actif correspondant à ses opérations en ( ) :*

- toute mise en gérance ou cessation de l'ensemble de ses activités en ( ) » ;

Article 31 : *« Les autorisations préalables prévues au présent chapitre sont accordées comme en matière d'agrément.»*

En application des prescriptions de la loi bancaire rappelées ci-dessus, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2009, des avis conformes favorables pour :

- la modification de la structure de l'actionnariat des cinq (5) banques suivantes : Banque Islamique du Sénégal (BIS), Société Ivoirienne de Banque (SIB), Banque Islamique du Niger pour le Commerce et l'Industrie (BINCI), Crédit du Sénégal (CDS), Banque pour le Financement de l'Agriculture (BFA) ;

- l'opération de fusion par absorption de la Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) par ECOBANK-Burkina ;

- la modification de la structure du capital social et de la forme juridique de VERSUS BANK en Côte d'Ivoire.

3.3.2.3 Agréments

Rappel de l'article 9 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

« L'agrément est prononcé par arrêté du Ministre des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (…). L'agrément est constaté par l'inscription sur la liste des banques ou sur celle des établissements financiers… ».

3 avis conforme favorables à des demandes d'agréments ont été donnés.

En 2009, la Commission Bancaire a donné des avis conformes favorables aux demandes d'agrément de trois (3) banques, sous réserve cependant de l'accomplissements de certaines diligences par les promoteurs et dirigeants.

Il s'agit de :

- la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC), en Côte d'Ivoire ;

- la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE), en Côte d'Ivoire ;

- Crédit International (CI), au Sénégal.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a émis, à sa réunion de décembre 2009, un avis conforme défavorable pour la demande d'agrément en qualité de banque de Platinum Habib Bank (Bank PHB) au Sénégal.

3.4. APPROBATION DE LA DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rappel de l'article 28 de l'annexe à la convention

« Nul ne peut exercer les fonctions de commissaires aux comptes d'une banque ou d'un établissement financier sans que sa désignation par ladite banque ou ledit établissement financier ait reçu l'approbation préalable de la Commission Bancaire. La procédure d'approbation est arrêtée par la Commission Bancaire. L'approbation peut être rapportée par ladite Commission.»

23 établissements de crédit ont bénéficié de la mesure d'approbation de la désignation de leurs commissaires aux comptes.

Au cours de l'année 2009, le Secrétaire Général de la Commission Bancaire, en vertu de la subdélégation de pouvoirs, a pris des décisions portant approbation de la désignation ou du renouvellement des mandats des commissaires aux comptes de vingt-trois (23) établissements de crédit.

3.5. AUTRES ACTES ET MESURES

3.5.1. Tenue de la liste des établissements agréés

Rappel de l'article 9 de la loi bancaire

« …L'agrément est constaté par l'inscription sur la liste des banques ou sur celle des établissements financiers.

Ces listes sont établies et tenues à jour par la Commission Bancaire qui affecte un numéro d'inscription à chaque banque ou établissement financier.

La liste des banques et celle des établissements financiers, ainsi que les modifications dont elles font l'objet, ainsi que les radiations, sont publiées au Journal Officiel».

La liste des banques et celle des établissements financiers en activité dans les pays de l'Union a été dûment établie et tenue à jour et les dispositions idoines ont été prises pour leur publication au Journal Officiel de chaque Etat membre.

3.5.2. Ajournement de demandes d'agrément et d'autorisation préalable

Lors de sa réunion du 21 septembre 2009, la Commission Bancaire a ajourné l'examen de la demande d'agrément en qualité de banque introduite en faveur de la société anonyme dénommée Cristal Bank Corporation (CBC).

3.5.3. Levée de suspension de distribution de dividendes

Lors de sa session de décembre 2009, la Commission Bancaire a décidé de lever les mesures de suspension de distribution de dividendes en vigueur depuis 2006 pour deux (2) banques respectivement au Burkina et en Côte d'Ivoire.

3.5.4. Levée de la surveillance rapprochée

Lors de sa réunion de mars 2009, la Commission Bancaire a prononcé la levée de la surveillance rapprochée d'une (1) banque au Bénin au regard de la mise en œuvre effective de la plupart des termes de l'injonction donnée depuis 2002.

3.6. QUESTIONS EVOQUEES DEVANT LE CONSEIL DES MINISTRES

Lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA a été régulièrement tenu informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux. Le Conseil a en outre statué sur le recours formé par le Ministre chargé de l'Economie et des Finances du Bénin à l'égard de la décision de la Commission Bancaire, portant retrait d'agrément d'une banque du Bénin et proposition de nomination d'un liquidateur, au regard des lacunes et infractions graves relevées dans la gestion et ayant compromis la viabilité de l'exploitation.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de relèvement du capital social minimum, la Commission Bancaire a recommandé au Conseil des Ministres de l'UMOA, lors de sa 78ème session tenue le 14 décembre 2009 à Cotonou, la mise en place d'un Groupe de travail chargé de proposer des mesures concrètes pour assurer une restructuration ou un traitement ordonnés des établissements les plus vulnérables.

IV – ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION

La mise en place d'un cadre de concertation, de coopération et de coordination entre les régulateurs et les superviseurs du secteur financier dénommé « Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA » constitue l'un des faits marquants de l'année 2009.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a conclu une convention de coopération avec Bank Al-Maghrib, signée le 29 mai 2009 à Rabat. Des échanges sont en cours en vue de la conclusion d'accords analogues avec d'autres Autorités de contrôle.

Dans le cadre de la coopération avec la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale et la Banque Centrale de la République de Guinée, des agents de ces institutions ont effectué des séjours d'étude et d'information respectivement du 11 au 15 mai 2009 et du 2 au 15 novembre 2009 auprès du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA. Enfin, le Secrétariat Général a pris part le 10 décembre 2009 à une séance de travail par visioconférence, dans le cadre de la consultation régionale BCEAO/FMI/Banque mondiale, qui s'est déroulée du 7 au 11 décembre 2009 à Dakar.

1. GROUPES REGIONAUX DE SUPERVISEURS

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a continué à participer aux activités des groupes régionaux de superviseurs, dont il est membre.

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à la 7ème réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) qui s'est tenue le 10 juin 2009 à Montréal. Cette rencontre a permis d'approfondir les réflexions sur les dispositions prudentielles engagées par le GSBF et de faire le point des travaux en cours au niveau européen et international. Les échanges se sont appesantis sur les aspects suivants :

- la gestion de la liquidité : les discussions ont notamment porté sur l'adoption envisagée d'un dispositif global de promotion des coussins de liquidité dans les institutions financières. L'accent a également été mis sur l'attention à accorder au lien entre liquidité et fonds propres ;

- les scénarii de crise : les travaux récemment engagés par le Comité de Bâle sur les « stress tests » (ou tests de résistance) ont été présentés sous l'angle des principes à suivre par les banques, mais également par les superviseurs en vue de l'application des meilleures pratiques en la matière ;

- les fonds propres : les solutions préconisées par le G-20 ont été abordées, notamment la combinaison des mesures telles que l'établissement de normes visant à accroître le montant des fonds propres, l'amélioration de leur qualité, le renforcement de la couverture des risques par les fonds propres et la mise en place d'une norme additionnelle non basée sur le risque (ratio de levier) ;

- la mise en place de Bâle II : l'état d'avancement dans les différents pays membres a été présenté. Par ailleurs, le Comité de Bâle a proposé de nouvelles pistes de mesures destinées à renforcer la résistance des systèmes bancaires, notamment par un accroissement des exigences opérationnelles et de fonds propres liées aux activités de titrisation et du portefeuille de négociation.

Au titre du Comité de Bâle, le Secrétariat Général a participé à la première

réunion du groupe consultatif de Bâle, institué après la dissolution du Groupe de Liaison International. Cette rencontre tenue les 28 et 29 octobre 2009 à Bâle, répondait au besoin d'élargir le cercle de coopération et d'échange d'informations entre les superviseurs.

2. AUTRES RENCONTRES

2.1. Sur le plan régional

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part aux rencontres ci-après :

Plusieurs séminaires de formation et rencontres, ont permis de renforcer les capacités des agents, sur des thèmes divers.

- la réunion de concertation BCEAO-Ministères chargés des Finances sur le programme d'inspection des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au titre de l'année 2009, du 2 au 6 février 2009 à Lomé ;

- l'atelier sous-régional de validation de quatre études destinées à renforcer la professionnalisation du secteur de la microfinance dans le cadre du Programme d'Appui à la Finance Décentralisée (PRAFIDE), du 14 au 15 avril 2009 à Dakar ;

- la réunion des Ministres des Finances de la zone franc, les 16 et 17 avril 2009 à Ouagadougou et à Paris, du 26 septembre au 1er octobre 2009 ;

- la rencontre annuelle entre la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et la Commission Bancaire de l'UMOA, dans le cadre de l'exécution de la convention de coopération entre les deux institutions, du 5 au 11 juillet 2009 à Yaoundé ;

- la mission exploratoire de la BCEAO auprès de Bank Al Maghrib et de la Banque Centrale de Tunisie, du 13 au 25 juillet 2009 à Rabat et à Tunis ;

- le colloque de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) sur la stabilité financière en Afrique Centrale, du 20 au 22 juillet 2009 à Libreville ;

- l'atelier de validation des projets d'instruction relatifs à la mise en œuvre de la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD), du 26 au 30 octobre 2009 à Lomé ;

- le séminaire sur le fonctionnement du marché financier régional, du 24 au 28 octobre 2009 à Abidjan ;

- le séminaire sur le référentiel comptable et les textes d'application régissant les activités des SFD du 23 novembre au 4 décembre 2009 à Niamey ;

- la réunion portant sur la mise en place d'un cadre de coordination des actions des Autorités de régulation et de supervision du secteur financier dans l'UMOA, du 2 au 6 décembre 2009 à Dakar ;

- l'atelier de validation finale des études sur la mise en conformité des systèmes d'information de gestion des SFD avec le cadre juridique en vigueur dans l'UEMOA, du 14 au 15 décembre 2009 à Lomé.

2.2. Sur le plan international

Les agents du Secrétariat Général ont participé à divers séminaires organisés notamment par le GSBF, l'Institut pour la Stabilité Financière (ISFI), l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI), la Réserve Fédérale de New York, le FMI et la Banque Mondiale. Les thèmes développés lors de ces rencontres ont concerné principalement :

- la supervision bancaire, du 4 au 9 mai 2009 à Casablanca et du 04 au 07 mai 2009 à New york ;

- la supervision bancaire et l'évaluation des risques, du 11 au 15 mai 2009 à Paris ;

- « pro-cyclicalité, provisions et fonds propres », du 8 au 9 juin 2009 à Montréal ;

- la préparation aux situations de crise, du 15 au 19 juin 2009 à Paris ;

- la gestion avancée du risque, du 4 au 11 juillet 2009 à Beatenberg ;

- les tests de sensibilité, du 18 au 24 octobre 2009 à Bâle ;

- les techniques pratiques de mise en oeuvre du Pilier 2 de Bâle II, du 8 au 14 novembre 2009 à Bâle ;

- la gestion des risques pour les superviseurs bancaires des pays émergents, du 17 octobre au 1er novembre 2009 à Washington DC ;

- la gestion des titres négociables et les infrastructures de marché, du 23 au 25 novembre 2009 à Madrid.

Encadre n° 6 : STABILITE FINANCIERE ET COOPERATION ENTRE LES SUPERVISEURS DU SYSTEME FINANCIER DE L'UMOA

La crise financière a révélé les limites d'une régulation et d'une supervision bancaire qui seraient focalisées uniquement sur les aspects micro-prudentiels, notamment une supervision individuelle des banques. Les enseignements tirés de l'imbrication croissante du système financier ont conduit les instances internationales à recommander un renforcement de la coopération entre superviseurs. L'objectif recherché est le maintien de la stabilité financière par la promotion de pratiques robustes de gestion des risques et l'élaboration de normes saines en matière de supervision de l'ensemble du système financier.

Dans l'UMOA, la régulation et la supervision du système financier sont assurées, à divers titres, par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES).

Au regard de l'interconnexion des institutions financières et du marché nécessitant une surveillance macroprudentielle appropriée, les Autorités financières de l'Union ont décidé en 2009, de la création d'un nouveau cadre de concertation favorable à une stabilité financière accrue.

Ainsi, un protocole d'accord doit consacrer la mise en place d'un Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), présidé par le Gouverneur de la BCEAO et composé, outre les Présidents des Autorités régionales citées plus haut, d'un représentant du Ministre chargé des Finances de chacun des huit (8) Etats membres de l'Union.

Les missions du Comité seront de favoriser la concertation, la coopération et la coordination entre les Autorités dont les actions concourent à la stabilité financière. Il sera également chargé de l'évaluation des risques susceptibles de nuire à la stabilité du système financier, à travers l'analyse des indicateurs macroprudentiels définis, d'examiner les dysfonctionnements du système et de trouver des solutions pour y remédier. Le Comité sera habilité, en outre, à émettre des avis et recommandations pour la conduite des actions propres à assurer le bon fonctionnement et l'efficience du système financier.
Par ailleurs, une convention bilatérale de coopération a été signée entre la Commission Bancaire et le CREPMF. De même, eu égard à la présence accrue des compagnies d'assurance dans le capital social des banques et au développement des activités de bancassurance, des initiatives sont en cours en vue de la conclusion d'une convention d'échange d'informations avec la CIMA.

CONCLUSION

Le système bancaire de l'Union, dont l'effectif a quelque peu augmenté, a enregistré un renforcement de sa résilience, en relation principalement avec la mise en œuvre de la décision de relèvement du capital social minimum applicable aux établissements de crédit, dont la première phase échoit au 31 décembre 2010.

Dans cette perspective, la Commission Bancaire, outre la poursuite des diligences liées à la mise en conformité des établissements de crédit à cette décision, prépare, en collaboration avec les Autorités monétaires, les dispositions requises au regard de la situation des assujettis dont le niveau de capital social et de fonds propres ne sera pas au niveau réglementaire à l'échéance du 31 décembre 2010.

S'agissant de l'entrée en vigueur des textes relatifs à la réforme institutionnelle de l'UMOA et la BCEAO, les Autorités monétaire et de contrôle ont entrepris l'actualisation des instructions et des circulaires, qui devront faciliter l'application de la nouvelle loi bancaire et de la Convention régissant la Commission Bancaire. Des réflexions sont également en cours pour la prise en charge optimale de certaines innovations que consacrent ces nouveaux textes. Il s'agit notamment de l'élargissement du champ de compétence de la Commission Bancaire aux systèmes financiers décentralisés (SFD) d'une certaine taille et de l'application des ratios de solvabilité différenciés.

Au titre de la coopération, les Autorités de supervision et de régulation du système financier de l'Union, conscients de l'importance systémique et de l'interconnexion des institutions financières et du marché, ont décidé, outre les conventions de coopération, la création d'un nouveau cadre de concertation favorable à une stabilité financière accrue, dénommé Comité de Stabilité Financière (CSF).

Par ailleurs, les efforts se poursuivront en vue du renforcement des outils de supervision tenant compte notamment des groupes bancaires et des profils de risques.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

I – Liste des établissements de crédit et données agrégées de l'UMOA

II - Liste des établissements de crédits et données agrégées par pays

ANNEXE I : UMOA

I.1. – Liste des établissements de crédit

I.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2009
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

BANQUES (95) (En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	659 880	1	538 433	1	443 630	1
Sénégal	CBAO	627 440	2	495 675	2	356 047	2
Sénégal	SGBS	543 351	3	425 585	3	354 535	3
Bénin	BOA-BENIN	491 095	4	322 731	4	218 067	6
Mali	BDM	367 695	5	313 258	5	162 769	12
Côte d'Ivoire	ECOBANK	341 775	6	228 494	9	221 392	5
Côte d'Ivoire	BIAO-CI	324 009	7	226 020	10	227 535	4
Côte d'Ivoire	BICICI	323 923	8	254 848	7	210 729	8
Côte d'Ivoire	BACI	316 442	9	269 620	6	193 154	9
Sénégal	BICIS	314 982	10	245 115	8	214 740	7
Bénin	ECOBANK	303 769	11	210 280	11	190 521	10
Burkina	ECOBANK	266 662	12	189 520	13	154 970	14
Sénégal	ECOBANK	261 351	13	187 960	14	167 648	11
Côte d'Ivoire	BNI	246 058	14	191 500	12	81 567	27
Côte d'Ivoire	SIB	234 963	15	160 123	16	155 850	13
Mali	ECOBANK	220 037	16	145 971	20	107 846	18
Sénégal	BHS	210 440	17	166 242	15	114 391	16
Mali	BIM	190 368	18	159 464	17	114 150	17
Côte d'Ivoire	BOA-CI	183 995	19	125 475	22	119 561	15
Burkina	BIB	183 562	20	155 160	19	76 370	29
Bénin	DIAMOND BANK	179 888	21	122 862	24	93 327	23
Togo	ECOBANK	176 988	22	143 155	21	96 397	22
Burkina	BOA-BURKINA	176 379	23	155 408	18	96 559	21
Mali	BNDA	176 202	24	125 309	23	92 568	25
Mali	BOA-MALI	160 356	25	119 316	26	97 793	20
Burkina	SGBB	145 996	26	98 433	29	92 939	24
Burkina	CBI	144 744	27	74 831	35	70 865	30
Burkina	BICIA-B	141 408	28	121 287	25	70 597	31
Sénégal	CNCAS	130 455	29	95 961	31	103 175	19
Togo	BTCI	130 246	30	118 337	27	37 290	49
Bénin	SGBBE	128 089	31	100 112	28	78 086	28
Sénégal	CDS	125 838	32	93 909	32	87 932	26
Togo	UTB	122 242	33	98 282	30	65 567	33
Niger	SONIBANK	113 576	34	77 263	34	63 369	35
Niger	BOA-NIGER	110 415	35	66 171	38	69 374	32
Mali	BMS	107 050	36	61 017	42	55 306	37
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	105 552	37	52 128	45	30 809	53
Niger	ECOBANK	100 487	38	65 513	39	62 319	36
Burkina	BCB	99 250	39	64 275	41	54 012	39
Sénégal	BOA-SENEGAL	96 231	40	83 677	33	54 166	38
Niger	BIA-NIGER	94 726	41	72 713	36	64 710	34
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	92 327	42	69 685	37	53 850	40
Bénin	BA-BENIN	82 413	43	59 276	43	43 607	43
Bénin	LA CONTINENTALE	82 041	44	64 349	40	32 432	52
Mali	BHM	74 632	45	40 349	55	30 005	54
Côte d'Ivoire	SCB-CI	73 517	46	42 911	53	42 393	45
Togo	BTD	69 101	47	42 559	54	50 269	41
Togo	BIA-TOGO	67 939	48	45 215	50	20 373	65
Sénégal	BRM	64 812	49	21 040	72	19 200	67
Burkina	BA-BURKINA	63 706	50	51 945	46	39 476	47
Mali	BICI-M	62 054	51	50 230	48	35 919	50
Mali	BA-MALI	60 222	52	48 315	49	43 300	44
Bénin	FINANCIAL BANK	59 846	53	54 936	44	39 904	46
Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	59 380	54	44 156	52	44 762	42

Mali	BCS	52 277	**55**	23 675	**66**	26 224	**58**
Bénin	BIBE	51 814	**56**	50 658	**47**	24 443	**59**
Côte d'Ivoire	BHCI	50 566	**57**	44 566	**51**	34 258	**51**
Togo	BA-TOGO	50 016	**58**	34 676	**57**	27 586	**56**
Sénégal	BIS	49 351	**59**	38 331	**56**	26 507	**57**
Côte d'Ivoire	BFA	44 177	**60**	31 475	**58**	39 169	**48**
Mali	BSIC-MALI	39 772	**61**	22 757	**67**	28 869	**55**
Côte d'Ivoire	VERSUS BANK	38 652	**62**	30 920	**59**	17 059	**69**
Côte d'Ivoire	ACCESS	37 906	**63**	30 160	**60**	20 684	**64**
Bénin	BSIC-BENIN	35 129	**64**	21 051	**71**	15 984	**72**
Côte d'Ivoire	UBA	33 872	**65**	22 309	**68**	14 426	**75**
Mali	BRS-MALI	33 791	**66**	26 787	**62**	19 883	**66**
Togo	BPEC	33 207	**67**	28 057	**61**	11 684	**81**
Sénégal	BA-SENEGAL	32 618	**68**	25 976	**63**	20 841	**63**
Niger	BA-NIGER	32 183	**69**	20 752	**73**	22 788	**61**
Niger	BSIC-NIGER	32 123	**70**	17 986	**75**	23 210	**60**
Burkina	BSIC-BURKINA	31 251	**71**	24 302	**65**	21 391	**62**
Sénégal	BSIC-SENEGAL	30 634	**72**	20 376	**74**	16 679	**71**
Guinée-Bissau	BAO	30 421	**73**	21 235	**70**	15 271	**74**
Mali	BCI	30 365	**74**	24 701	**64**	16 805	**70**
Guinée-Bissau	ECOBANK	29 638	**75**	13 110	**80**	17 608	**68**
Sénégal	BRS-SENEGAL	22 766	**76**	21 625	**69**	14 375	**76**
Togo	FINANCIAL BANK	22 186	**77**	17 033	**76**	9 421	**83**
Togo	BSIC-TOGO	21 054	**78**	10 362	**83**	11 793	**80**
Sénégal	ICBS	20 055	**79**	9 268	**85**	8 289	**84**
Sénégal	BIMAO	19 540	**80**	7 593	**89**	7 121	**85**
Bénin	BHB	19 301	**81**	13 185	**79**	15 858	**73**
Côte d'Ivoire	CIBCI	17 422	**82**	13 676	**78**	13 786	**77**
Niger	BCN	17 379	**83**	7 922	**88**	6 225	**88**
Burkina	BHBF	15 990	**84**	7 475	**90**	13 635	**78**
Niger	BRS-NIGER	14 888	**85**	8 671	**87**	12 187	**79**
Burkina	BRS-BURKINA	13 899	**86**	14 037	**77**	11 054	**82**
Guinée-Bissau	BDU	12 825	**87**	9 487	**84**	5 555	**89**
Bénin	BRS-BENIN	11 227	**88**	11 235	**82**	4 720	**90**
Bénin	AIB	9 320	**89**	11 341	**81**	6 857	**86**
Côte d'Ivoire	BRS-CI	9 186	**90**	8 724	**86**	6 437	**87**
Niger	BINCI	6 068	**91**	5 809	**91**	3 694	**91**
Togo	SIAB	5 961	**92**	3 844	**92**	2 456	**93**
Togo	BRS-TOGO	4 843	**93**	3 597	**94**	2 797	**92**
Guinée-Bissau	BRS-GB	4 594	**94**	3 622	**93**	589	**94**
Niger	CDN	897	**95**	109	**95**	120	**95**
Total		**11 359 069**		**8 418 874**		**6 536 460**	

(*) : Données provisoires

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2008
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (17) **(En millions de FCFA)**

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	43 876	**1**	6 353	**1**	36 991	**1**
Togo	GARI	25 222	**2**	0	**10**	20	**11**
Bénin	EQUIPBAIL-BENIN	11 684	**3**	362	**4**	10 979	**2**
Burkina	BURKINABAIL	6 016	**4**	276	**7**	5 140	**3**
Burkina	SBE	4 181	**5**	329	**5**	2 903	**4**
Togo	CAURIS	3 898	**6**	0	**10**	176	**9**
Niger	SAHFI	3 829	**7**	0	**10**	0	**13**
Mali	EQUIPBAIL-MALI	3 826	**8**	278	**6**	2 863	**5**
Burkina	SOBCA	3 337	**9**	606	**3**	1 764	**6**
Sénégal	LOCAFRIQUE	1 752	**10**	931	**2**	1 183	**7**
Burkina	SOFIGIB	1 740	**11**	0	**10**	0	**13**
Sénégal	SOCRES	1 313	**12**	22	**9**	1 167	**8**
Côte d'Ivoire	CS	623	**13**	255	**8**	131	**10**
Mali	FGHM	596	**14**	0	**10**	13	**12**
Total		**111 893**		**9 412**		**63 330**	

(*) : Données provisoires

NB : SAFCA ALIOS FINANCE CI intégrant les données de toutes ses succursales, ceux-ci ne figurent pas sur cette liste

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**1 956 146**	**2 064 197**	**2 465 906**	**5,5%**	**19,5%**
- Caisse	311 206	300 687	330 874	-3,4%	10,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	983 342	1 153 141	1 473 068	17,3%	27,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	344 954	289 634	270 591	-16,0%	-6,6%
- Comptes de prêts	298 254	305 574	379 013	2,5%	24,0%
- Valeurs non imputées	117	235	50	100,9%	-78,7%
- Créances rattachées	4 925	5 437	3 448	10,4%	-36,6%
- Créances en souffrance	13 348	9 489	8 862	-28,9%	-6,6%
(provisions)	*10 019*	*7 826*	*3 253*	*-21,9%*	*-58,4%*
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**5 199 563**	**5 943 203**	**6 500 211**	**14,3%**	**9,4%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	265 684	307 889	298 919	15,9%	-2,9%
. Crédits de campagne	*9 015*	*117*	*62*	*-98,7%*	*-47,0%*
. Crédits ordinaires	*256 669*	*307 772*	*298 857*	*19,9%*	*-2,9%*
- Autres crédits à court terme	1 376 381	1 574 781	1 764 997	14,4%	12,1%
. Crédits de campagne	*156 099*	*137 803*	*156 460*	*-11,7%*	*13,5%*
. Crédits ordinaires	*1 220 282*	*1 436 978*	*1 608 537*	*17,8%*	*11,9%*
- Comptes ordinaires débiteurs	1 369 604	1 429 172	1 422 712	4,3%	-0,5%
- Crédits à moyen terme	1 572 225	1 914 889	2 207 012	21,8%	15,3%
- Crédits à long terme	169 355	211 897	254 755	25,1%	20,2%
- Affacturage	7 915	8 946	1 323	13,0%	-85,2%
- Valeurs non imputées	11 860	28 537	15 076	140,6%	-47,2%
- Créances rattachées	34 435	40 041	48 879	16,3%	22,1%
- Créances en souffrance	392 104	427 051	486 538	8,9%	13,9%
. Impayées ou immobilisées	*159 607*	*211 399*	*256 269*	*32,4%*	*21,2%*
(provisions)	*23 042*	*9 340*	*22 046*	*-59,5%*	*136,0%*
. Douteuses ou litigieuses	*230 439*	*213 534*	*213 312*	*-7,3%*	*-0,1%*
(provisions)	*720 927*	*893 481*	*737 279*	*23,9%*	*-17,5%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*2 058*	*2 118*	*16 957*	*2,9%*	*700,6%*
(provisions)	*6 169*	*6 241*	*15 106*	*1,2%*	*142,0%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**1 206 698**	**1 395 728**	**1 532 996**	**15,7%**	**9,8%**
- Titres de placement	892 762	1 014 528	1 144 752	13,6%	12,8%
- Comptes de stocks	1 210	1 317	1 361	8,8%	3,3%
- Débiteurs divers	65 074	77 511	80 447	19,1%	3,8%
- Créances rattachées	16 268	17 502	18 926	7,6%	8,1%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	103 057	93 858	87 553	-8,9%	-6,7%
- Valeurs à rejeter	5 205	8 256	12 401	58,6%	50,2%
- Comptes d'ordre & divers	123 122	182 756	187 556	48,4%	2,6%
VALEURS IMMOBILISEES	**645 401**	**809 931**	**950 911**	**25,5%**	**17,4%**
- Immobilisations financières	210 530	266 310	385 632	26,5%	44,8%
- Dépôts & cautionnements	7 651	10 008	9 834	30,8%	-1,7%
- Immobilisations en cours	37 877	53 913	50 199	42,3%	-6,9%
dont Immobilisations incorporelles	*3 145*	*4 420*	*3 877*	*40,5%*	*-12,3%*
- Immobilisations d'exploitation	268 462	320 582	348 623	19,4%	8,7%
dont Immobilisations incorporelles	*25 806*	*26 976*	*24 994*	*4,5%*	*-7,3%*
- Immobilisations hors-exploitation	60 676	78 942	77 118	30,1%	-2,3%
dont Immobilisations incorporelles	*1 537*	*1 373*	*1 310*	*-10,7%*	*-4,6%*
- Crédit-bail & opérations assimilées	54 045	72 558	72 341	34,3%	-0,3%
- Créances rattachées	5 327	6 392	5 668	20,0%	-11,3%
- Créances en souffrance	833	1 226	1 496	47,2%	22,0%
(provisions)	*3 849*	*3 068*	*3 623*	*-20,3%*	*18,1%*
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**4 735**	**5 484**	**38 505**	**15,8%**	**602,1%**
- Actionnaires, capital non appelé	4 235	4 235	13 735	-	224,3%
- Actionnaires, capital appelé non versé	500	1 249	24 770	149,8%	1883,2%
TOTAL DE L'ACTIF	**9 012 543**	**10 218 543**	**11 488 529**	**13,4%**	**12,4%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**982 600**	**1 354 171**	**1 333 839**	**37,8%**	**-1,5%**
- Comptes ordinaires créditeurs	366 503	342 047	364 899	-6,7%	6,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	116 247	165 939	93 540	42,7%	-43,6%
- Comptes d'emprunts	487 757	825 990	861 172	69,3%	4,3%
- Autres sommes dues	5 989	11 874	5 586	98,3%	-53,0%
- Dettes rattachées	6 104	8 321	8 642	36,3%	3,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**6 758 798**	**7 440 985**	**8 441 520**	**10,1%**	**13,4%**
- Comptes ordinaires créditeurs	3 347 532	3 634 233	4 025 337	8,6%	10,8%
- Dépôts à terme reçus	1 582 727	1 791 455	2 156 002	13,2%	20,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 327 351	1 479 364	1 656 602	11,5%	12,0%
- Dépôts de garantie reçus	263 002	278 176	311 725	5,8%	12,1%
- Autres dépôts	16 168	14 113	50 263	-12,7%	256,1%
- Bons de caisse	34 506	27 528	43 318	-20,2%	57,4%
- Comptes d'affacturage	479	0	0	-100,0%	-
- Emprunts à la clientèle	39 784	40 140	34 756	0,9%	-13,4%
- Autres sommes dues	114 088	136 859	119 108	20,0%	-13,0%
- Dettes rattachées	33 161	39 117	44 409	18,0%	13,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**351 536**	**412 497**	**430 016**	**17,3%**	**4,2%**
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	21 847	23 009	32 193	5,3%	39,9%
- Créditeurs divers	112 632	128 693	143 867	14,3%	11,8%
- Dettes rattachées	933	1 266	1 692	35,7%	33,6%
- Comptes d'ordre & divers	216 124	259 529	252 264	20,1%	-2,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**797**	**900**	**468**	**12,9%**	**-48,0%**
- Parts dans les entreprises liées	5	5	0	-	-100,0%
- Titres de participation	90	105	23	16,7%	-78,1%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	702	790	445	12,5%	-43,7%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**918 812**	**1 009 990**	**1 282 686**	**9,9%**	**27,0%**
- Subventions d'investissement	856	690	15 543	-19,4%	2152,6%
- Fonds affectés	59 853	60 629	47 816	1,3%	-21,1%
- Provisions pour risques & charges	69 853	97 845	84 694	40,1%	-13,4%
- Provisions réglementées	4 075	4 152	1 003	1,9%	-75,8%
- Comptes bloqués d'actionnaires	11 845	13 277	16 189	12,1%	21,9%
- Titres et emprunts subordonnés	24 079	22 416	24 406	-6,9%	8,9%
- Dettes rattachées	842	1 095	1 580	30,0%	44,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	38 984	50 720	54 572	30,1%	7,6%
- Primes liées au capital	16 926	33 745	41 647	99,4%	23,4%
- Réserves	280 997	300 996	310 457	7,1%	3,1%
- Ecarts de réévaluation	20 497	19 621	19 495	-4,3%	-0,6%
- Capital	442 816	549 876	684 818	24,2%	24,5%
- Dotations	2 485	4 434	4 242	78,4%	-4,3%
- Report à nouveau	-95 836	-169 605	-194 879	77,0%	14,9%
- Résultat de l'exercice	40 540	20 099	171 103	-50,4%	751,3%
TOTAL DU PASSIF	**9 012 543**	**10 218 543**	**11 488 529**	**13,4%**	**12,4%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	559 828	518 972	500 980	-7,3%	-3,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 259 136	1 438 526	1 507 137	14,2%	4,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	33 743	59 750	55 361	77,1%	-7,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	17 783	122 122	19 802	586,7%	-83,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** E M P L O I S N E T S (1+2) *****	**7 055 976**	**8 153 681**	**8 987 041**	**15,6%**	**10,2%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**5 323 063**	**6 070 804**	**6 612 722**	**14,0%**	**8,9%**
a) Crédits à court terme	3 134 501	3 443 183	3 590 580	9,8%	4,3%
dont Crédits de campagne	*165 114*	*137 920*	*156 522*	-16,5%	13,5%
b) Crédits à moyen terme	1 572 225	1 914 889	2 207 012	21,8%	15,3%
c) Crédits à long terme	169 355	211 897	254 755	25,1%	20,2%
d) Opérations de crédit-bail	54 045	72 558	72 341	34,3%	-0,3%
e) Crédits en souffrance	392 937	428 277	488 034	9,0%	14,0%
impayés ou immobilisés	160 028	212 335	257 427	32,7%	21,2%
provisions	*23 220*	*9 615*	*22 564*	-58,6%	134,7%
douteux ou litigieux	232 909	215 942	230 607	-7,3%	6,8%
provisions	*730 767*	*902 515*	*755 490*	*23,5%*	*-16,3%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**1 732 913**	**2 082 877**	**2 374 319**	**20,2%**	**14,0%**
a) Titres de placement	892 762	1 014 528	1 144 752	13,6%	12,8%
b) Immobilisations financières	210 530	266 310	385 632	26,5%	44,8%
c) Autres immobilisations	374 666	463 445	485 774	23,7%	4,8%
d) Divers	254 955	338 594	358 161	32,8%	5,8%
***** R E S S O U R C E S (1+2+3) *****	**8 031 312**	**8 867 209**	**10 124 827**	**10,4%**	**14,2%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**6 747 484**	**7 424 877**	**8 429 304**	**10,0%**	**13,5%**
a) A vue	3 462 099	3 771 092	4 144 445	8,9%	9,9%
b) A terme	3 285 385	3 653 785	4 284 859	11,2%	17,3%
dépôts à terme et bons de caisse	1 617 233	1 818 983	2 199 320	12,5%	20,9%
comptes d'épargne à régime spécial	1 327 351	1 479 364	1 656 602	11,5%	12,0%
autres	340 801	355 438	428 937	4,3%	20,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**731 923**	**773 686**	**997 448**	**5,7%**	**28,9%**
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau …	595 162	637 345	857 440	7,1%	34,5%
dont 15% du résultat (si positif)	*16 699*	*19 638*	*24 423*	*17,6%*	*24,4%*
b) Autres	136 761	136 341	140 008	-0,3%	2,7%
3. AUTRES RESSOURCES	**551 905**	**668 646**	**698 075**	**21,2%**	**4,4%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**975 336**	**713 528**	**1 137 786**	**-26,8%**	**59,5%**
***** T R E S O R E R I E & I N T E R B A N C A I R E (1+2) *****	**-975 336**	**-713 528**	**-1 137 786**	**-26,8%**	**59,5%**
1. DISPONIBILITES	**-311 817**	**-301 305**	**-331 399**	**-3,4%**	**10,0%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-663 519**	**-412 223**	**-806 387**	**-37,9%**	**95,6%**
emplois	-1 640 015	-1 758 073	-2 131 584	7,2%	21,2%
dont hors UMOA	*-447 994*	*-416 449*	*-458 399*	*-7,0%*	*10,1%*
dont emplois en souffrance	*-1 582*	*4 989*	*1 692*	*-415,4%*	*-66,1%*
ressources	976 496	1 345 850	1 325 197	37,8%	-1,5%
dont hors UMOA	*194 779*	*212 332*	*235 365*	*9,0%*	*10,8%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**833 699**	**1 055 108**	**1 136 933**	**26,6%**	**7,8%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	34 389	40 829	32 904	18,7%	-19,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	600 047	705 060	780 903	17,5%	10,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	57 435	82 770	79 209	44,1%	-4,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	30 032	42 005	53 013	39,9%	26,2%
+Produits sur opérations de change	66 515	126 110	137 626	89,6%	9,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	33 104	36 946	37 238	11,6%	0,8%
+Produits sur prestations de services financiers	9 820	11 017	13 727	12,2%	24,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	6 101	13 714	6 656	124,8%	-51,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*395*	*82*	*68*	-79,2%	-17,1%
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	*3 349*	*3 261*	*4 275*	-2,6%	31,1%
2. CHARGES BANCAIRES	**223 637**	**314 271**	**362 027**	**40,5%**	**15,2%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	33 821	51 066	57 243	51,0%	12,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	131 449	153 371	171 407	16,7%	11,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	12 658	6 204	6 351	-51,0%	2,4%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	23 332	34 258	39 819	46,8%	16,2%
-Charges sur opérations de change	16 041	59 958	73 798	273,8%	23,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	611	959	932	57,0%	-2,8%
-Charges sur prestations de services financiers	4 366	4 655	5 662	6,6%	21,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 359	3 800	6 815	179,6%	79,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**610 062**	**740 837**	**774 906**	**21,4%**	**4,6%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**37 366**	**32 825**	**32 544**	**-12,2%**	**-0,9%**
+Produits sur immobilisations financières	10 875	10 390	15 070	-4,5%	45,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	27 894	24 041	19 169	-13,8%	-20,3%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	1 403	1 606	1 695	14,5%	5,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**647 428**	**773 662**	**807 450**	**19,5%**	**4,4%**
6. FRAIS GENERAUX	**382 141**	**451 221**	**494 274**	**18,1%**	**9,5%**
-Frais de personnel	168 171	196 357	209 921	16,8%	6,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	21 737	21 555	23 415	-0,8%	8,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	192 233	233 309	260 938	21,4%	11,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**56 491**	**64 860**	**53 666**	**14,8%**	**-17,3%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	57 712	65 682	69 593	13,8%	6,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 221	822	15 927	-32,7%	1837,6%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**208 796**	**257 581**	**259 510**	**23,4%**	**0,7%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**124 543**	**198 362**	**41 365**	**59,3%**	**-79,1%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	224 689	359 077	239 166	59,8%	-33,4%
+Reprises de provisions	100 146	160 715	197 801	60,5%	23,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**3 744**	**3 343**	**4 343**	**-10,7%**	**29,9%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**87 997**	**62 562**	**222 488**	**-28,9%**	**255,6%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-115**	**9 155**	**-4 197**	**-8060,9%**	**-145,8%**
+Subventions d'exploitation	684	3 102	959	353,5%	-69,1%
+Récupérations sur créances amorties	833	830	1 463	-0,4%	76,3%
+Produits exceptionnels	18 742	35 435	12 294	89,1%	-65,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	22	176	1 830	700,0%	939,8%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 609	1 419	1 425	-11,8%	0,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	7 636	9 961	7 256	30,4%	-27,2%
-Charges exceptionnelles	11 151	19 008	12 062	70,5%	-36,5%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-7 882**	**-9 134**	**-4 306**	**15,9%**	**-52,9%**
+Profits sur exercices antérieurs	14 535	9 105	16 783	-37,4%	84,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	22 417	18 239	21 089	-18,6%	15,6%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**39 437**	**45 142**	**42 812**	**14,5%**	**-5,2%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**40 563**	**17 441**	**171 173**	**-57,0%**	**881,4%**
+Bénéfices	**120 730**	**151 322**	**219 935**	**25,3%**	**45,3%**
-Pertes	**-80 167**	**-133 881**	**-48 762**	**67,0%**	**-63,6%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	18,9%	19,2%	17,1%	0,3	-2,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	7,4%	7,1%	7,4%	-0,3	0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	65,7%	68,0%	61,5%	2,3	-6,6
COUT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	4,3%	5,1%	4,3%	0,8	-0,8
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,1%	2,3%	2,2%	0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	2,4%	2,6%	2,5%	0,2	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	2,9%	3,7%	3,6%	0,7	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,1%	2,6%	1,7%	0,5	-0,9
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	12,6%	12,9%	12,6%	0,4	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	9,9%	10,6%	10,1%	0,7	-0,6
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	7,5%	8,0%	7,5%	0,5	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	72,1%	69,8%	72,8%	-2,3	3,0
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	58,6%	76,0%	15,7%	17,4	-60,3
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	6,6%	2,4%	22,1%	-4,3	19,7
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	4,8%	1,9%	14,8%	-2,9	12,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	26,3	27,9	28,7	6,1%	3,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	14,3	15,9	15,1	10,9%	-5,1%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	55,6%	57,9%	73,3%	2,3	15,4

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période

Montants en millions de FCFA

U M O A

(112 Etablissements)

Annexe I.2

S T A T I S T I Q U E S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**442 816**	**549 876**	**684 818**	**24,2%**	**24,5%**
REPARTITION DU CAPITAL	**442 816**	**549 876**	**684 818**	**24,2%**	**24,5%**
Nationaux	180 329	365 744	407 438	102,8%	11,4%
Etat	*63 731*	*119 330*	*111 545*	*87,2%*	*-6,5%*
Privés	*116 598*	*246 414*	*295 893*	*111,3%*	*20,1%*
Non-nationaux	262 487	184 132	277 380	-29,9%	50,6%
dont UMOA	*72 045*	*56 780*	*125 261*	*-21,2%*	*120,6%*
TOTAL DU BILAN	**9 012 543**	**10 218 543**	**11 488 529**	**13,4%**	**12,4%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**961**	**1 258**	**1 385**	**30,9%**	**10,1%**
Périodiques	37	56	23	51,4%	-58,9%
Permanents	924	1 202	1 362	30,1%	13,3%
EFFECTIFS	**14 557**	**16 198**	**17 203**	**11,3%**	**6,2%**
Employés	8 988	10 132	10 737	12,7%	6,0%
dont Etrangers	*51*	*108*	*97*	*111,8%*	*-10,2%*
Cadres	5 569	6 066	6 466	8,9%	6,6%
dont Etrangers	*178*	*173*	*199*	*-2,8%*	*15,0%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**3 024 649**	**4 146 087**	**4 480 548**	**37,1%**	**8,1%**
Personnes physiques	2 711 467	3 777 498	4 092 667	39,3%	8,3%
dont Etrangers	*172 837*	*189 925*	*133 639*	*9,9%*	*-29,6%*
Personnes morales	313 182	368 589	387 881	17,7%	5,2%
dont Etrangers	*15 514*	*5 701*	*7 468*	*-63,3%*	*31,0%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,35%	8,40%	8,26%	-0,95	-0,14
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**115**	**116**	**112**	**1**	**-4**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.1 : BENIN

II.1.1. – Liste des établissements de crédit

II.1.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

BENIN **ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009** **Annexe II.1.1**

IMMATRI-CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (12)			**90 403**	**2 495**	**81 961**	**5 947**	**1 453 932**	**142**	**491 148**	**383**	**1 476**	**1 859**
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	9 000	0	9 000	0	**491 095**	28	155 150	45	320	365
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	5 000	0	1 053	3 947	**303 769**	29	151 906	127	117	244
B 0104 C	- Société Générale de Banques au Bénin	SGBBE	27/05/02	12 000	0	12 000	0	**128 089**	16	18 611	40	166	206
B 0099 X	- Diamond Bank-Bénin	DIAMOND BANK-BENIN	24/01/01	13 000	0	13 000	0	**179 888**	15	36 812	24	160	184
B 0058 C	- Financial Bank	FINANCIAL BANK	05/12/1988	8 936	875	8 061	0	**59 846**	7	10 957	22	103	125
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	BIBE	05/02/1990	9 000	520	8 480	0	**51 814**	11	21 392	35	145	180
B 0067 M	- Continental Bank-Bénin	LA CONTINENTALE	30/12/1992	10 997	0	10 997	0	**82 041**	14	50 345	21	181	202
B 0115 P	- Banque Atlantique - Bénin	BA-BENIN	13/01/05	6 500	0	6 500	0	**82 413**	11	16 544	12	99	111
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/03	9 220	0	9 220	0	**35 129**	5	5 451	16	90	106
B 0119 T	- Banque Régionale de Solidarité du Bénin	BRS-BENIN	18/05/05	2 000	0	0	2 000	**11 227**	4	15 683	22	69	91
B 0127 C	- African Investment Bank	AIB SA	15/07/05	2 500	875	1 625	0	**9 320**	1	695	18	8	26
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/04	2 250	225	2 025	0	**19 301**	1	7 602	1	18	19
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (1)			**700**	**0**	**700**	**0**	**11 684**	**1**	**0**	**3**	**8**	**11**
B 0105 D	- Equipbail-Bénin	EQUIPBAIL-BENIN	14/05/03	700	0	700	0	**11 684**	1	0	3	8	11
	TOTAL ETABLISSEMENTS (13)			**91 103**	**2 495**	**82 661**	**5 947**	**1 465 616**	**143**	**491 148**	**386**	**1 484**	**1 870**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**304 774**	**311 846**	**349 286**	**2,3%**	**12,0%**
- Caisse	39 154	33 256	37 606	-15,1%	13,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	143 423	169 439	181 580	18,1%	7,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	45 241	48 473	56 625	7,1%	16,8%
- Comptes de prêts	69 706	58 355	71 637	-16,3%	22,8%
- Valeurs non imputées	4	0	0	-100,0%	-
- Créances rattachées	782	915	550	17,0%	-39,9%
- Créances en souffrance	6 464	1 408	1 288	-78,2%	-8,5%
(provisions)	*0*	*0*	*0*	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**563 537**	**668 083**	**776 205**	**18,6%**	**16,2%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	24 780	25 272	14 917	2,0%	-41,0%
. Crédits de campagne	*3 257*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
. Crédits ordinaires	*21 523*	*25 272*	*14 917*	*17,4%*	*-41,0%*
- Autres crédits à court terme	166 601	203 135	234 969	21,9%	15,7%
. Crédits de campagne	*20 552*	*16 797*	*10 483*	*-18,3%*	*-37,6%*
. Crédits ordinaires	*146 049*	*186 338*	*224 486*	*27,6%*	*20,5%*
- Comptes ordinaires débiteurs	109 440	130 720	135 812	19,4%	3,9%
- Crédits à moyen terme	186 941	220 172	295 311	17,8%	34,1%
- Crédits à long terme	17 887	18 511	24 568	3,5%	32,7%
- Affacturage	45	0	10	-100,0%	-
- Valeurs non imputées	1 472	301	1 133	-79,6%	276,4%
- Créances rattachées	4 871	6 434	9 230	32,1%	43,5%
- Créances en souffrance	51 500	63 538	60 255	23,4%	-5,2%
. Impayées ou immobilisées	*19 363*	*25 136*	*30 510*	*29,8%*	*21,4%*
(provisions)	*31*	*156*	*46*	*403,2%*	*-70,5%*
. Douteuses ou litigieuses	*32 129*	*38 356*	*25 885*	*19,4%*	*-32,5%*
(provisions)	*54 817*	*77 509*	*80 602*	*41,4%*	*4,0%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*8*	*46*	*3 860*	*475,0%*	*8291,3%*
(provisions)	*151*	*145*	*172*	*-4,0%*	*18,6%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**128 700**	**236 838**	**271 572**	**84,0%**	**14,7%**
- Titres de placement	99 377	189 584	221 082	90,8%	16,6%
- Comptes de stocks	14	43	129	207,1%	200,0%
- Débiteurs divers	7 378	11 491	15 543	55,7%	35,3%
- Créances rattachées	2 536	3 268	2 822	28,9%	-13,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	8 479	16 281	3 154	92,0%	-80,6%
- Valeurs à rejeter	1	42	4 558	4100,0%	10752,4%
- Comptes d'ordre & divers	10 915	16 129	24 284	47,8%	50,6%
VALEURS IMMOBILISEES	**51 990**	**63 836**	**68 553**	**22,8%**	**7,4%**
- Immobilisations financières	14 889	21 409	18 828	43,8%	-12,1%
- Dépôts & cautionnements	1 863	1 394	1 484	-25,2%	6,5%
- Immobilisations en cours	6 356	8 158	9 694	28,4%	18,8%
dont Immobilisations incorporelles	*843*	*638*	*749*	*-24,3%*	*17,4%*
- Immobilisations d'exploitation	24 922	27 771	33 128	11,4%	19,3%
dont Immobilisations incorporelles	*2 992*	*2 863*	*2 016*	*-4,3%*	*-29,6%*
- Immobilisations hors-exploitation	337	738	555	119,0%	-24,8%
dont Immobilisations incorporelles	*3*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	3 215	3 686	4 151	14,7%	12,6%
- Créances rattachées	266	427	208	60,5%	-51,3%
- Créances en souffrance	142	253	505	78,2%	99,6%
(provisions)	*149*	*143*	*170*	*-4,0%*	*18,9%*
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**500**	**75**	**0**	**-85,0%**	**-100,0%**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	500	75	0	-85,0%	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	**1 049 501**	**1 280 678**	**1 465 616**	**22,0%**	**14,4%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**128 446**	**218 485**	**254 188**	**70,1%**	**16,3%**
- Comptes ordinaires créditeurs	42 829	48 596	66 408	13,5%	36,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	48 117	72 501	23 340	50,7%	-67,8%
- Comptes d'emprunts	36 366	96 336	163 233	164,9%	69,4%
- Autres sommes dues	333	62	157	-81,4%	153,2%
- Dettes rattachées	801	990	1 050	23,6%	6,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**804 814**	**940 536**	**1 044 865**	**16,9%**	**11,1%**
- Comptes ordinaires créditeurs	379 990	457 079	463 801	20,3%	1,5%
- Dépôts à terme reçus	270 797	295 108	368 058	9,0%	24,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	90 624	115 716	130 978	27,7%	13,2%
- Dépôts de garantie reçus	32 134	38 812	44 020	20,8%	13,4%
- Autres dépôts	2 776	2 646	5 230	-4,7%	97,7%
- Bons de caisse	35	35	35	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	383	236	104	-38,4%	-55,9%
- Autres sommes dues	23 827	24 815	24 152	4,1%	-2,7%
- Dettes rattachées	4 248	6 089	8 487	43,3%	39,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**28 825**	**38 202**	**54 384**	**32,5%**	**42,4%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	807	3	6 000	-99,6%	199900,0%
- Créditeurs divers	11 901	14 217	18 195	19,5%	28,0%
- Dettes rattachées	9	0	195	-100,0%	-
- Comptes d'ordre & divers	16 108	23 982	29 994	48,9%	25,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**672**	**790**	**418**	**17,6%**	**-47,1%**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	672	790	418	17,6%	-47,1%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**86 744**	**82 665**	**111 761**	**-4,7%**	**35,2%**
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	1 020	1 004	1 004	-1,6%	-
- Provisions pour risques & charges	5 213	5 854	7 454	12,3%	27,3%
- Provisions réglementées	69	71	0	2,9%	-100,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	2 500	0	-	-100,0%
- Titres et emprunts subordonnés	3 000	2 000	4 300	-33,3%	115,0%
- Dettes rattachées	322	400	522	24,2%	30,5%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 645	8 139	11 125	44,2%	36,7%
- Primes liées au capital	7 016	8 679	8 679	23,7%	-
- Réserves	21 670	23 231	25 623	7,2%	10,3%
- Ecarts de réévaluation	227	227	227	-	-
- Capital	61 102	64 050	91 103	4,8%	42,2%
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-19 445	-23 912	-44 541	23,0%	86,3%
- Résultat de l'exercice	905	-9 578	6 265	-1158,3%	-165,4%
TOTAL DU PASSIF	**1 049 501**	**1 280 678**	**1 465 616**	**22,0%**	**14,4%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	54 946	106 956	108 709	94,7%	1,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	198 178	238 404	190 872	20,3%	-19,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	2 611	7 450	0	185,3%	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 384	1 687	1 893	21,9%	12,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**744 995**	**969 629**	**1 116 751**	**30,2%**	**15,2%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**570 502**	**681 869**	**774 785**	**19,5%**	**13,6%**
a) Crédits à court terme	310 817	375 709	389 995	20,9%	3,8%
dont Crédits de campagne	*23 809*	*16 797*	*10 483*	-29,5%	-37,6%
b) Crédits à moyen terme	186 941	220 172	295 311	17,8%	34,1%
c) Crédits à long terme	17 887	18 511	24 568	3,5%	32,7%
d) Opérations de crédit-bail	3 215	3 686	4 151	14,7%	12,6%
e) Crédits en souffrance	51 642	63 791	60 760	23,5%	-4,8%
impayés ou immobilisés	19 502	25 389	31 015	30,2%	22,2%
provisions	*31*	*156*	*63*	403,2%	-59,6%
douteux ou litigieux	32 140	38 402	29 745	19,5%	-22,5%
provisions	*55 117*	*77 797*	*80 927*	*41,1%*	*4,0%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**174 493**	**287 760**	**341 966**	**64,9%**	**18,8%**
a) Titres de placement	99 377	189 584	221 082	90,8%	16,6%
b) Immobilisations financières	14 889	21 409	18 828	43,8%	-12,1%
c) Autres immobilisations	33 478	38 061	44 861	13,7%	17,9%
d) Divers	26 749	38 706	57 195	44,7%	47,8%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**921 356**	**1 063 108**	**1 212 478**	**15,4%**	**14,1%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**801 373**	**934 450**	**1 042 378**	**16,6%**	**11,5%**
a) A vue	403 817	481 894	487 953	19,3%	1,3%
b) A terme	397 556	452 556	554 425	13,8%	22,5%
dépôts à terme et bons de caisse	270 832	295 143	368 093	9,0%	24,7%
comptes d'épargne à régime spécial	90 624	115 716	130 978	27,7%	13,2%
autres	36 100	41 697	55 354	15,5%	32,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**75 258**	**65 862**	**92 859**	**-12,5%**	**41,0%**
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau …	70 942	60 060	87 328	-15,3%	45,4%
dont 15% du résultat (si positif)	*962*	*1 849*	*1 929*	92,2%	4,3%
b) Autres	4 316	5 802	5 531	34,4%	-4,7%
3. AUTRES RESSOURCES	**44 725**	**62 796**	**77 241**	**40,4%**	**23,0%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**176 361**	**93 479**	**95 727**	**-47,0%**	**2,4%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-176 361**	**-93 479**	**-95 727**	**-47,0%**	**2,4%**
1. DISPONIBILITES	**-39 168**	**-33 299**	**-37 735**	**-15,0%**	**13,3%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-137 193**	**-60 180**	**-57 992**	**-56,1%**	**-3,6%**
emplois	-264 838	-277 675	-311 130	4,8%	12,0%
dont hors UMOA	*-71 772*	*-48 320*	*-76 848*	*-32,7%*	*59,0%*
dont emplois en souffrance	*-6 464*	*-1 408*	*-1 288*	*-78,2%*	*-8,5%*
ressources	127 645	217 495	253 138	70,4%	16,4%
dont hors UMOA	*27 010*	*18 604*	*33 919*	*-31,1%*	*82,3%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
1. PRODUITS BANCAIRES	**86 991**	**122 677**	**152 396**	**41,0%**	**24,2%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 906	8 047	5 602	64,0%	-30,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	62 759	76 997	89 429	22,7%	16,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	4 936	9 293	12 997	88,3%	39,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1 732	1 867	2 181	7,8%	16,8%
+Produits sur opérations de change	8 692	21 310	36 231	145,2%	70,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 706	4 991	4 933	34,7%	-1,2%
+Produits sur prestations de services financiers	475	344	802	-27,6%	133,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	107	129	308	20,6%	138,8%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*254*	*0*	*17*	-100,0%	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	*68*	*301*	*70*	342,6%	-76,7%
2. CHARGES BANCAIRES	**29 339**	**49 244**	**68 901**	**67,8%**	**39,9%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 922	8 928	9 468	81,4%	6,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	17 235	22 034	25 796	27,8%	17,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	230	1 019	572	343,0%	-43,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 436	1 624	1 896	13,1%	16,7%
-Charges sur opérations de change	5 120	14 965	30 666	192,3%	104,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	4	0	15	-100,0%	-
-Charges sur prestations de services financiers	359	665	488	85,2%	-26,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	33	9	0	-72,7%	-100,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**57 652**	**73 433**	**83 495**	**27,4%**	**13,7%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**1 726**	**2 755**	**2 390**	**59,6%**	**-13,2%**
+Produits sur immobilisations financières	637	1 458	1 087	128,9%	-25,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 102	1 297	1 303	17,7%	0,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	13	0	0	-100,0%	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**59 378**	**76 188**	**85 885**	**28,3%**	**12,7%**
6. FRAIS GENERAUX	**38 282**	**45 178**	**48 938**	**18,0%**	**8,3%**
-Frais de personnel	15 937	19 814	19 516	24,3%	-1,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 858	1 634	1 338	-42,8%	-18,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	19 487	23 730	28 084	21,8%	18,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**4 664**	**5 630**	**6 423**	**20,7%**	**14,1%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 804	5 648	6 435	17,6%	13,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	140	18	12	-87,1%	-33,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**16 432**	**25 380**	**30 524**	**54,5%**	**20,3%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**10 078**	**25 963**	**17 411**	**157,6%**	**-32,9%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	15 971	32 934	28 570	106,2%	-13,3%
+Reprises de provisions	5 893	6 971	11 159	18,3%	60,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**322**	**301**	**87**	**-6,5%**	**-71,1%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**6 676**	**-282**	**13 200**	**-104,2%**	**-4780,9%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-930**	**-3 667**	**-3 642**	**294,3%**	**-0,7%**
+Subventions d'exploitation	78	45	0	-42,3%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	0	0	17	-	-
+Produits exceptionnels	490	486	509	-0,8%	4,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	400	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	114	163	114	43,0%	-30,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	527	2 809	3 266	433,0%	16,3%
-Charges exceptionnelles	857	1 226	1 188	43,1%	-3,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-1 354**	**-540**	**675**	**-60,1%**	**-225,0%**
+Profits sur exercices antérieurs	1 010	1 931	2 264	91,2%	17,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 364	2 471	1 589	4,5%	-35,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**3 548**	**5 089**	**3 968**	**43,4%**	**-22,0%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**844**	**-9 578**	**6 265**	**-1234,8%**	**-165,4%**
+Bénéfices	**7 496**	**13 564**	**14 799**	**80,9%**	**9,1%**
-Pertes	**-6 652**	**-23 142**	**-8 534**	**247,9%**	**-63,1%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	17,1%	18,7%	16,6%	1,6	-2,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	9,1%	9,4%	7,8%	0,3	-1,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	51,6%	55,0%	57,1%	3,4	2,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	5,4%	5,3%	4,8%	-0,1	-0,5
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,6%	2,7%	2,6%	0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	2,9%	3,1%	3,0%	0,2	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	3,5%	4,6%	5,4%	1,1	0,8
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,4%	2,8%	1,9%	0,4	-0,9
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	12,3%	13,3%	12,7%	1,0	-0,6
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	9,5%	9,8%	9,5%	0,3	-0,3
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	6,6%	6,7%	6,5%	0,1	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	74,7%	69,2%	66,3%	-5,5	-2,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	60,2%	101,1%	56,9%	40,9	-44,2
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	1,5%	-13,0%	7,5%	-14,5	20,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	1,0%	-12,5%	6,0%	-13,5	18,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,2	25,9	26,2	7,0%	1,2%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,4	14,5	16,3	39,4%	12,4%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	53,9%	50,7%	52,5%	-3,2	1,8

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

BENIN

(13 Etablissements)

Annexe II.1.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2009-2008
MONTANT DU CAPITAL	**61 102**	**64 050**	**91 103**	**4,8%**	**42,2%**
REPARTITION DU CAPITAL	**61 102**	**64 050**	**91 103**	**4,8%**	**42,2%**
Nationaux	16 012	25 982	85 156	62,3%	227,7%
Etat	*2 970*	*3 710*	*2 495*	*24,9%*	*-32,7%*
Privés	*13 042*	*22 272*	*82 661*	*70,8%*	*271,1%*
Non-nationaux	45 090	38 068	5 947	-15,6%	-84,4%
dont UMOA	*6 641*	*6 064*	*18 226*	-8,7%	200,6%
TOTAL DU BILAN	**1 049 501**	**1 280 678**	**1 465 616**	**22,0%**	**14,4%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**89**	**120**	**143**	**34,8%**	**19,2%**
Périodiques	0	16	0	-	-100,0%
Permanents	89	104	143	16,9%	37,5%
EFFECTIFS	**1 584**	**1 745**	**1 870**	**10,2%**	**7,2%**
Employés	1 270	1 385	1 484	9,1%	7,1%
dont Etrangers	*18*	*17*	*28*	*-5,6%*	*64,7%*
Cadres	314	360	386	14,6%	7,2%
dont Etrangers	*20*	*22*	*27*	*10,0%*	*22,7%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**247 403**	**375 728**	**491 148**	**51,9%**	**30,7%**
Personnes physiques	220 184	341 486	437 038	55,1%	28,0%
dont Etrangers	*5 744*	*24 001*	*8 690*	*317,8%*	*-63,8%*
Personnes morales	27 219	34 242	54 110	25,8%	58,0%
dont Etrangers	*398*	*632*	*621*	*58,8%*	*-1,7%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,12%	8,12%	7,41%	-1,00	-0,71
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**13**	**13**	**13**	**0**	**0**
A - Par type					
Banques	12	12	12	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	10	0	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	3	4	4	1	0
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	4	4	4	0	0
Petits (Actifs < 50 milliards)	6	5	5	-1	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2 : BURKINA

II.2.1. – Liste des établissements de crédit

II.2.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

BURKINA **ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009** **Annexe II.2.1**

IMMATRI-CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (11)			**86 232**	**13 628**	**28 671**	**43 933**	**1 282 847**	**149**	**553 642**	**1 151**	**1 100**	**2 251**
C 0022 H	- Banque Internationale du Burkina	BIB	16/12/1974	12 000	1 200	1 506	9 294	**183 562**	27	110 446	235	209	444
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	5 000	1 250	1 200	2 550	**141 408**	14	57 668	44	233	277
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	7 495	250	875	6 370	**266 662**	41	246 138	400	146	546
C 0074 P	- Société Générale de Banques au Burkina	SGBB	12/12/74	6 400	960	1 406	4 034	**145 996**	8	29 046	176	28	204
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina	BOA-BURKINA	30/10/1997	5 000	0	1 630	3 370	**176 379**	14	70 570	8	153	161
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	26 125	6 531	6 531	13 063	**99 250**	11	0	144	55	199
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BA-BURKINA	06/10/05	5 000	916	1 280	2 804	**63 706**	12	17 844	36	76	112
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSIC-BURKINA	06/08/03	10 212	1 021	9 191	0	**31 251**	5	6 593	17	83	100
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/07	5 000	698	4 294	8	**144 744**	11	10 533	37	64	101
C 0120 P	- Banque Régionale de Solidarité du Burkina	BRS-BURKINA	01/08/05	2 000	0	0	2 000	**13 899**	3	583	40	21	61
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/05	2 000	802	758	440	**15 990**	3	4 221	14	32	46
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (5)			**4 000**	**793**	**2 658**	**549**	**19 468**	**34**	**5 623**	**26**	**93**	**119**
C 0085 B	- Burkinabail	BURKINABAIL	30/10/1997	1 000	0	480	520	**6 016**	2	0	2	11	13
C 0049 M	- Société Burkinabè d'Equipement	SBE	22/08/1984	1 025	0	1 025	0	**4 181**	24	5 623	5	48	53
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	1 500	743	728	29	**3 337**	6	0	10	30	40
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	2007	0	0	0	0	**4 194**	1	0	2	4	6
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/07	475	50	425	0	**1 740**	1	0	7	0	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (16)			**90 232**	**14 421**	**31 329**	**44 482**	**1 302 315**	**183**	**559 265**	**1 177**	**1 193**	**2 370**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**212 220**	**229 519**	**275 298**	**8,2%**	**19,9%**
- Caisse	28 805	27 509	31 476	-4,5%	14,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	101 159	117 587	144 677	16,2%	23,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	49 985	31 406	26 881	-37,2%	-14,4%
- Comptes de prêts	30 935	51 686	69 401	67,1%	34,3%
- Valeurs non imputées	11	132	28	1100,0%	-78,8%
- Créances rattachées	324	357	516	10,2%	44,5%
- Créances en souffrance	1 001	842	2 319	-15,9%	175,4%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**572 947**	**679 162**	**709 586**	**18,5%**	**4,5%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	32 447	31 847	28 990	-1,8%	-9,0%
. Crédits de campagne	*0*	*52*	*0*	-	*-100,0%*
. Crédits ordinaires	*32 447*	*31 795*	*28 990*	*-2,0%*	*-8,8%*
- Autres crédits à court terme	134 185	190 833	215 717	42,2%	13,0%
. Crédits de campagne	*26 373*	*19 638*	*29 520*	*-25,5%*	*50,3%*
. Crédits ordinaires	*107 812*	*171 195*	*186 197*	*58,8%*	*8,8%*
- Comptes ordinaires débiteurs	146 732	167 360	154 842	14,1%	-7,5%
- Crédits à moyen terme	195 964	221 363	238 972	13,0%	8,0%
- Crédits à long terme	12 157	14 693	14 859	20,9%	1,1%
- Affacturage	764	433	38	-43,3%	-91,2%
- Valeurs non imputées	1 457	2 105	1 923	44,5%	-8,6%
- Créances rattachées	4 931	5 488	5 975	11,3%	8,9%
- Créances en souffrance	44 310	45 040	48 270	1,6%	7,2%
. Impayées ou immobilisées	*10 374*	*14 433*	*22 656*	*39,1%*	*57,0%*
(provisions)	*190*	*701*	*642*	*268,9%*	*-8,4%*
. Douteuses ou litigieuses	*31 993*	*28 649*	*25 614*	*-10,5%*	*-10,6%*
(provisions)	*80 970*	*103 865*	*98 953*	*28,3%*	*-4,7%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*1 943*	*1 958*	*0*	*0,8%*	*-100,0%*
(provisions)	*328*	*250*	*220*	*-23,8%*	*-12,0%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**91 582**	**115 187**	**194 319**	**25,8%**	**68,7%**
- Titres de placement	65 361	84 036	155 356	28,6%	84,9%
- Comptes de stocks	414	554	682	33,8%	23,1%
- Débiteurs divers	5 830	3 797	3 609	-34,9%	-5,0%
- Créances rattachées	1 304	2 013	2 920	54,4%	45,1%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	6 483	8 885	7 600	37,1%	-14,5%
- Valeurs à rejeter	320	665	801	107,8%	20,5%
- Comptes d'ordre & divers	11 870	15 237	23 351	28,4%	53,3%
VALEURS IMMOBILISEES	**79 334**	**95 901**	**105 112**	**20,9%**	**9,6%**
- Immobilisations financières	32 852	43 864	51 532	33,5%	17,5%
- Dépôts & cautionnements	372	475	899	27,7%	89,3%
- Immobilisations en cours	1 704	2 327	4 517	36,6%	94,1%
dont Immobilisations incorporelles	*97*	*196*	*251*	*102,1%*	*28,1%*
- Immobilisations d'exploitation	36 741	40 289	38 860	9,7%	-3,5%
dont Immobilisations incorporelles	*3 153*	*2 731*	*1 865*	*-13,4%*	*-31,7%*
- Immobilisations hors-exploitation	3 687	4 501	5 103	22,1%	13,4%
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*0*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	2 316	2 606	2 720	12,5%	4,4%
- Créances rattachées	1 486	1 473	1 170	-0,9%	-20,6%
- Créances en souffrance	176	366	311	108,0%	-15,0%
(provisions)	*139*	*220*	*327*	*58,3%*	*48,6%*
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**500**	**18 000**	**-**	**3500,0%**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	11 500	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	500	6 500	-	1200,0%
TOTAL DE L'ACTIF	**956 083**	**1 120 269**	**1 302 315**	**17,2%**	**16,3%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**91 073**	**149 654**	**147 902**	**64,3%**	**-1,2%**
- Comptes ordinaires créditeurs	33 789	38 511	24 449	14,0%	-36,5%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	6 266	3 217	3 003	-48,7%	-6,7%
- Comptes d'emprunts	50 430	101 826	119 127	101,9%	17,0%
- Autres sommes dues	40	5 295	373	13137,5%	-93,0%
- Dettes rattachées	548	805	950	46,9%	18,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**730 306**	**833 835**	**960 257**	**14,2%**	**15,2%**
- Comptes ordinaires créditeurs	320 321	364 297	418 328	13,7%	14,8%
- Dépôts à terme reçus	233 903	278 072	329 926	18,9%	18,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	128 972	144 749	169 369	12,2%	17,0%
- Dépôts de garantie reçus	25 276	26 424	22 646	4,5%	-14,3%
- Autres dépôts	191	632	1 155	230,9%	82,8%
- Bons de caisse	103	0	0	-100,0%	-
- Comptes d'affacturage	479	0	0	-100,0%	-
- Emprunts à la clientèle	6 886	3 561	3 050	-48,3%	-14,3%
- Autres sommes dues	8 496	9 978	9 737	17,4%	-2,4%
- Dettes rattachées	5 679	6 122	6 046	7,8%	-1,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**32 657**	**30 807**	**45 030**	**-5,7%**	**46,2%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	1 600	1 200	3 800	-25,0%	216,7%
- Créditeurs divers	11 707	10 097	13 179	-13,8%	30,5%
- Dettes rattachées	3	2	106	-33,3%	5200,0%
- Comptes d'ordre & divers	19 347	19 508	27 945	0,8%	43,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**28**	**14**	**8**	**-50,0%**	**-42,9%**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	28	14	8	-50,0%	-42,9%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**102 019**	**105 959**	**149 118**	**3,9%**	**40,7%**
- Subventions d'investissement	79	45	99	-43,0%	120,0%
- Fonds affectés	7 135	9 361	6 949	31,2%	-25,8%
- Provisions pour risques & charges	6 016	6 221	5 785	3,4%	-7,0%
- Provisions réglementées	0	38	0	-	-100,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 329	2 329	2 329	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	8 668	8 465	10 699	-2,3%	26,4%
- Dettes rattachées	95	190	763	100,0%	301,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 078	4 429	4 184	8,6%	-5,5%
- Primes liées au capital	100	3 627	10 145	3527,0%	179,7%
- Réserves	29 103	29 459	29 844	1,2%	1,3%
- Ecarts de réévaluation	6 315	7 102	2 743	12,5%	-61,4%
- Capital	43 625	59 925	90 232	37,4%	50,6%
- Dotations	0	799	1 000	-	25,2%
- Report à nouveau	-6 988	-13 769	-31 480	97,0%	128,6%
- Résultat de l'exercice	1 464	-12 262	15 826	-937,6%	-229,1%
TOTAL DU PASSIF	**956 083**	**1 120 269**	**1 302 315**	**17,2%**	**16,3%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	50 624	53 220	35 814	5,1%	-32,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	180 403	233 913	272 543	29,7%	16,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	1 838	1 938	1 174	5,4%	-39,4%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 243	2 003	834	-10,7%	-58,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**744 181**	**890 600**	**1 009 521**	**19,7%**	**13,4%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**576 991**	**685 531**	**714 242**	**18,8%**	**4,2%**
a) Crédits à court terme	322 068	401 463	409 110	24,7%	1,9%
dont Crédits de campagne	*26 373*	*19 690*	*29 520*	-25,3%	49,9%
b) Crédits à moyen terme	195 964	221 363	238 972	13,0%	8,0%
c) Crédits à long terme	12 157	14 693	14 859	20,9%	1,1%
d) Opérations de crédit-bail	2 316	2 606	2 720	12,5%	4,4%
e) Crédits en souffrance	44 486	45 406	48 581	2,1%	7,0%
impayés ou immobilisés	10 387	14 701	22 871	41,5%	55,6%
provisions	*223*	*810*	*854*	263,2%	5,4%
douteux ou litigieux	34 099	30 705	25 710	-10,0%	-16,3%
provisions	*81 404*	*104 226*	*99 288*	*28,0%*	*-4,7%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**167 190**	**205 069**	**295 279**	**22,7%**	**44,0%**
a) Titres de placement	65 361	84 036	155 356	28,6%	84,9%
b) Immobilisations financières	32 852	43 864	51 532	33,5%	17,5%
c) Autres immobilisations	42 504	47 592	49 379	12,0%	3,8%
d) Divers	26 473	29 577	39 012	11,7%	31,9%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**865 558**	**970 920**	**1 137 363**	**12,2%**	**17,1%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**726 227**	**828 913**	**958 011**	**14,1%**	**15,6%**
a) A vue	329 296	374 275	428 065	13,7%	14,4%
b) A terme	396 931	454 638	529 946	14,5%	16,6%
dépôts à terme et bons de caisse	234 006	278 072	329 926	18,8%	18,6%
comptes d'épargne à régime spécial	128 972	144 749	169 369	12,2%	17,0%
autres	33 953	31 817	30 651	-6,3%	-3,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**88 853**	**89 487**	**112 253**	**0,7%**	**25,4%**
a) Capital, dotations & réserves	64 327	62 147	89 434	-3,4%	43,9%
dont 15% du résultat (si positif)	*1 235*	*1 689*	*2 173*	36,8%	28,7%
b) Autres	24 526	27 340	22 819	11,5%	-16,5%
3. AUTRES RESSOURCES	**50 478**	**52 520**	**67 099**	**4,0%**	**27,8%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**121 377**	**80 320**	**127 842**	**-33,8%**	**59,2%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-121 377**	**-80 320**	**-127 842**	**-33,8%**	**59,2%**
1. DISPONIBILITES	**-28 811**	**-27 516**	**-31 488**	**-4,5%**	**14,4%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-92 566**	**-52 804**	**-96 354**	**-43,0%**	**82,5%**
emplois	-183 091	-201 653	-243 306	10,1%	20,7%
dont hors UMOA	*-57 017*	*-39 389*	*-41 798*	*-30,9%*	*6,1%*
dont emplois en souffrance	*-1 001*	*-842*	*-2 275*	*-15,9%*	*170,2%*
ressources	90 525	148 849	146 952	64,4%	-1,3%
dont hors UMOA	*25 625*	*40 967*	*20 433*	*59,9%*	*-50,1%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**95 943**	**114 809**	**125 923**	**19,7%**	**9,7%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 685	4 580	3 421	24,3%	-25,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	72 809	82 039	88 567	12,7%	8,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	2 794	4 437	7 091	58,8%	59,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1 548	1 815	1 744	17,2%	-3,9%
+Produits sur opérations de change	9 028	15 238	17 136	68,8%	12,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 405	4 713	5 543	7,0%	17,6%
+Produits sur prestations de services financiers	1 498	1 765	2 037	17,8%	15,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	329	367	501	11,6%	36,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	*153*	*145*	*117*	-5,2%	-19,3%
2. CHARGES BANCAIRES	**26 652**	**36 275**	**40 589**	**36,1%**	**11,9%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 632	5 837	5 950	26,0%	1,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	18 316	21 526	23 228	17,5%	7,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	164	93	192	-43,3%	106,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 184	1 391	1 358	17,5%	-2,4%
-Charges sur opérations de change	1 602	6 463	8 690	303,4%	34,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	38	54	9	42,1%	-83,3%
-Charges sur prestations de services financiers	591	773	875	30,8%	13,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	125	138	287	10,4%	108,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**69 291**	**78 534**	**85 334**	**13,3%**	**8,7%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**5 742**	**3 499**	**4 923**	**-39,1%**	**40,7%**
+Produits sur immobilisations financières	2 192	1 936	3 168	-11,7%	63,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	3 991	1 797	2 199	-55,0%	22,4%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	441	234	444	-46,9%	89,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**75 033**	**82 033**	**90 257**	**9,3%**	**10,0%**
6. FRAIS GENERAUX	**42 409**	**49 672**	**54 799**	**17,1%**	**10,3%**
-Frais de personnel	20 085	24 572	26 166	22,3%	6,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 374	1 402	1 751	2,0%	24,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	20 950	23 698	26 882	13,1%	13,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**6 761**	**7 544**	**8 193**	**11,6%**	**8,6%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	6 852	7 585	8 206	10,7%	8,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	91	41	13	-54,9%	-68,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**25 863**	**24 817**	**27 265**	**-4,0%**	**9,9%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**16 901**	**30 634**	**5 378**	**81,3%**	**-82,4%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	29 877	55 061	19 447	84,3%	-64,7%
+Reprises de provisions	12 976	24 427	14 069	88,2%	-42,4%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**153**	**145**	**117**	**-5,2%**	**-19,3%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**9 115**	**-5 672**	**22 004**	**-162,2%**	**-487,9%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-3 247**	**-2 630**	**-935**	**-19,0%**	**-64,4%**
+Subventions d'exploitation	0	0	34	-	-
+Récupérations sur créances amorties	128	101	55	-21,1%	-45,5%
+Produits exceptionnels	643	728	338	13,2%	-53,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	750	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	530	581	509	9,6%	-12,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	2 200	350	540	-84,1%	54,3%
-Charges exceptionnelles	1 288	2 528	1 063	96,3%	-58,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-518**	**-366**	**-468**	**-29,3%**	**27,9%**
+Profits sur exercices antérieurs	1 203	864	857	-28,2%	-0,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 721	1 230	1 325	-28,5%	7,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**3 886**	**3 594**	**4 775**	**-7,5%**	**32,9%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**1 464**	**-12 262**	**15 826**	**-937,6%**	**-229,1%**
+Bénéfices	**8 261**	**10 232**	**18 280**	**23,9%**	**78,7%**
-Pertes	**-6 797**	**-22 494**	**-2 454**	**230,9%**	**-89,1%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	19,1%	19,0%	18,3%	-0,1	-0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	7,7%	6,6%	6,8%	-1,1	0,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	64,7%	69,8%	67,3%	5,1	-2,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	5,4%	5,4%	4,7%	0,0	-0,7
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,7%	2,8%	2,7%	0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	3,0%	3,1%	2,9%	0,1	-0,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	3,2%	3,8%	3,7%	0,6	-0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,2%	2,5%	1,8%	0,3	-0,7
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	13,1%	12,9%	12,6%	-0,2	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	10,5%	10,6%	10,2%	0,1	-0,4
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	7,5%	7,5%	7,3%	0,0	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	71,1%	72,9%	73,8%	1,8	0,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	65,0%	122,7%	19,6%	57,7	-103,1
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	2,1%	-15,6%	18,5%	-17,7	34,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	1,5%	-12,4%	12,7%	-13,9	25,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	21,5	23,0	23,1	7,0%	0,4%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,1	11,5	11,5	-12,2%	0,0%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	66,8%	69,6%	64,1%	2,8	-5,5

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

BURKINA

(16 Etablissements)

Annexe II.2.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**43 625**	**59 925**	**90 232**	**37,4%**	**50,6%**
REPARTITION DU CAPITAL	**43 625**	**59 925**	**90 232**	**37,4%**	**50,6%**
Nationaux	19 987	57 084	45 750	185,6%	-19,9%
Etat	*7 865*	*9 908*	*14 421*	*26,0%*	*45,5%*
Privés	*12 122*	*47 176*	*31 329*	*289,2%*	*-33,6%*
Non-nationaux	23 638	2 841	44 482	-88,0%	1465,7%
dont UMOA	*8 095*	*7 455*	*14 660*	-7,9%	96,6%
TOTAL DU BILAN	**956 083**	**1 120 269**	**1 302 315**	**17,2%**	**16,3%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**153**	**166**	**183**	**8,5%**	**10,2%**
Périodiques	30	30	19	-	-36,7%
Permanents	123	136	164	10,6%	20,6%
EFFECTIFS	**1 974**	**2 164**	**2 370**	**9,6%**	**9,5%**
Employés	1 058	1 159	1 193	9,5%	2,9%
dont Etrangers	*4*	*4*	*2*	-	*-50,0%*
Cadres	916	1 005	1 177	9,7%	17,1%
dont Etrangers	*24*	*22*	*31*	*-8,3%*	*40,9%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**465 608**	**543 237**	**559 265**	**16,7%**	**3,0%**
Personnes physiques	408 028	476 775	494 776	16,8%	3,8%
dont Etrangers	*26 004*	*8 605*	*6 257*	*-66,9%*	*-27,3%*
Personnes morales	57 580	66 462	64 489	15,4%	-3,0%
dont Etrangers	*1 115*	*600*	*179*	*-46,2%*	*-70,2%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	11,28%	9,79%	9,27%	-1,49	-0,52
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**16**	**17**	**16**	**1**	**-1**
A - Par type					
Banques	12	12	11	0	-1
Etablissements Financiers	4	5	5	1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	9	0	0
Banques spécialisées	3	3	2	0	-1
Etablissements Financiers	4	5	5	1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	5	5	6	0	1
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	2	3	2	1	-1
Petits (Actifs < 50 milliards)	9	9	8	0	-1

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.3 : COTE D'IVOIRE

II.3.1. – Liste des établissements de crédit

II.3.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

COTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009

Annexe II.3.1

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (20)			**185 937**	**53 639**	**123 458**	**8 840**	**3 088 050**	**306**	**918 741**	**1 983**	**2 712**	**4 695**
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	09/1966	15 556	0	15 556	0	**659 880**	44	271 928	368	527	895
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	09/1966	16 667	0	16 667	0	**323 923**	27	91 320	224	291	515
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK-CI	16/03/89	13 856	0	13 856	0	**341 775**	33	136 786	183	244	427
A 0042 Q	- Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale	BIAO-CI	30/12/80	20 000	6 090	13 910	0	**324 009**	34	0	180	316	496
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/99	20 500	20 500	0	0	**246 058**	23	7 701	183	194	377
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/78	12 337	0	12 337	0	**316 442**	73	134 835	175	378	553
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CI	14/12/95	4 800	0	4 800	0	**183 995**	14	25 172	65	128	193
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	09/1966	4 000	1 960	2 040	0	**234 963**	16	139 690	159	190	349
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/05	7 490	0	0	7 490	**92 327**	1	342	45	6	51
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	SCB-CI	01/02/00	10 300	0	10 300	0	**73 517**	4	3 029	56	32	88
A 0114 T	- Banque pour le Financement de l'Agriculture	BFA	06/02/04	22 676	21 392	1 284	0	**44 177**	6	19 086	53	76	129
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/93	1 755	697	908	150	**50 566**	7	50 302	32	101	133
A 0080 G	- ACCESS BANK Côte d'Ivoire	ACCESS BANK	26/11/96	10 000	0	10 000	0	**37 906**	5	12 341	96	39	135
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/03	3 000	3 000	0	0	**38 652**	3	2 254	36	40	76
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	08/05/06	6 000	0	4 800	1 200	**59 380**	1	1 488	37	31	68
A 0121 B	- Banque Régionale de Solidarité de la Côte d'Ivoire	BRS-CI	11/02/05	2 000	0	2 000	0	**9 186**	2	6 264	27	26	53
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	21/07/94	3 000	0	3 000	0	**17 422**	3	1 071	13	20	33
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/08	12 000	0	12 000	0	**33 872**	10	15 132	51	73	124
A 0154 M	- Banque Sahelo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC	04/06/09										
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/09										

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

COTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009

Annexe II.3.1

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			**1 699**	**0**	**1 699**	**0**	**44 499**	**2**	**124**	**25**	**27**	**52**
A 0103 G	- Fonds de Garantie des Coopératives Café-Cacao	FGCCC	09/04/02	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0
A 0001 W	- Alios Finance (ex Société Africaine de Crédit Automobile)	ALIOS FINANCE	27/04/56	1 299	0	1 299	0	**43 876**	1	0	20	21	41
A 0142 Z	- Crédit Solidaire	CS	05/07/07	400	0	400	0	**623**	1	124	5	6	11
	TOTAL ETABLISSEMENTS (23)			**187 636**	**53 639**	**125 157**	**8 840**	**3 132 549**	**308**	**918 865**	**2 008**	**2 739**	**4 747**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**434 100**	**488 771**	**569 167**	**12,6%**	**16,4%**
- Caisse	82 235	81 979	111 059	-0,3%	35,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	211 476	265 158	316 325	25,4%	19,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	67 987	75 041	56 097	10,4%	-25,2%
- Comptes de prêts	68 451	65 232	85 110	-4,7%	30,5%
- Valeurs non imputées	0	89	11	-	-87,6%
- Créances rattachées	1 407	1 169	565	-16,9%	-51,7%
- Créances en souffrance	2 544	103	0	-96,0%	-100,0%
(provisions)	2 261	293	0	-87,0%	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**1 571 980**	**1 761 141**	**1 901 892**	**12,0%**	**8,0%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	79 414	93 742	86 265	18,0%	-8,0%
. Crédits de campagne	*363*	*65*	*0*	*-82,1%*	*-100,0%*
. Crédits ordinaires	*79 051*	*93 677*	*86 265*	*18,5%*	*-7,9%*
- Autres crédits à court terme	442 110	484 909	540 039	9,7%	11,4%
. Crédits de campagne	*98 053*	*93 009*	*99 002*	*-5,1%*	*6,4%*
. Crédits ordinaires	*344 057*	*391 900*	*441 037*	*13,9%*	*12,5%*
- Comptes ordinaires débiteurs	606 302	565 215	556 360	-6,8%	-1,6%
- Crédits à moyen terme	349 851	465 886	539 658	33,2%	15,8%
- Crédits à long terme	39 261	60 009	80 494	52,8%	34,1%
- Affacturage	1 132	1 111	730	-1,9%	-34,3%
- Valeurs non imputées	2 799	1 567	2 367	-44,0%	51,1%
- Créances rattachées	6 479	7 262	7 818	12,1%	7,7%
- Créances en souffrance	44 632	81 440	88 161	82,5%	8,3%
. Impayées ou immobilisées	*20 663*	*43 958*	*52 470*	*112,7%*	*19,4%*
(provisions)	*12 390*	*1 333*	*1 457*	*-89,2%*	*9,3%*
. Douteuses ou litigieuses	*23 967*	*37 482*	*35 652*	*56,4%*	*-4,9%*
(provisions)	*289 152*	*367 155*	*224 782*	*27,0%*	*-38,8%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*2*	*0*	*39*	*-100,0%*	-
(provisions)	*2 894*	*4 511*	*14 039*	*55,9%*	*211,2%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**396 566**	**392 410**	**351 537**	**-1,0%**	**-10,4%**
- Titres de placement	303 155	256 224	227 926	-15,5%	-11,0%
- Comptes de stocks	205	183	213	-10,7%	16,4%
- Débiteurs divers	15 193	29 669	24 960	95,3%	-15,9%
- Créances rattachées	2 530	3 186	1 998	25,9%	-37,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	33 928	34 485	33 714	1,6%	-2,2%
- Valeurs à rejeter	3 986	2 343	2 416	-41,2%	3,1%
- Comptes d'ordre & divers	37 569	66 320	60 310	76,5%	-9,1%
VALEURS IMMOBILISEES	**196 252**	**285 456**	**309 341**	**45,5%**	**8,4%**
- Immobilisations financières	64 247	86 809	113 488	35,1%	30,7%
- Dépôts & cautionnements	2 867	5 397	3 537	88,2%	-34,5%
- Immobilisations en cours	14 418	21 199	17 007	47,0%	-19,8%
dont Immobilisations incorporelles	*1 438*	*1 302*	*1 313*	*-9,5%*	*0,8%*
- Immobilisations d'exploitation	69 982	109 159	114 585	56,0%	5,0%
dont Immobilisations incorporelles	*7 254*	*10 678*	*9 634*	*47,2%*	*-9,8%*
- Immobilisations hors-exploitation	8 660	11 439	9 759	32,1%	-14,7%
dont Immobilisations incorporelles	*1 534*	*1 373*	*1 308*	*-10,5%*	*-4,7%*
- Crédit-bail & opérations assimilées	34 774	50 332	49 269	44,7%	-2,1%
- Créances rattachées	931	732	1 389	-21,4%	89,8%
- Créances en souffrance	373	389	307	4,3%	-21,1%
(provisions)	*2 825*	*1 970*	*2 157*	*-30,3%*	*9,5%*
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**0**	**612**	**-**	**-**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	612	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	**2 598 898**	**2 927 778**	**3 132 549**	**12,7%**	**7,0%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**268 141**	**340 800**	**320 358**	**27,1%**	**-6,0%**
- Comptes ordinaires créditeurs	109 501	96 001	69 970	-12,3%	-27,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	7 598	12 197	4 923	60,5%	-59,6%
- Comptes d'emprunts	148 405	228 122	242 082	53,7%	6,1%
- Autres sommes dues	1 170	2 261	1 289	93,2%	-43,0%
- Dettes rattachées	1 467	2 219	2 094	51,3%	-5,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**1 971 300**	**2 175 069**	**2 342 821**	**10,3%**	**7,7%**
- Comptes ordinaires créditeurs	978 734	979 575	1 007 367	0,1%	2,8%
- Dépôts à terme reçus	454 686	571 559	590 246	25,7%	3,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	420 511	489 126	566 750	16,3%	15,9%
- Dépôts de garantie reçus	52 766	50 428	76 127	-4,4%	51,0%
- Autres dépôts	2 504	1 893	23 364	-24,4%	1134,2%
- Bons de caisse	13 042	12 745	22 070	-2,3%	73,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	3 601	3 166	2 717	-12,1%	-14,2%
- Autres sommes dues	36 572	55 627	41 145	52,1%	-26,0%
- Dettes rattachées	8 884	10 950	13 035	23,3%	19,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**129 051**	**163 835**	**148 560**	**27,0%**	**-9,3%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 251	13 163	9 917	42,3%	-24,7%
- Créditeurs divers	33 074	44 103	53 061	33,3%	20,3%
- Dettes rattachées	426	884	772	107,5%	-12,7%
- Comptes d'ordre & divers	86 300	105 685	84 810	22,5%	-19,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**36**	**82**	**1**	**127,8%**	**-98,8%**
- Parts dans les entreprises liées	5	5	0	-	-100,0%
- Titres de participation	1	77	1	7600,0%	-98,7%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	30	0	0	-100,0%	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**230 370**	**247 992**	**320 809**	**7,6%**	**29,4%**
- Subventions d'investissement	475	470	0	-1,1%	-100,0%
- Fonds affectés	14 021	14 021	3 339	-	-76,2%
- Provisions pour risques & charges	19 550	33 143	26 043	69,5%	-21,4%
- Provisions réglementées	684	724	684	5,8%	-5,5%
- Comptes bloqués d'actionnaires	6 079	6 079	8 437	-	38,8%
- Titres et emprunts subordonnés	7 350	6 120	5 446	-16,7%	-11,0%
- Dettes rattachées	290	339	268	16,9%	-20,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	18 728	24 504	26 007	30,8%	6,1%
- Primes liées au capital	6 778	7 239	5 739	6,8%	-20,7%
- Réserves	63 934	69 192	75 513	8,2%	9,1%
- Ecarts de réévaluation	76	76	3 718	-	4792,1%
- Capital	136 433	179 636	187 636	31,7%	4,5%
- Dotations	14	14	14	-	-
- Report à nouveau	-50 663	-81 860	-90 424	61,6%	10,5%
- Résultat de l'exercice	6 621	-11 705	68 389	-276,8%	-684,3%
TOTAL DU PASSIF	**2 598 898**	**2 927 778**	**3 132 549**	**12,7%**	**7,0%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	79 195	59 713	44 859	-24,6%	-24,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	285 984	284 340	307 591	-0,6%	8,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	23 733	27 595	27 741	16,3%	0,5%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 980	5 683	2 867	14,1%	-49,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**2 166 036**	**2 440 029**	**2 563 248**	**12,6%**	**5,0%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**1 634 576**	**1 839 085**	**1 977 364**	**12,5%**	**7,5%**
a) Crédits à court terme	1 165 685	1 181 029	1 219 475	1,3%	3,3%
dont Crédits de campagne	*98 416*	*93 074*	*99 002*	-5,4%	6,4%
b) Crédits à moyen terme	349 851	465 886	539 658	33,2%	15,8%
c) Crédits à long terme	39 261	60 009	80 494	52,8%	34,1%
d) Opérations de crédit-bail	34 774	50 332	49 269	44,7%	-2,1%
e) Crédits en souffrance	45 005	81 829	88 468	81,8%	8,1%
impayés ou immobilisés	20 874	44 244	52 711	112,0%	19,1%
provisions	*12 527*	*1 496*	*1 670*	-88,1%	11,6%
douteux ou litigieux	24 131	37 585	35 757	55,8%	-4,9%
provisions	*294 734*	*373 473*	*240 765*	*26,7%*	*-35,5%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**531 460**	**600 944**	**585 884**	**13,1%**	**-2,5%**
a) Titres de placement	303 155	256 224	227 926	-15,5%	-11,0%
b) Immobilisations financières	64 247	86 809	113 488	35,1%	30,7%
c) Autres immobilisations	95 927	147 194	144 888	53,4%	-1,6%
d) Divers	68 131	110 717	99 582	62,5%	-10,1%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**2 332 224**	**2 589 197**	**2 813 673**	**11,0%**	**8,7%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**1 971 667**	**2 177 282**	**2 339 703**	**10,4%**	**7,5%**
a) A vue	1 015 306	1 035 202	1 048 512	2,0%	1,3%
b) A terme	956 361	1 142 080	1 291 191	19,4%	13,1%
dépôts à terme et bons de caisse	467 728	584 304	612 316	24,9%	4,8%
comptes d'épargne à régime spécial	420 511	489 126	566 750	16,3%	15,9%
autres	68 122	68 650	112 125	0,8%	63,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**167 328**	**155 354**	**227 406**	**-7,2%**	**46,4%**
a) Capital, dotations & réserves	123 087	112 308	190 226	-8,8%	69,4%
dont 15% du résultat (si positif)	*4 661*	*6 805*	*7 832*	46,0%	15,1%
b) Autres	44 241	43 046	37 180	-2,7%	-13,6%
3. AUTRES RESSOURCES	**193 229**	**256 561**	**246 564**	**32,8%**	**-3,9%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**166 188**	**149 168**	**250 425**	**-10,2%**	**67,9%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-166 188**	**-149 168**	**-250 425**	**-10,2%**	**67,9%**
1. DISPONIBILITES	**-82 404**	**-82 126**	**-111 146**	**-0,3%**	**35,3%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-83 784**	**-67 042**	**-139 279**	**-20,0%**	**107,7%**
emplois	-350 458	-405 623	-457 543	15,7%	12,8%
dont hors UMOA	*-116 873*	*-149 668*	*-154 550*	*28,1%*	*3,3%*
dont emplois en souffrance	*2 544*	*103*	*0*	*-96,0%*	*-100,0%*
ressources	266 674	338 581	318 264	27,0%	-6,0%
dont hors UMOA	*41 675*	*27 782*	*44 874*	*-33,3%*	*61,5%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**263 234**	**348 572**	**336 611**	**32,4%**	**-3,4%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 823	10 497	7 861	19,0%	-25,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	186 133	228 173	243 610	22,6%	6,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	25 239	36 816	21 608	45,9%	-41,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	19 727	28 407	36 020	44,0%	26,8%
+Produits sur opérations de change	16 237	27 315	18 583	68,2%	-32,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 131	5 529	5 402	7,8%	-2,3%
+Produits sur prestations de services financiers	2 476	2 733	3 372	10,4%	23,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	733	11 120	3 170	1417,1%	-71,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*108*	*82*	*51*	-24,1%	-37,8%
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	*1 157*	*1 936*	*2 964*	67,3%	53,1%
2. CHARGES BANCAIRES	**79 373**	**101 038**	**107 167**	**27,3%**	**6,1%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 737	13 934	16 450	80,1%	18,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	41 325	48 353	51 242	17,0%	6,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	9 742	2 194	1 157	-77,5%	-47,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	15 667	23 176	28 179	47,9%	21,6%
-Charges sur opérations de change	2 710	9 648	3 327	256,0%	-65,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	181	181	87	-	-51,9%
-Charges sur prestations de services financiers	1 523	1 066	1 538	-30,0%	44,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	488	2 486	5 187	409,4%	108,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**183 861**	**247 534**	**229 444**	**34,6%**	**-7,3%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**6 597**	**13 212**	**8 645**	**100,3%**	**-34,6%**
+Produits sur immobilisations financières	3 659	3 087	3 899	-15,6%	26,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	3 506	11 219	5 985	220,0%	-46,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	568	1 094	1 239	92,6%	13,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**190 458**	**260 746**	**238 089**	**36,9%**	**-8,7%**
6. FRAIS GENERAUX	**127 292**	**157 375**	**168 198**	**23,6%**	**6,9%**
-Frais de personnel	54 903	67 998	69 889	23,9%	2,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	9 841	10 761	11 669	9,3%	8,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	62 548	78 616	86 640	25,7%	10,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**16 382**	**19 030**	**4 953**	**16,2%**	**-74,0%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	16 411	19 281	19 918	17,5%	3,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	29	251	14 965	765,5%	5862,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**46 784**	**84 341**	**64 938**	**80,3%**	**-23,0%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**34 438**	**78 894**	**-9 358**	**129,1%**	**-111,9%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	67 185	148 346	83 281	120,8%	-43,9%
+Reprises de provisions	32 747	69 452	92 639	112,1%	33,4%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**1 265**	**2 018**	**3 015**	**59,5%**	**49,4%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**13 611**	**7 465**	**77 311**	**-45,2%**	**935,6%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**5 114**	**-3 652**	**4 880**	**-171,4%**	**-233,6%**
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	337	415	1 097	23,1%	164,3%
+Produits exceptionnels	12 263	4 829	8 980	-60,6%	86,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	592	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	862	528	491	-38,7%	-7,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	3 264	4 402	2 100	34,9%	-52,3%
-Charges exceptionnelles	3 360	3 966	3 198	18,0%	-19,4%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-2 578**	**-2 549**	**-626**	**-1,1%**	**-75,4%**
+Profits sur exercices antérieurs	6 135	2 627	4 710	-57,2%	79,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	8 713	5 176	5 336	-40,6%	3,1%
14. IMPOT SUR LE BENEFICE	**9 526**	**15 817**	**13 176**	**66,0%**	**-16,7%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**6 621**	**-14 553**	**68 389**	**-319,8%**	**-569,9%**
+Bénéfices	**35 567**	**58 273**	**93 470**	**63,8%**	**60,4%**
-Pertes	**-28 946**	**-72 826**	**-25 081**	**151,6%**	**-65,6%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	18,1%	20,6%	14,9%	2,5	-5,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	2,8%	4,4%	4,5%	1,6	0,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	87,2%	82,1%	73,3%	-5,1	-8,8
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	4,3%	5,5%	4,5%	1,2	-1,0
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,3%	2,3%	2,4%	0,0	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	2,5%	2,6%	2,7%	0,1	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	3,7%	3,9%	3,9%	0,2	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,0%	2,6%	1,7%	0,6	-0,9
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	13,5%	13,2%	13,7%	-0,3	0,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	10,7%	11,2%	11,2%	0,5	0,0
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	8,2%	8,6%	8,5%	0,4	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	78,2%	71,4%	82,0%	-6,8	10,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	71,7%	91,4%	-13,8%	19,7	-105,2
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	3,6%	-5,9%	29,8%	-9,5	35,7
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	3,1%	-6,8%	23,3%	-9,9	30,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	31,7	34,7	35,4	9,5%	2,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	11,6	18,6	13,7	60,3%	-26,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	56,7%	56,4%	73,1%	-0,3	16,7

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE

(20 Etablissements)

Annexe II.3.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**136 433**	**179 636**	**187 636**	**31,7%**	**4,5%**
REPARTITION DU CAPITAL	**136 433**	**179 636**	**187 636**	**31,7%**	**4,5%**
Nationaux	74 252	155 430	178 796	109,3%	15,0%
Etat	*27 043*	*63 361*	*53 639*	*134,3%*	*-15,3%*
Privés	*47 209*	*92 069*	*125 157*	*95,0%*	*35,9%*
Non-nationaux	62 181	24 206	8 840	-61,1%	-63,5%
dont UMOA	*13 629*	*17 168*	*27 495*	26,0%	60,2%
TOTAL DU BILAN	**2 598 898**	**2 927 778**	**3 132 549**	**12,7%**	**7,0%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**198**	**281**	**308**	**41,9%**	**9,6%**
Périodiques	0	3	0	-	-100,0%
Permanents	198	278	308	40,4%	10,8%
EFFECTIFS	**4 016**	**4 529**	**4 747**	**12,8%**	**4,8%**
Employés	2 319	2 602	2 739	12,2%	5,3%
dont Etrangers	*3*	*6*	*7*	*100,0%*	*16,7%*
Cadres	1 697	1 927	2 008	13,6%	4,2%
dont Etrangers	*34*	*37*	*34*	*8,8%*	*-8,1%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**777 780**	**879 478**	**918 865**	**13,1%**	**4,5%**
Personnes physiques	732 351	823 702	874 503	12,5%	6,2%
dont Etrangers	*31 114*	*29 462*	*19 292*	*-5,3%*	*-34,5%*
Personnes morales	45 429	55 776	44 362	22,8%	-20,5%
dont Etrangers	*2 416*	*1 001*	*867*	*-58,6%*	*-13,4%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,65%	9,73%	9,25%	-0,92	-0,48
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**20**	**22**	**20**	**2**	**-2**
A - Par type					
Banques	18	19	18	1	-1
Etablissements Financiers	2	3	2	1	-1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	15	16	15	1	-1
Banques spécialisées	3	3	3	0	0
Etablissements Financiers	2	3	2	1	-1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	9	8	8	-1	0
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	2	4	4	2	0
Petits (Actifs < 50 milliards)	9	10	8	1	-2

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.4 : GUINEE-BISSAU

II.4.1. – Liste des établissements de crédit

II.4.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

GUINEE- BISSAU **ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009** **Annexe II.4.1**

IMMATRI-CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (4)			**14 000**	**0**	**600**	**13 400**	**77 478**	**16**	**32 615**	**23**	**197**	**220**
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/97	5 000	0	400	4 600	**30 421**	5	0	0	72	72
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK-GB	22/11/06	5 000	0	0	5 000	**29 638**	4	18 867	5	74	79
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA	21/04/05	2 000	0	200	1 800	**12 825**	6	13 748	11	28	39
S 0122 X	- Banque Régionale de Solidarité de Guinée Bissau	BRS G-B	09/05/05	2 000	0	0	2 000	**4 594**	1	0	7	23	30
	TOTAL ETABLISSEMENTS (4)			**14 000**	**0**	**600**	**13 400**	**77 478**	**16**	**32 615**	**23**	**197**	**220**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**24 487**	**32 433**	**22 933**	**32,4%**	**-29,3%**
- Caisse	2 259	2 468	2 122	9,3%	-14,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	16 463	22 673	15 975	37,7%	-29,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	2 628	2 948	502	12,2%	-83,0%
- Comptes de prêts	3 000	4 250	4 300	41,7%	1,2%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	137	94	34	-31,4%	-63,8%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**9 174**	**22 710**	**38 367**	**147,5%**	**68,9%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	13	0	3 000	-100,0%	-
. Crédits de campagne	*0*	*0*	*0*	-	-
. Crédits ordinaires	*13*	*0*	*3 000*	*-100,0%*	-
- Autres crédits à court terme	1 823	4 781	12 470	162,3%	160,8%
. Crédits de campagne	*167*	*668*	*104*	*300,0%*	*-84,4%*
. Crédits ordinaires	*1 656*	*4 113*	*12 366*	*148,4%*	*200,7%*
- Comptes ordinaires débiteurs	5 299	13 484	8 948	154,5%	-33,6%
- Crédits à moyen terme	1 481	3 739	11 780	152,5%	215,1%
- Crédits à long terme	0	19	16	-	-15,8%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	20	26	23	30,0%	-11,5%
- Créances rattachées	42	95	184	126,2%	93,7%
- Créances en souffrance	496	566	1 946	14,1%	243,8%
. Impayées ou immobilisées	*238*	*295*	*627*	*23,9%*	*112,5%*
(provisions)	*2*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
. Douteuses ou litigieuses	*258*	*271*	*1 292*	*5,0%*	*376,8%*
(provisions)	*183*	*1 075*	*1 508*	*487,4%*	*40,3%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*0*	*0*	*27*	-	-
(provisions)	*0*	*121*	*0*	-	*-100,0%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**8 787**	**8 532**	**10 027**	**-2,9%**	**17,5%**
- Titres de placement	6 000	5 875	7 125	-2,1%	21,3%
- Comptes de stocks	0	0	0	-	-
- Débiteurs divers	617	762	499	23,5%	-34,5%
- Créances rattachées	38	186	231	389,5%	24,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 066	616	840	-42,2%	36,4%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 066	1 093	1 332	2,5%	21,9%
VALEURS IMMOBILISEES	**2 585**	**3 308**	**3 932**	**28,0%**	**18,9%**
- Immobilisations financières	21	21	36	-	71,4%
- Dépôts & cautionnements	31	31	43	-	38,7%
- Immobilisations en cours	125	402	334	221,6%	-16,9%
dont Immobilisations incorporelles	*2*	*0*	*3*	*-100,0%*	-
- Immobilisations d'exploitation	2 408	2 854	3 519	18,5%	23,3%
dont Immobilisations incorporelles	*591*	*416*	*170*	*-29,6%*	*-59,1%*
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	0	-	-
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*0*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	*0*	*0*	*0*	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**0**	**2 219**	**-**	**-**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	2 219	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	**45 033**	**66 983**	**77 478**	**48,7%**	**15,7%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**3 516**	**11 723**	**14 544**	**233,4%**	**24,1%**
- Comptes ordinaires créditeurs	1 060	6 085	2 123	474,1%	-65,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	1 004	185	150	-81,6%	-18,9%
- Comptes d'emprunts	1 000	5 000	11 793	400,0%	135,9%
- Autres sommes dues	451	451	451	-	-
- Dettes rattachées	1	2	27	100,0%	1250,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**32 713**	**44 530**	**47 530**	**36,1%**	**6,7%**
- Comptes ordinaires créditeurs	25 697	35 287	38 315	37,3%	8,6%
- Dépôts à terme reçus	4 186	4 805	4 254	14,8%	-11,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	578	1 330	2 064	130,1%	55,2%
- Dépôts de garantie reçus	1 390	2 725	2 278	96,0%	-16,4%
- Autres dépôts	356	210	0	-41,0%	-100,0%
- Bons de caisse	28	0	0	-100,0%	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	465	142	543	-69,5%	282,4%
- Dettes rattachées	13	31	76	138,5%	145,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**2 534**	**2 323**	**2 387**	**-8,3%**	**2,8%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Créditeurs divers	1 717	1 483	963	-13,6%	-35,1%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	817	840	1 424	2,8%	69,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**0**	**0**	**0**	**-**	**-**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**6 270**	**8 407**	**13 017**	**34,1%**	**54,8%**
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	1	761	307	76000,0%	-59,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	0	-	-
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	576	708	0	22,9%	-100,0%
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	774	867	1 212	12,0%	39,8%
- Ecarts de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	6 943	7 843	14 000	13,0%	78,5%
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-1 075	-2 180	-3 079	102,8%	41,2%
- Résultat de l'exercice	-949	-272	-103	-71,3%	-62,1%
TOTAL DU PASSIF	**45 033**	**66 983**	**77 478**	**48,7%**	**15,7%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 986	5 258	103	31,9%	-98,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	9 195	1 725	3 282	-81,2%	90,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	212	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-	-

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**20 683**	**34 644**	**52 360**	**67,5%**	**51,1%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**10 198**	**23 231**	**39 023**	**127,8%**	**68,0%**
a) Crédits à court terme	8 221	18 907	25 281	130,0%	33,7%
dont Crédits de campagne	*167*	*668*	*104*	300,0%	-84,4%
b) Crédits à moyen terme	1 481	3 739	11 780	152,5%	215,1%
c) Crédits à long terme	0	19	16	-	-15,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	496	566	1 946	14,1%	243,8%
impayés ou immobilisés	238	295	627	23,9%	112,5%
provisions	*2*	*0*	*0*	-100,0%	-
douteux ou litigieux	258	271	1 319	5,0%	386,7%
provisions	*183*	*1 196*	*1 508*	*553,6%*	*26,1%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**10 485**	**11 413**	**13 337**	**8,9%**	**16,9%**
a) Titres de placement	6 000	5 875	7 125	-2,1%	21,3%
b) Immobilisations financières	21	21	36	-	71,4%
c) Autres immobilisations	2 564	3 287	3 896	28,2%	18,5%
d) Divers	1 900	2 230	2 280	17,4%	2,2%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**41 518**	**55 262**	**60 742**	**33,1%**	**9,9%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**32 700**	**44 499**	**47 454**	**36,1%**	**6,6%**
a) A vue	26 162	35 429	38 858	35,4%	9,7%
b) A terme	6 538	9 070	8 596	38,7%	-5,2%
dépôts à terme et bons de caisse	4 214	4 805	4 254	14,0%	-11,5%
comptes d'épargne à régime spécial	578	1 330	2 064	130,1%	55,2%
autres	1 746	2 935	2 278	68,1%	-22,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**6 126**	**7 113**	**9 530**	**16,1%**	**34,0%**
a) Capital, dotations & réserves	6 126	6 433	8 850	5,0%	37,6%
dont 15% du résultat (si positif)	*25*	*94*	*169*	276,0%	79,8%
b) Autres	0	680	680	-	-
3. AUTRES RESSOURCES	**2 692**	**3 650**	**3 758**	**35,6%**	**3,0%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**20 835**	**20 618**	**8 382**	**-1,0%**	**-59,3%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-20 835**	**-20 618**	**-8 382**	**-1,0%**	**-59,3%**
1. DISPONIBILITES	**-2 259**	**-2 468**	**-2 122**	**9,3%**	**-14,0%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-18 576**	**-18 150**	**-6 260**	**-2,3%**	**-65,5%**
emplois	-22 091	-29 871	-20 777	35,2%	-30,4%
dont hors UMOA	*-4 506*	*-1 435*	*-1 069*	*-68,2%*	*-25,5%*
dont emplois en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
ressources	3 515	11 721	14 517	233,5%	23,9%
dont hors UMOA	*559*	*1 931*	*2 036*	*245,4%*	*5,4%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**4 786**	**7 324**	**7 507**	**53,0%**	**2,5%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	361	542	227	50,1%	-58,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	2 843	4 820	5 274	69,5%	9,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	227	414	537	82,4%	29,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	700	1 026	1 026	46,6%	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	659	497	369	-24,6%	-25,8%
+Produits sur prestations de services financiers	2	1	74	-50,0%	7300,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	12	34	17	183,3%	-50,0%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	*18*	*10*	*17*	-44,4%	70,0%
2. CHARGES BANCAIRES	**320**	**632**	**849**	**97,5%**	**34,3%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	36	288	363	700,0%	26,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	69	189	303	173,9%	60,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1	1	3	-	200,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	207	145	174	-30,0%	20,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	0	1	1	-	-
-Autres charges d'exploitation bancaire	7	8	5	14,3%	-37,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**4 466**	**6 692**	**6 658**	**49,8%**	**-0,5%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**17**	**16**	**4**	**-5,9%**	**-75,0%**
+Produits sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	17	16	4	-5,9%	-75,0%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**4 483**	**6 708**	**6 662**	**49,6%**	**-0,7%**
6. FRAIS GENERAUX	**3 865**	**4 658**	**5 463**	**20,5%**	**17,3%**
-Frais de personnel	1 550	1 788	2 107	15,4%	17,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	55	48	74	-12,7%	54,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	2 260	2 822	3 282	24,9%	16,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**796**	**835**	**309**	**4,9%**	**-63,0%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	952	838	1 017	-12,0%	21,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	156	3	708	-98,1%	23500,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**-178**	**1 215**	**890**	**-782,6%**	**-26,7%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**251**	**364**	**585**	**45,0%**	**60,7%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	696	1 016	1 630	46,0%	60,4%
+Reprises de provisions	445	652	1 045	46,5%	60,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**18**	**10**	**17**	**-44,4%**	**70,0%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**-411**	**861**	**322**	**-309,5%**	**-62,6%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-133**	**-893**	**-67**	**571,4%**	**-92,5%**
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	2	0	0	-100,0%	-
+Produits exceptionnels	34	5	24	-85,3%	380,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	4	0	-	-100,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	132	872	0	560,6%	-100,0%
-Charges exceptionnelles	37	22	91	-40,5%	313,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-328**	**17**	**-54**	**-105,2%**	**-417,6%**
+Profits sur exercices antérieurs	9	80	23	788,9%	-71,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	337	63	77	-81,3%	22,2%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**77**	**257**	**304**	**233,8%**	**18,3%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**-949**	**-272**	**-103**	**-71,3%**	**-62,1%**
+Bénéfices	**238**	**959**	**1 196**	**302,9%**	**24,7%**
-Pertes	**-1 187**	**-1 231**	**-1 299**	**3,7%**	**5,5%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	6,6%	7,2%	8,5%	0,6	1,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	4,9%	2,4%	5,0%	-2,5	2,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	27,2%	67,9%	43,7%	40,7	-24,2
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	1,1%	3,0%	3,9%	1,9	0,9
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	0,2%	0,5%	0,7%	0,3	0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	0,3%	0,9%	1,2%	0,6	0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	0,8%	1,1%	1,3%	0,3	0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	1,8%	2,4%	1,2%	0,6	-1,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	25,2%	20,0%	17,3%	-5,2	-2,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	10,2%	11,6%	11,0%	1,4	-0,6
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	9,9%	10,7%	9,8%	0,8	-0,9
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	107,9%	82,1%	97,3%	-25,8	15,2
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	-156,9%	29,7%	64,5%	186,6	34,8
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	-21,2%	-4,1%	-1,5%	17,1	2,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	-15,1%	-3,6%	-1,0%	11,5	2,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,9	22,2	24,8	-7,1%	11,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	(1,1)	5,8	4,0	-627,3%	-31,0%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*					

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU

(4 Etablissements)

Annexe II.4.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**6 943**	**7 843**	**14 000**	**13,0%**	**78,5%**
REPARTITION DU CAPITAL	**6 943**	**7 843**	**14 000**	**13,0%**	**78,5%**
Nationaux	689	562	600	-18,4%	6,8%
Etat	*0*	*0*	*0*	-	-
Privés	*689*	*562*	*600*	*-18,4%*	*6,8%*
Non-nationaux	6 254	7 281	13 400	16,4%	84,0%
dont UMOA	*6 254*	*1 800*	*8 800*	-71,2%	388,9%
TOTAL DU BILAN	**45 033**	**66 983**	**77 478**	**48,7%**	**15,7%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**5**	**11**	**16**	**120,0%**	**45,5%**
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	5	11	16	120,0%	45,5%
EFFECTIFS	**162**	**210**	**220**	**29,6%**	**4,8%**
Employés	116	162	197	39,7%	21,6%
dont Etrangers	*8*	*14*	*13*	*75,0%*	*-7,1%*
Cadres	46	48	23	4,3%	-52,1%
dont Etrangers	*9*	*9*	*8*	-	*-11,1%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**27 725**	**36 329**	**32 615**	**31,0%**	**-10,2%**
Personnes physiques	24 649	34 835	30 456	41,3%	-12,6%
dont Etrangers	*930*	*828*	*2 490*	*-11,0%*	*200,7%*
Personnes morales	3 076	1 494	2 159	-51,4%	44,5%
dont Etrangers	*162*	*108*	*232*	*-33,3%*	*114,8%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,25%	10,50%	10,50%	0,25	-
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**4**	**4**	**4**	**0**	**0**
A - Par type					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	3	3	3	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 50 milliards)	4	4	4	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.5 : MALI

II.5.1. – Liste des établissements de crédit

II.5.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

MALI **ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009** **Annexe II.5.1**

IMMATRI-CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (13)			**86 601**	**13 295**	**14 338**	**58 968**	**1 574 821**	**247**	**822 350**	**1 186**	**1 525**	**2 711**
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM-SA	22/03/68	10 000	2 083	1 987	5 930	**367 695**	33	133 285	251	164	415
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/80	5 003	525	1 926	2 552	**190 368**	57	299 365	137	180	317
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/82	12 529	4 570	0	7 959	**176 202**	30	119 462	89	167	256
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/98	8 932	0	679	8 253	**220 037**	41	74 160	208	278	486
D 0045 C	- Bank Of Africa	BOA	24/12/82	5 500	0	1 717	3 783	**160 356**	18	62 900	97	194	291
D 0065 Z	-Banque de l'Habitat du Mali	BHM	23/02/91	4 000	2 373	1 627	0	**74 632**	10	82 029	52	93	145
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/02	5 082	1 289	3 611	182	**107 050**	13	9 548	111	63	174
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/82	14 300	475	10	13 815	**52 277**	4	10 473	59	46	105
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICI-M	28/05/98	3 500	0	525	2 975	**62 054**	4	6 471	36	31	67
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BA-MALI	12/10/05	5 000	0	2 250	2 750	**60 222**	12	8 997	43	97	140
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/03	7 255	0	0	7 255	**39 772**	10	6 570	33	126	159
D 0123 M	- Banque Régionale de Solidarité du Mali	BRS-MALI	07/06/05	2 000	1 980	6	14	**33 791**	5	4 744	23	35	58
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/07	3 500	0	0	3 500	**30 365**	10	4 346	47	51	98
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			**630**	**140**	**244**	**246**	**8 989**	**3**	**0**	**12**	**10**	**22**
D 0093 E	- Equipbail-Mali	EQUIPBAIL-MALI	09/03/99	300	0	54	246	**3 826**	1	0	4	4	8
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/00	330	140	190	0	**596**	1	0	6	2	8
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/08	0	0	0	0	**4 567**	1	0	2	4	6
	TOTAL ETABLISSEMENTS (16)			**87 231**	**13 435**	**14 582**	**59 214**	**1 583 810**	**250**	**822 350**	**1 198**	**1 535**	**2 733**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**283 333**	**304 976**	**413 006**	**7,6%**	**35,4%**
- Caisse	42 232	44 678	52 338	5,8%	17,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	147 319	188 446	261 715	27,9%	38,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	44 151	16 410	23 886	-62,8%	45,6%
- Comptes de prêts	48 489	53 773	72 446	10,9%	34,7%
- Valeurs non imputées	84	0	0	-100,0%	-
- Créances rattachées	988	1 120	968	13,4%	-13,6%
- Créances en souffrance	70	549	1 653	684,3%	201,1%
(provisions)	7 758	7 533	3 053	-2,9%	-59,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**690 631**	**727 526**	**837 664**	**5,3%**	**15,1%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	46 030	45 868	50 698	-0,4%	10,5%
. Crédits de campagne	*4 895*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
. Crédits ordinaires	*41 135*	*45 868*	*50 698*	*11,5%*	*10,5%*
- Autres crédits à court terme	263 356	266 861	313 229	1,3%	17,4%
. Crédits de campagne	*513*	*24*	*2 921*	*-95,3%*	*12070,8%*
. Crédits ordinaires	*262 843*	*266 837*	*310 308*	*1,5%*	*16,3%*
- Comptes ordinaires débiteurs	109 897	116 423	113 064	5,9%	-2,9%
- Crédits à moyen terme	165 638	192 247	228 385	16,1%	18,8%
- Crédits à long terme	23 119	24 252	26 487	4,9%	9,2%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	2 891	4 479	4 239	54,9%	-5,4%
- Créances rattachées	8 263	7 702	10 117	-6,8%	31,4%
- Créances en souffrance	71 437	69 694	91 445	-2,4%	31,2%
. Impayées ou immobilisées	*29 567*	*25 822*	*37 581*	*-12,7%*	*45,5%*
(provisions)	*5 210*	*511*	*290*	*-90,2%*	*-43,2%*
. Douteuses ou litigieuses	*41 817*	*43 872*	*41 164*	*4,9%*	*-6,2%*
(provisions)	*121 182*	*127 896*	*126 458*	*5,5%*	*-1,1%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*53*	*0*	*12 700*	*-100,0%*	-
(provisions)	*582*	*538*	*18*	*-7,6%*	*-96,7%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**76 994**	**90 135**	**165 359**	**17,1%**	**83,5%**
- Titres de placement	37 357	52 151	115 181	39,6%	120,9%
- Comptes de stocks	110	145	70	31,8%	-51,7%
- Débiteurs divers	12 241	13 576	13 239	10,9%	-2,5%
- Créances rattachées	1 444	1 424	2 098	-1,4%	47,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 370	8 327	7 471	13,0%	-10,3%
- Valeurs à rejeter	123	539	212	338,2%	-60,7%
- Comptes d'ordre & divers	18 349	13 973	27 088	-23,8%	93,9%
VALEURS IMMOBILISEES	**128 083**	**158 972**	**158 568**	**24,1%**	**-0,3%**
- Immobilisations financières	47 676	60 114	50 852	26,1%	-15,4%
- Dépôts & cautionnements	799	836	891	4,6%	6,6%
- Immobilisations en cours	3 247	3 580	3 247	10,3%	-9,3%
dont Immobilisations incorporelles	*331*	*556*	*562*	*68,0%*	*1,1%*
- Immobilisations d'exploitation	37 536	41 140	48 675	9,6%	18,3%
dont Immobilisations incorporelles	*4 512*	*3 870*	*3 438*	*-14,2%*	*-11,2%*
- Immobilisations hors-exploitation	34 683	47 787	49 717	37,8%	4,0%
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*0*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	2 457	3 200	3 139	30,2%	-1,9%
- Créances rattachées	1 653	2 216	1 841	34,1%	-16,9%
- Créances en souffrance	32	99	206	209,4%	108,1%
(provisions)	*13*	*0*	*16*	*-100,0%*	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**4 235**	**4 408**	**9 213**	**4,1%**	**109,0%**
- Actionnaires, capital non appelé	4 235	4 235	2 235	-	-47,2%
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	173	6 978	-	3933,5%
TOTAL DE L'ACTIF	**1 183 276**	**1 286 017**	**1 583 810**	**8,7%**	**23,2%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**157 878**	**192 418**	**207 588**	**21,9%**	**7,9%**
- Comptes ordinaires créditeurs	55 101	48 897	74 911	-11,3%	53,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	15 250	38 184	32 465	150,4%	-15,0%
- Comptes d'emprunts	86 244	100 765	96 153	16,8%	-4,6%
- Autres sommes dues	106	2 949	2 003	2682,1%	-32,1%
- Dettes rattachées	1 177	1 623	2 056	37,9%	26,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**888 469**	**944 161**	**1 161 551**	**6,3%**	**23,0%**
- Comptes ordinaires créditeurs	504 513	550 650	675 994	9,1%	22,8%
- Dépôts à terme reçus	119 448	124 424	197 787	4,2%	59,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	169 096	181 302	195 246	7,2%	7,7%
- Dépôts de garantie reçus	60 562	44 193	56 080	-27,0%	26,9%
- Autres dépôts	886	604	528	-31,8%	-12,6%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	16 223	15 992	14 808	-1,4%	-7,4%
- Autres sommes dues	15 801	24 320	17 312	53,9%	-28,8%
- Dettes rattachées	1 940	2 676	3 796	37,9%	41,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**36 022**	**34 846**	**37 354**	**-3,3%**	**7,2%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	5 144	2 098	3 932	-59,2%	87,4%
- Créditeurs divers	15 750	15 933	15 811	1,2%	-0,8%
- Dettes rattachées	376	261	367	-30,6%	40,6%
- Comptes d'ordre & divers	14 752	16 554	17 244	12,2%	4,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**0**	**0**	**0**	**-**	**-**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**100 907**	**114 592**	**177 317**	**13,6%**	**54,7%**
- Subventions d'investissement	206	142	15 095	-31,1%	10530,3%
- Fonds affectés	13 177	11 281	11 679	-14,4%	3,5%
- Provisions pour risques & charges	3 644	7 690	7 419	111,0%	-3,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 028	1 238	1 101	20,4%	-11,1%
- Titres et emprunts subordonnés	1 500	900	0	-40,0%	-100,0%
- Dettes rattachées	87	86	12	-1,1%	-86,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 236	4 736	5 236	11,8%	10,6%
- Primes liées au capital	1 391	2 019	3 143	45,1%	55,7%
- Réserves	24 503	26 941	23 170	9,9%	-14,0%
- Ecarts de réévaluation	4 690	4 690	4 690	-	-
- Capital	60 139	68 155	87 231	13,3%	28,0%
- Dotations	0	300	1 000	-	233,3%
- Report à nouveau	-2 485	-24 242	-3 881	875,5%	-84,0%
- Résultat de l'exercice	-11 209	10 656	21 422	-195,1%	101,0%
TOTAL DU PASSIF	**1 183 276**	**1 286 017**	**1 583 810**	**8,7%**	**23,2%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	92 162	92 002	50 722	-0,2%	-44,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	157 225	161 271	187 820	2,6%	16,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	3 561	3 390	3 390	-4,8%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 061	1 729	1 054	-16,1%	-39,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**896 586**	**977 608**	**1 162 496**	**9,0%**	**18,9%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**692 227**	**731 450**	**838 363**	**5,7%**	**14,6%**
a) Crédits à court terme	429 544	441 958	488 701	2,9%	10,6%
dont Crédits de campagne	*5 408*	*24*	*2 921*	-99,6%	12070,8%
b) Crédits à moyen terme	165 638	192 247	228 385	16,1%	18,8%
c) Crédits à long terme	23 119	24 252	26 487	4,9%	9,2%
d) Opérations de crédit-bail	2 457	3 200	3 139	30,2%	-1,9%
e) Crédits en souffrance	71 469	69 793	91 651	-2,3%	31,3%
impayés & immobilisés	29 599	25 921	37 711	-12,4%	45,5%
provisions	*5 218*	*511*	*294*	-90,2%	-42,5%
douteux & litigieux	41 870	43 872	53 940	4,8%	22,9%
provisions	*121 769*	*128 434*	*126 488*	*5,5%*	*-1,5%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**204 359**	**246 158**	**324 133**	**20,5%**	**31,7%**
a) Titres de placement	37 357	52 151	115 181	39,6%	120,9%
b) Immobilisations financières	47 676	60 114	50 852	26,1%	-15,4%
c) Autres immobilisations	76 265	93 343	102 530	22,4%	9,8%
d) Divers	43 061	40 550	55 570	-5,8%	37,0%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**1 022 340**	**1 090 814**	**1 369 065**	**6,7%**	**25,5%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**891 673**	**943 583**	**1 161 687**	**5,8%**	**23,1%**
a) A vue	520 314	574 970	693 306	10,5%	20,6%
b) A terme	371 359	368 613	468 381	-0,7%	27,1%
dépôts à terme et bons de caisse	119 448	124 424	197 787	4,2%	59,0%
comptes d'épargne à régime spécial	169 096	181 302	195 246	7,2%	7,7%
autres	82 815	62 887	75 348	-24,1%	19,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**80 416**	**91 984**	**143 793**	**14,4%**	**56,3%**
a) Capital, dotations & réserves	59 815	73 733	111 228	23,3%	50,9%
dont 15% du résultat (si positif)	*2 212*	*1 837*	*2 982*	-17,0%	62,3%
b) Autres	20 601	18 251	32 565	-11,4%	78,4%
3. AUTRES RESSOURCES	**50 251**	**55 247**	**63 585**	**9,9%**	**15,1%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**125 754**	**113 206**	**206 569**	**-10,0%**	**82,5%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-125 754**	**-113 206**	**-206 569**	**-10,0%**	**82,5%**
1. DISPONIBILITES	**-42 342**	**-44 823**	**-52 401**	**5,9%**	**16,9%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-83 412**	**-68 383**	**-154 168**	**-18,0%**	**125,4%**
emplois	-240 113	-259 178	-359 700	7,9%	38,8%
dont hors UMOA	*-61 154*	*-45 398*	*-57 741*	*-25,8%*	*27,2%*
dont emplois en souffrance	*70*	*549*	*1 653*	*684,3%*	*201,1%*
ressources	156 701	190 795	205 532	21,8%	7,7%
dont hors UMOA	*20 520*	*18 195*	*23 207*	*-11,3%*	*27,5%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**101 688**	**118 135**	**133 581**	**16,2%**	**13,1%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 863	5 906	4 905	0,7%	-16,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	75 784	83 241	96 898	9,8%	16,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 978	4 432	5 345	124,1%	20,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1 203	1 928	2 282	60,3%	18,4%
+Produits sur opérations de change	8 882	14 732	14 163	65,9%	-3,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	7 182	7 480	8 810	4,1%	17,8%
+Produits sur prestations de services financiers	372	598	1 006	60,8%	68,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	562	66	399	-88,3%	504,5%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*33*	*0*	*0*	-100,0%	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	*105*	*248*	*227*	136,2%	-8,5%
2. CHARGES BANCAIRES	**21 052**	**29 284**	**31 030**	**39,1%**	**6,0%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 670	6 768	6 807	19,4%	0,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	10 977	12 828	16 393	16,9%	27,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	613	318	267	-48,1%	-16,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	897	1 447	1 826	61,3%	26,2%
-Charges sur opérations de change	2 445	7 371	4 928	201,5%	-33,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	183	138	246	-24,6%	78,3%
-Charges sur prestations de services financiers	246	381	529	54,9%	38,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	21	33	34	57,1%	3,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**80 636**	**88 851**	**102 551**	**10,2%**	**15,4%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**4 684**	**4 907**	**4 423**	**4,8%**	**-9,9%**
+Produits sur immobilisations financières	2 311	1 682	2 759	-27,2%	64,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 373	3 225	1 664	35,9%	-48,4%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**85 320**	**93 758**	**106 974**	**9,9%**	**14,1%**
6. FRAIS GENERAUX	**50 089**	**57 401**	**64 724**	**14,6%**	**12,8%**
-Frais de personnel	23 669	25 329	29 530	7,0%	16,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 869	1 964	1 980	5,1%	0,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	24 551	30 108	33 214	22,6%	10,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**9 270**	**10 026**	**10 523**	**8,2%**	**5,0%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	9 361	10 079	10 525	7,7%	4,4%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	91	53	2	-41,8%	-96,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**25 961**	**26 331**	**31 727**	**1,4%**	**20,5%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**28 238**	**7 731**	**2 278**	**-72,6%**	**-70,5%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	46 444	24 510	21 451	-47,2%	-12,5%
+Reprises de provisions	18 206	16 779	19 173	-7,8%	14,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**138**	**248**	**227**	**79,7%**	**-8,5%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**-2 139**	**18 848**	**29 676**	**-981,2%**	**57,4%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**16**	**-1 233**	**-1 447**	**-7806,3%**	**17,4%**
+Subventions d'exploitation	504	550	916	9,1%	66,5%
+Récupérations sur créances amorties	207	87	83	-58,0%	-4,6%
+Produits exceptionnels	2 473	1 440	667	-41,8%	-53,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	12	-	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	962	504	500	-47,6%	-0,8%
-Charges exceptionnelles	2 206	2 806	2 601	27,2%	-7,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-1 515**	**-1 667**	**-632**	**10,0%**	**-62,1%**
+Profits sur exercices antérieurs	549	1 227	1 529	123,5%	24,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 064	2 894	2 161	40,2%	-25,3%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**7 571**	**5 292**	**6 105**	**-30,1%**	**15,4%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**-11 209**	**10 656**	**21 492**	**-195,1%**	**101,7%**
+Bénéfices	**16 593**	**12 738**	**22 845**	**-23,2%**	**79,3%**
-Pertes	**-27 802**	**-2 082**	**-1 353**	**-92,5%**	**-35,0%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	24,2%	23,1%	22,6%	-1,1	-0,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	10,3%	9,5%	10,9%	-0,8	1,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	64,0%	64,9%	58,0%	0,9	-6,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	3,9%	4,2%	3,7%	0,3	-0,5
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	1,3%	1,5%	1,6%	0,2	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	1,7%	1,9%	1,9%	0,2	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	1,9%	2,5%	2,3%	0,6	-0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,2%	2,7%	1,8%	0,5	-0,9
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	11,9%	12,1%	12,5%	0,2	0,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	9,0%	9,8%	9,8%	0,8	0,0
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	7,3%	7,9%	7,9%	0,6	0,0
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	73,7%	75,9%	73,4%	2,2	-2,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	108,2%	29,1%	7,1%	-79,1	-22,0
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	-13,9%	12,0%	21,0%	25,9	9,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	-12,1%	10,4%	13,4%	22,5	3,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,5	23,0	23,7	-6,1%	3,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	12,7	10,5	11,6	-17,3%	10,5%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	49,0%	60,3%	72,7%	11,3	12,4

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

MALI

(16 Etablissements)

Annexe II.5.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**60 139**	**68 155**	**87 231**	**13,3%**	**28,0%**
REPARTITION DU CAPITAL	**60 139**	**68 155**	**87 231**	**13,3%**	**28,0%**
Nationaux	22 788	60 405	28 017	165,1%	-53,6%
Etat	*11 963*	*18 712*	*13 435*	*56,4%*	*-28,2%*
Privés	*10 825*	*41 693*	*14 582*	*285,2%*	*-65,0%*
Non-nationaux	37 351	7 750	59 214	-79,3%	664,1%
dont UMOA	*15 316*	*4 854*	*11 268*	-68,3%	132,1%
TOTAL DU BILAN	**1 183 276**	**1 286 017**	**1 583 810**	**8,7%**	**23,2%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**143**	**218**	**250**	**52,4%**	**14,7%**
Périodiques	5	1	3	-80,0%	200,0%
Permanents	138	217	247	57,2%	13,8%
EFFECTIFS	**2 044**	**2 499**	**2 733**	**22,3%**	**9,4%**
Employés	979	1 495	1 535	52,7%	2,7%
dont Etrangers	*0*	*2*	*18*	-	*800,0%*
Cadres	1 065	1 004	1 198	-5,7%	19,3%
dont Etrangers	*12*	*13*	*28*	*8,3%*	*115,4%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**513 191**	**671 824**	**822 350**	**30,9%**	**22,4%**
Personnes physiques	454 589	592 373	736 335	30,3%	24,3%
dont Etrangers	*13 112*	*36 636*	*31 041*	*179,4%*	*-15,3%*
Personnes morales	58 602	79 451	86 015	35,6%	8,3%
dont Etrangers	*5 973*	*834*	*1 996*	*-86,0%*	*139,3%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	8,96%	7,06%	7,64%	-1,90	0,58
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**17**	**17**	**16**	**0**	**-1**
A - Par type					
Banques	13	13	13	0	0
Etablissements Financiers	4	4	3	0	-1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	9	0	0
Banques spécialisées	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	4	4	3	0	-1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	5	5	6	0	1
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	1	2	4	1	2
Petits (Actifs < 50 milliards)	11	10	6	-1	-4

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.6 : NIGER

II.6.1. – Liste des établissements de crédit

II.6.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

NIGER

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009

Annexe II.6.1

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (10)			**38 112**	**6 118**	**3 374**	**28 620**	**522 742**	**63**	**185 014**	**296**	**514**	**810**
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/90	2 000	860	240	900	**113 576**	7	35 139	99	55	154
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/93	2 800	718	0	2 082	**94 726**	0	26 148	0	0	0
H 0038 Y	- Bank Of Africa	BOA	22/04/94	3 500	0	1 225	2 275	**110 415**	12	35 403	22	110	132
H 0095 K	- Ecobank	ECOBANK	14/01/99	5 100	0	0	5 100	**100 487**	11	43 336	74	98	172
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BA-NIGER	07/10/05	6 927	0	1 526	5 401	**32 183**	13	15 927	22	50	72
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/88	5 000	750	0	4 250	**17 379**	1	8 647	18	29	47
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/03	7 255	0	0	7 255	**32 123**	10	2 300	25	78	103
H 0124 R	- Banque Régionale de Solidarité du Niger	BRS-NIGER	04/11/05	2 000	2 000	0	0	**14 888**	7	13 857	14	62	76
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger pour le Commerce et l'Investissement	BINCI	03/06/97	1 810	610	0	1 200	**6 068**	1	3 056	15	20	35
H 0050 L	- Crédit du Niger	CDN	17/12/57	1 720	1 180	383	157	**897**	1	1 201	7	12	19
	ETABLISSEMENT FINANCIER (1)			**1 315**	**0**	**1 315**	**0**	**3 829**	**1**	**0**	**8**	**5**	**13**
H 0129 X	- Société Sahélienne d'Investissement	SAHFI	14/06/05	1 315	0	1 315	0	**3 829**	1	0	8	5	13
	TOTAL ETABLISSEMENTS (11)			**39 427**	**6 118**	**4 689**	**28 620**	**526 571**	**64**	**185 014**	**304**	**519**	**823**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**127 390**	**109 004**	**113 674**	**-14,4%**	**4,3%**
- Caisse	17 100	17 285	15 103	1,1%	-12,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	82 955	53 386	76 236	-35,6%	42,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	13 812	17 603	13 158	27,4%	-25,3%
- Comptes de prêts	10 086	18 059	8 848	79,1%	-51,0%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	168	386	121	129,8%	-68,7%
- Créances en souffrance	3 269	2 285	208	-30,1%	-90,9%
(provisions)	0	0	200	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**201 040**	**265 092**	**325 374**	**31,9%**	**22,7%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	14 694	16 903	22 619	15,0%	33,8%
. Crédits de campagne	*0*	*0*	*18*	-	-
. Crédits ordinaires	*14 694*	*16 903*	*22 601*	*15,0%*	*33,7%*
- Autres crédits à court terme	38 742	49 617	69 678	28,1%	40,4%
. Crédits de campagne	*695*	*741*	*601*	*6,6%*	*-18,9%*
. Crédits ordinaires	*38 047*	*48 876*	*69 077*	*28,5%*	*41,3%*
- Comptes ordinaires débiteurs	52 646	67 117	59 634	27,5%	-11,1%
- Crédits à moyen terme	64 741	96 097	129 848	48,4%	35,1%
- Crédits à long terme	9 625	16 231	13 246	68,6%	-18,4%
- Affacturage	0	0	60	-	-
- Valeurs non imputées	727	644	1 137	-11,4%	76,6%
- Créances rattachées	1 289	1 759	2 239	36,5%	27,3%
- Créances en souffrance	18 576	16 724	26 913	-10,0%	60,9%
. Impayées ou immobilisées	*11 037*	*9 663*	*16 146*	*-12,4%*	*67,1%*
(provisions)	*673*	*2 327*	*4 583*	*245,8%*	*96,9%*
. Douteuses ou litigieuses	*7 539*	*7 047*	*10 755*	*-6,5%*	*52,6%*
(provisions)	*18 099*	*28 585*	*20 268*	*57,9%*	*-29,1%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*0*	*14*	*12*	-	*-14,3%*
(provisions)	*56*	*59*	*0*	*5,4%*	*-100,0%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**27 770**	**37 259**	**45 410**	**34,2%**	**21,9%**
- Titres de placement	13 416	23 423	21 770	74,6%	-7,1%
- Comptes de stocks	3	5	44	66,7%	780,0%
- Débiteurs divers	4 655	5 293	8 059	13,7%	52,3%
- Créances rattachées	116	86	159	-25,9%	84,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	5 333	3 029	4 861	-43,2%	60,5%
- Valeurs à rejeter	104	128	387	23,1%	202,3%
- Comptes d'ordre & divers	4 143	5 295	10 130	27,8%	91,3%
VALEURS IMMOBILISEES	**21 098**	**26 547**	**36 662**	**25,8%**	**38,1%**
- Immobilisations financières	3 644	9 410	17 872	158,2%	89,9%
- Dépôts & cautionnements	232	247	263	6,5%	6,5%
- Immobilisations en cours	1 152	1 589	1 296	37,9%	-18,4%
dont Immobilisations incorporelles	*65*	*43*	*111*	*-33,8%*	*158,1%*
- Immobilisations d'exploitation	15 769	14 795	16 136	-6,2%	9,1%
dont Immobilisations incorporelles	*965*	*717*	*413*	*-25,7%*	*-42,4%*
- Immobilisations hors-exploitation	257	403	944	56,8%	134,2%
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*0*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	44	103	151	134,1%	46,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	*0*	*6*	*0*		
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**501**	**5 451**	**-**	**988,0%**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	501	5 451	-	988,0%
TOTAL DE L'ACTIF	**377 298**	**438 403**	**526 571**	**16,2%**	**20,1%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**52 473**	**68 977**	**96 662**	**31,5%**	**40,1%**
- Comptes ordinaires créditeurs	9 493	20 759	19 955	118,7%	-3,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	5 255	3 455	6 950	-34,3%	101,2%
- Comptes d'emprunts	37 214	43 766	68 478	17,6%	56,5%
- Autres sommes dues	2	0	529	-100,0%	-
- Dettes rattachées	509	997	750	95,9%	-24,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**277 531**	**311 699**	**343 173**	**12,3%**	**10,1%**
- Comptes ordinaires créditeurs	174 050	188 948	210 121	8,6%	11,2%
- Dépôts à terme reçus	45 681	46 134	53 937	1,0%	16,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	35 586	44 203	50 950	24,2%	15,3%
- Dépôts de garantie reçus	15 314	25 282	17 384	65,1%	-31,2%
- Autres dépôts	1 556	1 378	1 060	-11,4%	-23,1%
- Bons de caisse	953	944	969	-0,9%	2,6%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	2 863	2 844	5 988	-0,7%	110,5%
- Dettes rattachées	1 528	1 966	2 764	28,7%	40,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**11 170**	**14 449**	**19 183**	**29,4%**	**32,8%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	2 500	-	-
- Créditeurs divers	4 409	6 665	5 480	51,2%	-17,8%
- Dettes rattachées	0	0	86	-	-
- Comptes d'ordre & divers	6 761	7 784	11 117	15,1%	42,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**61**	**14**	**14**	**-77,0%**	**-**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	61	14	14	-77,0%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**36 063**	**43 264**	**67 539**	**20,0%**	**56,1%**
- Subventions d'investissement	96	33	19	-65,6%	-42,4%
- Fonds affectés	2 007	2 057	2 057	2,5%	-
- Provisions pour risques & charges	1 865	2 787	3 592	49,4%	28,9%
- Provisions réglementées	3	0	0	-100,0%	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	400	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	500	1 500	1 227	200,0%	-18,2%
- Dettes rattachées	15	0	0	-100,0%	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 856	2 395	2 463	29,0%	2,8%
- Primes liées au capital	50	266	1 774	432,0%	566,9%
- Réserves	10 239	11 496	12 164	12,3%	5,8%
- Ecarts de réévaluation	357	152	858	-57,4%	464,5%
- Capital	24 387	30 480	39 427	25,0%	29,4%
- Dotations	0	0	-1 243	-	-
- Report à nouveau	-6 784	-7 791	-8 867	14,8%	13,8%
- Résultat de l'exercice	1 472	-111	13 668	-107,5%	-12413,5%
TOTAL DU PASSIF	**377 298**	**438 403**	**526 571**	**16,2%**	**20,1%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	13 557	20 160	10 898	48,7%	-45,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	71 496	71 505	77 133	0,0%	7,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	363	747	756	105,8%	1,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**250 074**	**329 279**	**407 523**	**31,7%**	**23,8%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**205 084**	**266 362**	**327 996**	**29,9%**	**23,1%**
a) Crédits à court terme	112 142	137 310	157 989	22,4%	15,1%
dont Crédits de campagne	*695*	*741*	*619*	6,6%	-16,5%
b) Crédits à moyen terme	64 741	96 097	129 848	48,4%	35,1%
c) Crédits à long terme	9 625	16 231	13 246	68,6%	-18,4%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	18 576	16 724	26 913	-10,0%	60,9%
impayés & immobilisés	11 037	9 663	16 146	-12,4%	67,1%
provisions	*673*	*2 327*	*4 583*	245,8%	96,9%
douteux & litigieux	7 539	7 061	10 767	-6,3%	52,5%
provisions	*18 155*	*28 650*	*20 268*	*57,8%*	*-29,3%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**44 990**	**62 917**	**79 527**	**39,8%**	**26,4%**
a) Titres de placement	13 416	23 423	21 770	74,6%	-7,1%
b) Immobilisations financières	3 644	9 410	17 872	158,2%	89,9%
c) Autres immobilisations	17 410	17 034	18 639	-2,2%	9,4%
d) Divers	10 520	13 050	21 246	24,0%	62,8%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**325 334**	**369 922**	**425 208**	**13,7%**	**14,9%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**276 003**	**309 733**	**342 909**	**12,2%**	**10,7%**
a) A vue	176 913	191 792	216 109	8,4%	12,7%
b) A terme	99 090	117 941	126 800	19,0%	7,5%
dépôts à terme et bons de caisse	46 634	47 078	54 906	1,0%	16,6%
comptes d'épargne à régime spécial	35 586	44 203	50 950	24,2%	15,3%
autres	16 870	26 660	20 944	58,0%	-21,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**31 608**	**35 596**	**49 763**	**12,6%**	**39,8%**
a) Capital, dotations & réserves	28 645	31 854	45 202	11,2%	41,9%
dont 15% du résultat (si positif)	*454*	*772*	*1 541*	70,0%	99,6%
b) Autres	2 963	3 742	4 561	26,3%	21,9%
3. AUTRES RESSOURCES	**17 723**	**24 593**	**32 536**	**38,8%**	**32,3%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**75 260**	**40 643**	**17 685**	**-46,0%**	**-56,5%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-75 260**	**-40 643**	**-17 685**	**-46,0%**	**-56,5%**
1. DISPONIBILITES	**-17 102**	**-17 290**	**-15 147**	**1,1%**	**-12,4%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-58 158**	**-23 353**	**-2 538**	**-59,8%**	**-89,1%**
emplois	-110 122	-91 333	-98 450	-17,1%	7,8%
dont hors UMOA	*-15 213*	*-23 211*	*-13 399*	*52,6%*	*-42,3%*
dont emplois en souffrance	*3 269*	*2 285*	*208*	*-30,1%*	*-90,9%*
ressources	51 964	67 980	95 912	30,8%	41,1%
dont hors UMOA	*10 148*	*16 414*	*25 690*	*61,7%*	*56,5%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008 0,0	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**34 209**	**46 271**	**53 958**	**35,3%**	**16,6%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 444	1 806	1 568	25,1%	-13,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	26 618	33 283	40 577	25,0%	21,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	917	1 485	2 084	61,9%	40,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	4 253	7 988	7 542	87,8%	-5,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	1 314	1 882	2 087	43,2%	10,9%
+Produits sur prestations de services financiers	132	150	304	13,6%	102,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	5	3	2	-40,0%	-33,3%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	*474*	*326*	*206*	-31,2%	-36,8%
2. CHARGES BANCAIRES	**6 168**	**11 258**	**11 945**	**82,5%**	**6,1%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 068	3 442	4 169	66,4%	21,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	3 049	3 806	4 580	24,8%	20,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	12	22	1 673	83,3%	7504,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	14	0	0	-100,0%	-
-Charges sur opérations de change	755	3 353	710	344,1%	-78,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	89	473	464	431,5%	-1,9%
-Charges sur prestations de services financiers	83	55	247	-33,7%	349,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	98	107	102	9,2%	-4,7%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**28 041**	**35 013**	**42 013**	**24,9%**	**20,0%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**540**	**810**	**1 368**	**50,0%**	**68,9%**
+Produits sur immobilisations financières	138	199	318	44,2%	59,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	663	883	1 050	33,2%	18,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	261	272	0	4,2%	-100,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**28 581**	**35 823**	**43 381**	**25,3%**	**21,1%**
6. FRAIS GENERAUX	**17 501**	**19 392**	**21 474**	**10,8%**	**10,7%**
-Frais de personnel	6 737	7 237	7 878	7,4%	8,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 670	932	966	-44,2%	3,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	9 094	11 223	12 630	23,4%	12,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**2 110**	**3 099**	**2 762**	**46,9%**	**-10,9%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 462	3 104	2 848	26,1%	-8,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	352	5	86	-98,6%	1620,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**8 970**	**13 332**	**19 145**	**48,6%**	**43,6%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**5 282**	**11 502**	**-523**	**117,8%**	**-104,5%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	11 243	17 741	7 681	57,8%	-56,7%
+Reprises de provisions	5 961	6 239	8 204	4,7%	31,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**474**	**326**	**206**	**-31,2%**	**-36,8%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**4 162**	**2 156**	**19 874**	**-48,2%**	**821,8%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-474**	**755**	**-616**	**-259,3%**	**-181,6%**
+Subventions d'exploitation	13	6	5	-53,8%	-16,7%
+Récupérations sur créances amorties	40	101	152	152,5%	50,5%
+Produits exceptionnels	239	1 235	79	416,7%	-93,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	15	176	88	1073,3%	-50,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	15	18	235	20,0%	1205,6%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	250	539	120	115,6%	-77,7%
-Charges exceptionnelles	516	206	585	-60,1%	184,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-272**	**-223**	**-3 306**	**-18,0%**	**1382,5%**
+Profits sur exercices antérieurs	218	477	660	118,8%	38,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	490	700	3 966	42,9%	466,6%
14. IMPOT SUR LE BENEFICE	**1 860**	**2 609**	**2 284**	**40,3%**	**-12,5%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**1 556**	**79**	**13 668**	**-94,9%**	**17201,3%**
+Bénéfices	**3 090**	**5 495**	**14 962**	**77,8%**	**172,3%**
-Pertes	**-1 534**	**-5 416**	**-1 294**	**253,1%**	**-76,1%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	16,7%	16,0%	14,7%	-0,7	-1,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	9,1%	6,3%	8,2%	-2,8	1,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	50,3%	64,9%	48,0%	14,6	-16,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	4,8%	5,4%	4,3%	0,6	-1,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	1,3%	1,3%	1,4%	0,0	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	1,9%	2,1%	2,0%	0,2	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	2,1%	2,9%	2,6%	0,8	-0,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,1%	1,9%	1,6%	-0,2	-0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	14,1%	13,7%	12,7%	-0,4	-1,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	10,9%	10,4%	10,1%	-0,5	-0,3
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	9,0%	8,3%	8,1%	-0,7	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	71,2%	64,3%	57,9%	-6,9	-6,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	55,9%	84,2%	-2,7%	28,3	-86,9
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	5,5%	0,2%	32,5%	-5,3	32,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	4,6%	0,2%	23,4%	-4,4	23,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	21,0	22,4	26,1	6,7%	16,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,8	15,4	23,3	42,6%	51,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	-	-	-	-	-

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

NIGER

(11 Etablissements)

Annexe II.6.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**24 387**	**30 480**	**39 427**	**25,0%**	**29,4%**
REPARTITION DU CAPITAL	**24 387**	**30 480**	**39 427**	**25,0%**	**29,4%**
Nationaux	12 957	23 227	10 807	79,3%	-53,5%
Etat	*5 078*	*8 292*	*6 118*	*63,3%*	*-26,2%*
Privés	*7 879*	*14 935*	*4 689*	*89,6%*	*-68,6%*
Non-nationaux	11 430	7 253	28 620	-36,5%	294,6%
dont UMOA	*3 628*	*5 644*	*18 891*	55,6%	234,7%
TOTAL DU BILAN	**377 298**	**438 403**	**526 571**	**16,2%**	**20,1%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**56**	**63**	**64**	**12,5%**	**1,6%**
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	56	63	64	12,5%	1,6%
EFFECTIFS	**832**	**867**	**823**	**4,2%**	**-5,1%**
Employés	522	534	519	2,3%	-2,8%
dont Etrangers	*4*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
Cadres	310	333	304	7,4%	-8,7%
dont Etrangers	*14*	*13*	*12*	*-7,1%*	*-7,7%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**136 231**	**166 402**	**185 014**	**22,1%**	**11,2%**
Personnes physiques	113 568	144 665	162 091	27,4%	12,0%
dont Etrangers	*3 602*	*2 639*	*2 552*	*-26,7%*	*-3,3%*
Personnes morales	22 663	21 737	22 923	-4,1%	5,5%
dont Etrangers	*1 718*	*1 179*	*1 138*	*-31,4%*	*-3,5%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	8,45%	7,28%	7,63%	-1,17	0,35
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**12**	**11**	**11**	**-1**	**0**
A - Par type					
Banques	10	10	10	0	0
Etablissements Financiers	2	1	1	-1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	8	8	8	0	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	2	1	1	-1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	1	0	3	-1	3
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	3	4	1	1	-3
Petits (Actifs < 50 milliards)	8	7	7	-1	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.7 : SENEGAL

II.7.1. – Liste des établissements de crédit

II.7.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

SENEGAL **ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009** **Annexe II.7.1**

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (18)			**111 950**	**6 702**	**24 062**	**81 186**	**2 655 416**	**278**	**750 678**	**844**	**2 178**	**3 022**
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	**543 351**	51	147 104	154	517	671
K 0012 C	- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Groupe Attijariwafa Bank	CBAO, Groupe Attijariwafa Bank	30/07/65	11 450	897	1 223	9 330	**627 440**	60	192 710	173	373	546
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 000	5 510	**314 982**	41	89 081	94	286	380
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	5 000	1 200	2 900	900	**210 440**	8	95 813	53	111	164
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/99	10 463	0	2 046	8 417	**261 351**	35	67 879	89	213	302
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	2 000	0	100	1 900	**125 838**	8	14 960	45	116	161
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	5 500	1 315	2 893	1 292	**130 455**	22	97 220	58	144	202
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/01	4 250	0	2 920	1 330	**96 231**	15	11 879	12	67	79
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/06	22 549	0	0	22 549	**105 552**	1	748	32	2	34
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	2 706	600	2	2 104	**49 351**	4	5 584	15	55	70
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/03	10 200	0	0	10 200	**30 634**	12	6 792	28	68	96
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/06	2 182	200	560	1 422	**64 812**	1	192	21	12	33
K 0125 A	- Banque Régionale de Solidarité du Sénégal	BRS-SENEGAL	17/05/05	2 000	0	0	2 000	**22 766**	7	9 895	17	107	124
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/05	5 350	0	3 905	1 445	**19 540**	1	42	6	10	16
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BA-SENEGAL	28/10/05	5 000	0	2 000	3 000	**32 618**	11	9 730	39	75	114
K 0140 R	- International Commercial Bank - Sénégal	ICB-SENEGAL	20/10/05	3 300	0	0	3 300	**20 055**	1	1 049	8	22	30
K 0153 F	- United Bank for Africa	UBA	09/01/09										
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/09										

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

SENEGAL

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009

Annexe II.7.1

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			**1 300**	**0**	**800**	**500**	**11 871**	**8**	**0**	**11**	**32**	**43**
K 0029 W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	1 000	0	800	200	**1 752**	1	0	5	2	7
K 0030 X	- Société de Crédit et d'Equipement du Sénégal	SOCRES	22/12/83	300	0	0	300	**1 313**	6	0	2	27	29
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	2006	0	0	0	0	**8 806**	1	0	4	3	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (21)			**113 250**	**6 702**	**24 862**	**81 686**	**2 667 287**	**286**	**750 678**	**855**	**2 210**	**3 065**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**451 720**	**429 190**	**543 882**	**-5,0%**	**26,7%**
- Caisse	65 641	55 064	60 455	-16,1%	9,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	242 021	265 308	382 158	9,6%	44,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	83 542	60 663	54 377	-27,4%	-10,4%
- Comptes de prêts	59 594	42 948	43 247	-27,9%	0,7%
- Valeurs non imputées	18	14	11	-22,2%	-21,4%
- Créances rattachées	904	971	240	7,4%	-75,3%
- Créances en souffrance	0	4 222	3 394	-	-19,6%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**1 281 783**	**1 510 160**	**1 574 327**	**17,8%**	**4,2%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	62 019	89 304	84 284	44,0%	-5,6%
. Crédits de campagne	*500*	*0*	*0*	*-100,0%*	-
. Crédits ordinaires	*61 519*	*89 304*	*84 284*	*45,2%*	*-5,6%*
- Autres crédits à court terme	276 332	320 899	323 998	16,1%	1,0%
. Crédits de campagne	*9 272*	*6 926*	*9 763*	*-25,3%*	*41,0%*
. Crédits ordinaires	*267 060*	*313 973*	*314 235*	*17,6%*	*0,1%*
- Comptes ordinaires débiteurs	239 180	279 611	277 088	16,9%	-0,9%
- Crédits à moyen terme	513 329	579 212	631 516	12,8%	9,0%
- Crédits à long terme	64 555	73 626	86 067	14,1%	16,9%
- Affacturage	0	1 171	485	-	-58,6%
- Valeurs non imputées	2 421	19 310	4 158	697,6%	-78,5%
- Créances rattachées	7 706	9 913	11 672	28,6%	17,7%
- Créances en souffrance	116 241	137 114	155 059	18,0%	13,1%
. Impayées ou immobilisées	*54 260*	*84 619*	*89 163*	*56,0%*	*5,4%*
(provisions)	*4 546*	*1 013*	*12 400*	*-77,7%*	*1124,1%*
. Douteuses ou litigieuses	*61 941*	*52 419*	*65 665*	*-15,4%*	*25,3%*
(provisions)	*127 007*	*152 637*	*148 803*	*20,2%*	*-2,5%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*40*	*76*	*231*	*90,0%*	*203,9%*
(provisions)	*413*	*93*	*147*	*-77,5%*	*58,1%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**393 941**	**374 540**	**406 534**	**-4,9%**	**8,5%**
- Titres de placement	307 943	289 781	330 245	-5,9%	14,0%
- Comptes de stocks	195	147	223	-24,6%	51,7%
- Débiteurs divers	11 625	6 426	9 582	-44,7%	49,1%
- Créances rattachées	6 588	5 911	6 029	-10,3%	2,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	38 196	21 946	29 255	-42,5%	33,3%
- Valeurs à rejeter	644	861	1 263	33,7%	46,7%
- Comptes d'ordre & divers	28 750	49 468	29 937	72,1%	-39,5%
VALEURS IMMOBILISEES	**127 788**	**136 561**	**139 534**	**6,9%**	**2,2%**
- Immobilisations financières	43 863	40 736	39 262	-7,1%	-3,6%
- Dépôts & cautionnements	1 115	1 222	2 120	9,6%	73,5%
- Immobilisations en cours	9 242	12 307	11 150	33,2%	-9,4%
dont Immobilisations incorporelles	*194*	*578*	*244*	*197,9%*	*-57,8%*
- Immobilisations d'exploitation	56 544	58 549	65 677	3,5%	12,2%
dont Immobilisations incorporelles	*5 167*	*3 432*	*4 466*	*-33,6%*	*30,1%*
- Immobilisations hors-exploitation	4 724	9 468	7 206	100,4%	-23,9%
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*2*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	11 245	12 720	13 043	13,1%	2,5%
- Créances rattachées	945	1 440	909	52,4%	-36,9%
- Créances en souffrance	110	119	167	8,2%	40,3%
(provisions)	*723*	*729*	*953*	*0,8%*	*30,7%*
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**0**	**3 010**	**-**	**-**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	3 010	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	**2 255 232**	**2 450 451**	**2 667 287**	**8,7%**	**8,8%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**239 161**	**319 836**	**236 722**	**33,7%**	**-26,0%**
- Comptes ordinaires créditeurs	97 129	66 927	79 862	-31,1%	19,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	15 982	25 283	12 845	58,2%	-49,2%
- Comptes d'emprunts	120 905	225 665	141 719	86,6%	-37,2%
- Autres sommes dues	3 706	598	708	-83,9%	18,4%
- Dettes rattachées	1 439	1 363	1 588	-5,3%	16,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**1 661 147**	**1 726 020**	**1 995 158**	**3,9%**	**15,6%**
- Comptes ordinaires créditeurs	790 050	822 210	954 149	4,1%	16,0%
- Dépôts à terme reçus	372 252	379 206	484 635	1,9%	27,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	371 055	385 247	410 076	3,8%	6,4%
- Dépôts de garantie reçus	53 937	75 475	78 271	39,9%	3,7%
- Autres dépôts	7 829	6 155	8 000	-21,4%	30,0%
- Bons de caisse	19 078	12 850	18 999	-32,6%	47,9%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	12 691	17 185	14 077	35,4%	-18,1%
- Autres sommes dues	24 379	17 311	17 794	-29,0%	2,8%
- Dettes rattachées	9 876	10 381	9 157	5,1%	-11,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**88 924**	**103 738**	**104 863**	**16,7%**	**1,1%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	5 045	6 545	6 044	29,7%	-7,7%
- Créditeurs divers	27 193	30 450	31 791	12,0%	4,4%
- Dettes rattachées	119	119	166	-	39,5%
- Comptes d'ordre & divers	56 567	66 624	66 862	17,8%	0,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**0**	**0**	**0**	**-**	**-**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**266 000**	**300 857**	**330 544**	**13,1%**	**9,9%**
- Subventions d'investissement	0	0	330	-	-
- Fonds affectés	21 477	21 972	21 723	2,3%	-1,1%
- Provisions pour risques & charges	23 203	23 880	16 897	2,9%	-29,2%
- Provisions réglementées	3 319	3 319	319	-	-90,4%
- Comptes bloqués d'actionnaires	190	190	2 981	-	1468,9%
- Titres et emprunts subordonnés	2 029	2 877	2 172	41,8%	-24,5%
- Dettes rattachées	13	76	10	484,6%	-86,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 399	3 404	3 054	143,3%	-10,3%
- Primes liées au capital	1 473	11 741	11 993	697,1%	2,1%
- Réserves	112 062	123 319	128 529	10,0%	4,2%
- Ecarts de réévaluation	147	110	73	-25,2%	-33,6%
- Capital	69 760	86 915	113 250	24,6%	30,3%
- Dotations	0	850	1 000	-	17,6%
- Report à nouveau	-4 538	-9 924	-11 910	118,7%	20,0%
- Résultat de l'exercice	35 466	32 128	40 123	-9,4%	24,9%
TOTAL DU PASSIF	**2 255 232**	**2 450 451**	**2 667 287**	**8,7%**	**8,8%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	236 896	145 540	211 977	-38,6%	45,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	302 354	377 632	384 096	24,9%	1,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	2 000	19 377	13 912	868,9%	-28,2%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 999	101 825	4 738	4993,8%	-95,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**1 804 375**	**2 022 201**	**2 120 445**	**12,1%**	**4,9%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**1 323 628**	**1 535 032**	**1 605 120**	**16,0%**	**4,6%**
a) Crédits à court terme	618 148	732 241	719 268	18,5%	-1,8%
dont Crédits de campagne	*9 772*	*6 926*	*9 763*	-29,1%	41,0%
b) Crédits à moyen terme	513 329	579 212	631 516	12,8%	9,0%
c) Crédits à long terme	64 555	73 626	86 067	14,1%	16,9%
d) Opérations de crédit-bail	11 245	12 720	13 043	13,1%	2,5%
e) Crédits en souffrance	116 351	137 233	155 226	17,9%	13,1%
impayés & immobilisés	54 286	84 649	89 230	55,9%	5,4%
provisions	*4 546*	*1 016*	*12 472*	-77,7%	1127,6%
douteux & litigieux	62 065	52 584	65 996	-15,3%	25,5%
provisions	*128 143*	*153 456*	*149 831*	*19,8%*	*-2,4%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**480 747**	**487 169**	**515 325**	**1,3%**	**5,8%**
a) Titres de placement	307 943	289 781	330 245	-5,9%	14,0%
b) Immobilisations financières	43 863	40 736	39 262	-7,1%	-3,6%
c) Autres immobilisations	71 625	81 546	86 153	13,9%	5,6%
d) Divers	57 316	75 106	59 665	31,0%	-20,6%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**2 017 510**	**2 131 978**	**2 429 143**	**5,7%**	**13,9%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**1 656 316**	**1 722 184**	**1 992 045**	**4,0%**	**15,7%**
a) A vue	814 429	839 521	971 943	3,1%	15,8%
b) A terme	841 887	882 663	1 020 102	4,8%	15,6%
dépôts à terme et bons de caisse	391 330	392 056	503 634	0,2%	28,5%
comptes d'épargne à régime spécial	371 055	385 247	410 076	3,8%	6,4%
autres	79 502	105 360	106 392	32,5%	1,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**207 811**	**246 622**	**272 967**	**18,7%**	**10,7%**
a) Capital, dotations & réserves	180 649	218 154	245 369	20,8%	12,5%
dont 15% du résultat (si positif)	*6 173*	*5 345*	*6 649*	-13,4%	24,4%
b) Autres	27 162	28 468	27 598	4,8%	-3,1%
3. AUTRES RESSOURCES	**153 383**	**163 172**	**164 131**	**6,4%**	**0,6%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**213 135**	**109 777**	**308 698**	**-48,5%**	**181,2%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-213 135**	**-109 777**	**-308 698**	**-48,5%**	**181,2%**
1. DISPONIBILITES	**-65 682**	**-55 095**	**-60 645**	**-16,1%**	**10,1%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-147 453**	**-54 682**	**-248 053**	**-62,9%**	**353,6%**
emplois	-385 175	-373 155	-483 187	-3,1%	29,5%
dont hors UMOA	*-95 911*	*-62 468*	*-69 956*	*-34,9%*	*12,0%*
dont emplois en souffrance	*0*	*4 222*	*3 394*	-	*-19,6%*
ressources	237 722	318 473	235 134	34,0%	-26,2%
dont hors UMOA	*55 325*	*75 050*	*70 703*	*35,7%*	*-5,8%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**196 804**	**233 920**	**248 358**	**18,9%**	**6,2%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 125	6 027	6 843	-1,6%	13,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	139 984	159 954	173 741	14,3%	8,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	17 708	20 951	21 373	18,3%	2,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	5 748	7 963	8 420	38,5%	5,7%
+Produits sur opérations de change	13 105	23 524	24 066	79,5%	2,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 885	9 526	8 315	7,2%	-12,7%
+Produits sur prestations de services financiers	4 068	4 651	5 253	14,3%	12,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 273	1 384	913	8,7%	-34,0%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	*92*	*60*	*566*	-34,8%	843,3%
2. CHARGES BANCAIRES	**49 560**	**64 820**	**70 891**	**30,8%**	**9,4%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 185	9 801	11 879	36,4%	21,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	32 959	35 907	38 891	8,9%	8,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 301	1 441	1 464	10,8%	1,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	4 134	6 620	6 356	60,1%	-4,0%
-Charges sur opérations de change	2 099	8 561	9 690	307,9%	13,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	116	113	111	-2,6%	-1,8%
-Charges sur prestations de services financiers	1 227	1 412	1 474	15,1%	4,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	539	965	1 026	79,0%	6,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**147 244**	**169 100**	**177 467**	**14,8%**	**4,9%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**6 641**	**6 673**	**7 253**	**0,5%**	**8,7%**
+Produits sur immobilisations financières	1 593	1 887	1 523	18,5%	-19,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5 168	4 792	5 742	-7,3%	19,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	120	6	12	-95,0%	100,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**153 885**	**175 773**	**184 720**	**14,2%**	**5,1%**
6. FRAIS GENERAUX	**76 997**	**87 313**	**98 295**	**13,4%**	**12,6%**
-Frais de personnel	33 367	35 905	41 243	7,6%	14,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 969	3 546	4 410	19,4%	24,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	40 661	47 862	52 642	17,7%	10,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**12 287**	**14 465**	**15 442**	**17,7%**	**6,8%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	12 559	14 516	15 505	15,6%	6,8%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	272	51	63	-81,3%	23,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**64 601**	**73 995**	**70 983**	**14,5%**	**-4,1%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**15 831**	**29 857**	**20 771**	**88,6%**	**-30,4%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	34 556	50 680	59 149	46,7%	16,7%
+Reprises de provisions	18 725	20 823	38 378	11,2%	84,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**92**	**60**	**566**	**-34,8%**	**843,3%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**48 862**	**44 198**	**50 778**	**-9,5%**	**14,9%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**-556**	**-605**	**-1 564**	**8,8%**	**158,5%**
+Subventions d'exploitation	3	1	4	-66,7%	300,0%
+Récupérations sur créances amorties	117	124	58	6,0%	-53,2%
+Produits exceptionnels	1 605	1 243	1 550	-22,6%	24,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	7	0	0	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	55	96	48	74,5%	-50,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	350	712	-	103,4%
-Charges exceptionnelles	2 233	1 527	2 416	-31,6%	58,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**-1 986**	**-2 668**	**767**	**34,3%**	**-128,7%**
+Profits sur exercices antérieurs	3 367	1 270	5 615	-62,3%	342,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	5 353	3 938	4 848	-26,4%	23,1%
14. IMPOT SUR LE BENEFICE	**10 854**	**8 797**	**9 858**	**-19,0%**	**12,1%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**35 466**	**32 128**	**40 123**	**-9,4%**	**24,9%**
+Bénéfices	**41 145**	**36 760**	**45 474**	**-10,7%**	**23,7%**
-Pertes	**-5 679**	**-4 632**	**-5 351**	**-18,4%**	**15,5%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	17,1%	17,3%	18,0%	0,2	0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	8,8%	8,9%	9,7%	0,1	0,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	53,3%	53,0%	51,1%	-0,3	-1,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	3,9%	3,8%	4,3%	-0,1	0,5
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,1%	2,1%	2,1%	0,0	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	2,3%	2,3%	2,4%	0,0	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	2,6%	3,0%	3,0%	0,4	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	1,8%	1,8%	1,7%	0,0	-0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	11,4%	11,3%	11,2%	-0,1	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	9,3%	9,4%	9,2%	0,1	-0,2
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	7,0%	7,1%	6,8%	0,1	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	60,8%	60,2%	64,1%	-0,6	3,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	24,5%	40,3%	29,0%	15,8	-11,3
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	24,1%	19,0%	22,6%	-5,1	3,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	14,6%	11,6%	12,9%	-3,0	1,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,3	31,9	32,1	5,3%	0,6%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	25,4	27,0	23,2	6,3%	-14,1%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	51,1%	62,6%	64,6%	11,5	2,0

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

SENEGAL

(19 Etablissements)

Annexe II.7.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**69 760**	**86 915**	**113 250**	**24,6%**	**30,3%**
REPARTITION DU CAPITAL	**69 760**	**86 915**	**113 250**	**24,6%**	**30,3%**
Nationaux	21 112	18 622	31 564	-11,8%	69,5%
Etat	*4 081*	*4 827*	*6 702*	*18,3%*	*38,8%*
Privés	*17 031*	*13 795*	*24 862*	*-19,0%*	*80,2%*
Non-nationaux	48 648	68 293	81 686	40,4%	19,6%
dont UMOA	*15 057*	*6 099*	*17 874*	-59,5%	193,1%
TOTAL DU BILAN	**2 255 232**	**2 450 451**	**2 667 287**	**8,7%**	**8,8%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**214**	**265**	**286**	**23,8%**	**7,9%**
Périodiques	1	5	0	400,0%	-100,0%
Permanents	213	260	286	22,1%	10,0%
EFFECTIFS	**2 544**	**2 740**	**3 065**	**7,7%**	**11,9%**
Employés	1 842	1 946	2 210	5,6%	13,6%
dont Etrangers	*14*	*64*	*27*	*357,1%*	*-57,8%*
Cadres	702	794	855	13,1%	7,7%
dont Etrangers	*57*	*43*	*43*	*-24,6%*	-
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**609 658**	**731 255**	**750 678**	**19,9%**	**2,7%**
Personnes physiques	545 689	641 923	676 744	17,6%	5,4%
dont Etrangers	*77 129*	*72 853*	*42 044*	*-5,5%*	*-42,3%*
Personnes morales	63 969	89 332	73 934	39,6%	-17,2%
dont Etrangers	*1 629*	*878*	*1 230*	*-46,1%*	*40,1%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	8,32%	6,97%	7,67%	-1,35	0,70
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**20**	**19**	**19**	**-1**	**0**
A - Par type					
Banques	17	16	16	-1	0
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	13	12	12	-1	0
Banques spécialisées	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	8	7	8	-1	1
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	3	3	2	0	-1
Petits (Actifs < 50 milliards)	9	9	9	0	0

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.8 : TOGO

II.8.1. – Liste des établissements de crédit

II.8.2. – Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

TOGO

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2009

Annexe II.8.1

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON-NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (11)			**46 985**	**14 735**	**11 984**	**20 266**	**703 783**	**134**	**720 613**	**515**	**857**	**1 372**
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	262	638	4 100	**176 988**	22	86 560	145	136	281
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	5 000	5 000	0	0	**122 242**	39	99 917	26	220	246
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	1 700	1 449	251	0	**130 246**	9	44 212	113	121	234
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	4 781	2 877	704	1 200	**67 939**	9	24 258	49	67	116
T 0014 Z	- Banque Togolaise de Développement	BTD	01/06/1967	6 130	3 784	100	2 246	**69 101**	0	0	0	0	0
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/07	3 000	970	1 805	225	**33 207**	28	428 337	41	113	154
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BA-TOGO	21/09/05	5 000	0	4 986	14	**50 016**	13	19 552	55	71	126
T 0116 K	- Financial Bank-Togo	FINANCIAL-TOGO	08/11/04	3 500	0	3 500	0	**22 186**	2	2 915	19	31	50
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/05	8 067	0	0	8 067	**21 054**	9	5 162	35	48	83
T 0126 W	- Banque Régionale de Solidarité du Togo	BRS-TOGO	13/05/05	2 000	0	0	2 000	**4 843**	2	5 716	15	20	35
T 0027 N	- Société Interafricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	2 807	393	0	2 414	**5 961**	1	3 984	17	30	47
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			**14 954**	**0**	**29**	**14 925**	**29 120**	**1**	**0**	**0**	**3**	**3**
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	0	9	12 945	**25 222**	0	0	0	3	3
T 0075 Q	- Cauris Investissement	CAURIS INVESTIS-SEMENT	03/07/1995	2 000	0	20	1 980	**3 898**	1	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (13)			**61 939**	**14 735**	**12 013**	**35 191**	**732 903**	**135**	**720 613**	**515**	**860**	**1 375**

(a) : Montants en millions de FCFA
(*) : Données provisoires
(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

B I L A N S	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**118 122**	**158 458**	**178 660**	**34,1%**	**12,7%**
- Caisse	33 780	38 448	20 715	13,8%	-46,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	38 526	71 144	94 402	84,7%	32,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	37 608	37 090	39 065	-1,4%	5,3%
- Comptes de prêts	7 993	11 271	24 024	41,0%	113,1%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	215	425	454	97,7%	6,8%
- Créances en souffrance	0	80	0	-	-100,0%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**308 471**	**309 329**	**336 796**	**0,3%**	**8,9%**
- Portefeuille d'effets commerciaux	6 287	4 953	8 146	-21,2%	64,5%
. Crédits de campagne	*0*	*0*	*44*	-	-
. Crédits ordinaires	*6 287*	*4 953*	*8 102*	*-21,2%*	*63,6%*
- Autres crédits à court terme	53 232	53 746	54 897	1,0%	2,1%
. Crédits de campagne	*474*	*0*	*4 066*	*-100,0%*	-
. Crédits ordinaires	*52 758*	*53 746*	*50 831*	*1,9%*	*-5,4%*
- Comptes ordinaires débiteurs	100 108	89 242	116 964	-10,9%	31,1%
- Crédits à moyen terme	94 280	136 173	131 542	44,4%	-3,4%
- Crédits à long terme	2 751	4 556	9 018	65,6%	97,9%
- Affacturage	5 974	6 231	0	4,3%	-100,0%
- Valeurs non imputées	73	105	96	43,8%	-8,6%
- Créances rattachées	854	1 388	1 644	62,5%	18,4%
- Créances en souffrance	44 912	12 935	14 489	-71,2%	12,0%
. Impayées ou immobilisées	*14 105*	*7 473*	*7 116*	*-47,0%*	*-4,8%*
(provisions)	*0*	*3 299*	*2 628*	-	*-20,3%*
. Douteuses ou litigieuses	*30 795*	*5 438*	*7 285*	*-82,3%*	*34,0%*
(provisions)	*29 517*	*34 759*	*35 905*	*17,8%*	*3,3%*
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	*12*	*24*	*88*	*100,0%*	*266,7%*
(provisions)	*1 745*	*524*	*510*	*-70,0%*	*-2,7%*
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**82 358**	**140 827**	**88 238**	**71,0%**	**-37,3%**
- Titres de placement	60 153	113 454	66 067	88,6%	-41,8%
- Comptes de stocks	269	240	0	-10,8%	-100,0%
- Débiteurs divers	7 535	6 497	4 956	-13,8%	-23,7%
- Créances rattachées	1 712	1 428	2 669	-16,6%	86,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	2 202	289	658	-86,9%	127,7%
- Valeurs à rejeter	27	3 678	2 764	13522,2%	-24,9%
- Comptes d'ordre & divers	10 460	15 241	11 124	45,7%	-27,0%
VALEURS IMMOBILISEES	**38 271**	**39 350**	**129 209**	**2,8%**	**228,4%**
- Immobilisations financières	3 338	3 947	93 762	18,2%	2275,5%
- Dépôts & cautionnements	372	406	597	9,1%	47,0%
- Immobilisations en cours	1 633	4 351	2 954	166,4%	-32,1%
dont Immobilisations incorporelles	*175*	*1 107*	*644*	*532,6%*	*-41,8%*
- Immobilisations d'exploitation	24 560	26 025	28 043	6,0%	7,8%
dont Immobilisations incorporelles	*1 172*	*2 269*	*2 992*	*93,6%*	*31,9%*
- Immobilisations hors-exploitation	8 328	4 606	3 834	-44,7%	-16,8%
dont Immobilisations incorporelles	*0*	*0*	*0*	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	38	14	19	-63,2%	35,7%
- Créances rattachées	2	1	0	-50,0%	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	*0*	*0*	*0*	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	**0**	**0**	**0**	**-**	**-**
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	**547 222**	**647 964**	**732 903**	**18,4%**	**13,1%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	**41 912**	**52 278**	**55 875**	**24,7%**	**6,9%**
- Comptes ordinaires créditeurs	17 601	16 271	27 221	-7,6%	67,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	16 775	10 917	9 864	-34,9%	-9,6%
- Comptes d'emprunts	7 193	24 510	18 587	240,7%	-24,2%
- Autres sommes dues	181	258	76	42,5%	-70,5%
- Dettes rattachées	162	322	127	98,8%	-60,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	**392 518**	**465 135**	**546 165**	**18,5%**	**17,4%**
- Comptes ordinaires créditeurs	174 177	236 187	257 262	35,6%	8,9%
- Dépôts à terme reçus	81 774	92 147	127 159	12,7%	38,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	110 929	117 691	131 169	6,1%	11,5%
- Dépôts de garantie reçus	21 623	14 837	14 919	-31,4%	0,6%
- Autres dépôts	70	595	10 926	750,0%	1736,3%
- Bons de caisse	1 267	954	1 245	-24,7%	30,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	1 685	1 822	2 437	8,1%	33,8%
- Dettes rattachées	993	902	1 048	-9,2%	16,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	**22 353**	**24 297**	**18 255**	**8,7%**	**-24,9%**
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Créditeurs divers	6 881	5 745	5 387	-16,5%	-6,2%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	15 472	18 552	12 868	19,9%	-30,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	**0**	**0**	**27**	**-**	**-**
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	27	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	**90 439**	**106 254**	**112 581**	**17,5%**	**6,0%**
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	1 016	933	1 065	-8,2%	14,1%
- Provisions pour risques & charges	10 361	17 509	17 197	69,0%	-1,8%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 219	261	261	-88,2%	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 032	554	562	-46,3%	1,4%
- Dettes rattachées	20	4	5	-80,0%	25,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 466	2 405	2 503	-2,5%	4,1%
- Primes liées au capital	118	174	174	47,5%	-
- Réserves	18 712	16 491	14 402	-11,9%	-12,7%
- Ecarts de réévaluation	8 685	7 264	7 186	-16,4%	-1,1%
- Capital	40 427	52 872	61 939	30,8%	17,1%
- Dotations	2 471	2 471	2 471	-	-
- Report à nouveau	-3 858	-5 927	-697	53,6%	-88,2%
- Résultat de l'exercice	6 770	11 243	5 513	66,1%	-51,0%
TOTAL DU PASSIF	**547 222**	**647 964**	**732 903**	**18,4%**	**13,1%**
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	28 462	36 123	37 898	26,9%	4,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	54 301	69 736	83 800	28,4%	20,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	8 932	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 753	8 448	7 660	77,7%	-9,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
***** EMPLOIS NETS (1+2) *****	**429 046**	**489 691**	**554 697**	**14,1%**	**13,3%**
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	**309 857**	**308 244**	**335 829**	**-0,5%**	**8,9%**
a) Crédits à court terme	167 876	154 566	180 761	-7,9%	16,9%
dont Crédits de campagne	*474*	*0*	*4 110*	-100,0%	-
b) Crédits à moyen terme	94 280	136 173	131 542	44,4%	-3,4%
c) Crédits à long terme	2 751	4 556	9 018	65,6%	97,9%
d) Opérations de crédit-bail	38	14	19	-63,2%	35,7%
e) Crédits en souffrance	44 912	12 935	14 489	-71,2%	12,0%
impayés & immobilisés	14 105	7 473	7 116	-47,0%	-4,8%
provisions	*0*	*3 299*	*2 628*	-	-20,3%
douteux & litigieux	30 807	5 462	7 373	-82,3%	35,0%
provisions	*31 262*	*35 283*	*36 415*	*12,9%*	*3,2%*
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	**119 189**	**181 447**	**218 868**	**52,2%**	**20,6%**
a) Titres de placement	60 153	113 454	66 067	88,6%	-41,8%
b) Immobilisations financières	3 338	3 947	93 762	18,2%	2275,5%
c) Autres immobilisations	34 893	35 388	35 428	1,4%	0,1%
d) Divers	20 805	28 658	23 611	37,7%	-17,6%
***** RESSOURCES (1+2+3) *****	**505 472**	**596 008**	**677 155**	**17,9%**	**13,6%**
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	**391 525**	**464 233**	**545 117**	**18,6%**	**17,4%**
a) A vue	175 862	238 009	259 699	35,3%	9,1%
b) A terme	215 663	226 224	285 418	4,9%	26,2%
dépôts à terme et bons de caisse	83 041	93 101	128 404	12,1%	37,9%
comptes d'épargne à régime spécial	110 929	117 691	131 169	6,1%	11,5%
autres	21 693	15 432	25 845	-28,9%	67,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	**74 523**	**81 668**	**88 877**	**9,6%**	**8,8%**
a) Capital, dotations & réserves	61 571	72 656	79 803	18,0%	9,8%
dont 15% du résultat (si positif)	*977*	*1 247*	*1 148*	27,6%	-7,9%
b) Autres	12 952	9 012	9 074	-30,4%	0,7%
3. AUTRES RESSOURCES	**39 424**	**50 107**	**43 161**	**27,1%**	**-13,9%**
***** RESSOURCES-EMPLOIS *****	**76 426**	**106 317**	**122 458**	**39,1%**	**15,2%**
***** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) *****	**-76 426**	**-106 317**	**-122 458**	**39,1%**	**15,2%**
1. DISPONIBILITES	**-34 049**	**-38 688**	**-20 715**	**13,6%**	**-46,5%**
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**-42 377**	**-67 629**	**-101 743**	**59,6%**	**50,4%**
emplois	-84 127	-119 585	-157 491	42,1%	31,7%
dont hors UMOA	*-25 548*	*-46 560*	*-43 038*	*82,2%*	*-7,6%*
dont emplois en souffrance	*0*	*80*	*0*	-	*-100,0%*
ressources	41 750	51 956	55 748	24,4%	7,3%
dont hors UMOA	*13 917*	*13 389*	*14 503*	*-3,8%*	*8,3%*

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

RESULTATS	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
1. PRODUITS BANCAIRES	**50 044**	**63 400**	**78 599**	**26,7%**	**24,0%**
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 182	3 424	2 477	7,6%	-27,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	33 117	36 553	42 807	10,4%	17,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	3 636	4 942	8 174	35,9%	65,4%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	74	25	2 366	-66,2%	9364,0%
+Produits sur opérations de change	5 618	14 977	18 879	166,6%	26,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	1 822	2 328	1 779	27,8%	-23,6%
+Produits sur prestations de services financiers	797	775	879	-2,8%	13,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 080	611	1 346	-80,2%	120,3%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	*0*	*0*	*0*	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	*1 282*	*235*	*108*	-81,7%	-54,0%
2. CHARGES BANCAIRES	**11 173**	**21 720**	**30 655**	**94,4%**	**41,1%**
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 571	2 068	2 157	31,6%	4,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	7 519	8 728	10 974	16,1%	25,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	595	1 116	1 023	87,6%	-8,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	204	-	-
-Charges sur opérations de change	1 103	9 452	15 613	756,9%	65,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	337	302	510	-10,4%	68,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	48	54	174	12,5%	222,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	**38 871**	**41 680**	**47 944**	**7,2%**	**15,0%**
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	**11 419**	**953**	**3 538**	**-91,7%**	**271,2%**
+Produits sur immobilisations financières	345	141	2 316	-59,1%	1542,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	11 074	812	1 222	-92,7%	50,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	**50 290**	**42 633**	**51 482**	**-15,2%**	**20,8%**
6. FRAIS GENERAUX	**25 706**	**30 232**	**32 383**	**17,6%**	**7,1%**
-Frais de personnel	11 923	13 714	13 592	15,0%	-0,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 101	1 268	1 227	15,2%	-3,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	12 682	15 250	17 564	20,2%	15,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	**4 221**	**4 231**	**5 061**	**0,2%**	**19,6%**
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 311	4 631	5 139	7,4%	11,0%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	90	400	78	344,4%	-80,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	**20 363**	**8 170**	**14 038**	**-59,9%**	**71,8%**
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	**13 524**	**13 417**	**4 823**	**-0,8%**	**-64,1%**
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	18 717	28 789	17 957	53,8%	-37,6%
+Reprises de provisions	5 193	15 372	13 134	196,0%	-14,6%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	**1 282**	**235**	**108**	**-81,7%**	**-54,0%**
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	**8 121**	**-5 012**	**9 323**	**-161,7%**	**-286,0%**
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	**95**	**21 080**	**-806**	**22089,5%**	**-103,8%**
+Subventions d'exploitation	86	2 500	0	2807,0%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	2	2	1	-	-50,0%
+Produits exceptionnels	995	25 469	147	2459,7%	-99,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	33	29	16	-12,1%	-44,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	301	135	18	-55,1%	-86,7%
-Charges exceptionnelles	654	6 727	920	928,6%	-86,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	**669**	**-1 138**	**-662**	**-270,1%**	**-41,8%**
+Profits sur exercices antérieurs	2 044	629	1 125	-69,2%	78,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 375	1 767	1 787	28,5%	1,1%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	**2 115**	**3 687**	**2 342**	**74,3%**	**-36,5%**
15. RESULTAT (11+12+13-14)	**6 770**	**11 243**	**5 513**	**66,1%**	**-51,0%**
+Bénéfices	**8 340**	**13 301**	**8 909**	**59,5%**	**-33,0%**
-Pertes	**-1 570**	**-2 058**	**-3 396**	**31,1%**	**65,0%**

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts*	22,3%	14,9%	14,3%	-7,4	-0,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE *Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets*	14,5%	4,2%	4,3%	-10,3	0,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE *Provisions constituées / Créances en souffrance brutes*	41,0%	74,9%	72,9%	33,9	-2,0
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) *Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie*	3,5%	3,7%	3,7%	0,2	0,0
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) *Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle*	2,0%	2,1%	2,2%	0,1	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) *Total des agios payés / Total des capitaux empruntés*	2,2%	2,3%	2,4%	0,1	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) *Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)*	2,3%	3,9%	4,9%	1,6	1,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) *Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires*	2,6%	2,9%	1,8%	0,3	-1,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) *Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle*	12,1%	11,5%	13,9%	-0,6	2,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) *Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature*	9,2%	9,2%	10,2%	0,0	1,0
MARGE GLOBALE (**) *Rendement des prêts - Coût des capitaux*	7,0%	6,9%	7,8%	-0,1	0,9
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION *(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire*	77,2%	83,6%	78,3%	6,4	-5,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT *Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)*	62,5%	159,6%	34,1%	97,1	-125,5
TAUX DE MARGE NETTE *Résultat net / Produit Net Bancaire*	17,4%	27,0%	11,5%	9,6	-15,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE *Résultat net / Fonds propres*	8,5%	12,7%	5,8%	4,2	-6,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	18,3	20,9	23,6	14,2%	12,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	14,5	5,7	10,2	-60,7%	78,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES *Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours*	194,7%	178,6%	12452,6%	-16,1	12 274,0

(*) : données provisoires
(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

TOGO

(13 Etablissements)

Annexe II.8.2

STATISTIQUES	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009 (*)	VARIATION 2007-2008	VARIATION 2008-2009
MONTANT DU CAPITAL	**40 427**	**52 872**	**61 939**	**30,8%**	**17,1%**
REPARTITION DU CAPITAL	**40 427**	**52 872**	**61 939**	**30,8%**	**17,1%**
Nationaux	12 532	24 432	26 748	95,0%	9,5%
Etat	*4 731*	*10 520*	*14 735*	*122,4%*	*40,1%*
Privés	*7 801*	*13 912*	*12 013*	*78,3%*	*-13,7%*
Non-nationaux	27 895	28 440	35 191	2,0%	23,7%
dont UMOA	*3 425*	*7 696*	*8 047*	124,7%	4,6%
TOTAL DU BILAN	**547 222**	**647 964**	**732 903**	**18,4%**	**13,1%**
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	**103**	**134**	**135**	**30,1%**	**0,7%**
Périodiques	1	1	1	-	-
Permanents	102	133	134	30,4%	0,8%
EFFECTIFS	**1 401**	**1 444**	**1 375**	**3,1%**	**-4,8%**
Employés	882	849	860	-3,7%	1,3%
dont Etrangers	*0*	*1*	*2*	-	*100,0%*
Cadres	519	595	515	14,6%	-13,4%
dont Etrangers	*8*	*14*	*16*	*75,0%*	*14,3%*
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	**247 053**	**741 834**	**720 613**	**200,3%**	**-2,9%**
Personnes physiques	212 409	721 739	680 724	239,8%	-5,7%
dont Etrangers	*15 202*	*14 901*	*21 273*	*-2,0%*	*42,8%*
Personnes morales	34 644	20 095	39 889	-42,0%	98,5%
dont Etrangers	*2 103*	*469*	*1 205*	*-77,7%*	*156,9%*
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,74%	7,73%	6,67%	-0,01	-1,06
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	**13**	**13**	**13**	**0**	**0**
A - Par type					
Banques	10	11	11	1	0
Etablissements Financiers	3	2	2	-1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	10	10	1	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	3	2	2	-1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	3	3	3	0	0
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	2	2	3	0	1
Petits (Actifs < 50 milliards)	8	8	7	0	-1

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie de la BCEAO
Septembre 2010

Commission Bancaire de l'UMOA
Secrétariat Général
Boulevard Boutreaux Roussel - 01 BP 7125 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int - E-mail : courrier.z02SG@bceao.int